



BENETEAU S.A.

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance
au capital de 8 278 984 euros

Siège Social : Les EMBRUNS - 16 boulevard de la Mer
85803 SAINT GILLES CROIX DE VIE

R.C.S. La Roche sur Yon B 487 080 194 APE 6420Z

Exercice Social : du 1er Septembre au 31 Août

RAPPORT FINANCIER ANNUEL

2013-2014

SOMMAIRE

Rapport de gestion du Directoire.....	3
Groupe Bénéteau	
Comptes consolidés	52
Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	96
Rapport de l'un des commissaires aux comptes, désigné organisme tiers indépendant, sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées figurant dans le rapport de gestion sur un périmètre France	98
Bénéteau S.A.	
Annexes aux comptes sociaux	102
Rapport général des commissaires aux comptes	117
Attestation du rapport financier annuel 2013-2014.....	119

RAPPORT DE GESTION - EXERCICE 2013/2014

GROUPE BENETEAU

En juin 2014, le groupe a acquis la société américaine Rec Boat Holdings LLC, qui possède 4 marques reconnues et un site de production dans le Michigan. Cette opération permettra au groupe d'accélérer son développement sur le marché des bateaux à moteur en Amérique du Nord, en pénétrant le segment du marché des unités de moins de 12 mètres.

Avec cette acquisition, le chiffre d'affaires consolidé du groupe s'établit à 808,4 millions d'euros au 31/08/2014 contre 815,4 millions d'euros au 31/08/2013.

L'exercice 2013/2014 se caractérise par une amélioration des résultats avec un résultat opérationnel courant s'élevant à 11,7 millions d'euros contre 1 million d'euros en 2012/2013.

A taux de change et périmètre constants, le résultat opérationnel courant du groupe s'établit à 17,6 millions d'euros.

Le résultat net publié s'élève à 9,4 millions d'euros.

La trésorerie nette consolidée du groupe s'établit à (-)53,1 millions d'euros.

I – ACTIVITE ET RESULTAT OPERATIONNEL DES DIVISIONS**Principaux indicateurs par activité**

en millions d'euros	BATEAUX		HABITAT		GROUPE	
	2014	2013	2014	2013	2014	2013
Chiffre d'affaires	650,1	624,4	158,3	191	808,4	815,4
Résultat Opérationnel Courant	11,9	(1,3)	(0,2)	2,3	11,7	1,0
Autres charges / produits					(2,6)	0,0
Résultat opérationnel					9,1	1,0
Résultat opérationnel courant à périmètre constant (1)	13,9	(1,3)	(0,2)	2,6	13,7	1,3
Résultat opérationnel courant à taux de change et périmètre constant	17,8	(1,3)	(0,2)	2,6	17,6	1,3

(1) 2014 : hors Rec Boat Holdings LLC acquis en juin 2014
2013 : hors « Vacances Krusoe », dont le fonds de commerce a été cédé en septembre 2013.

Le **résultat opérationnel courant** du groupe Bénéteau s'élève à 11,7 millions d'euros, et à 17,6 millions d'euros à périmètre et taux de change constant.

1. L'activité Bateaux

A périmètre constant, le **chiffre d'affaires** de l'activité Bateau s'établit à 634,9 M€ pour l'exercice 2013-2014 par rapport à 624,4 M€ l'exercice précédent. A périmètre et taux de change constants, il enregistre une hausse de 2,6%.

Les marques du groupe réalisent cette année encore une croissance supérieure à celle du marché. Cette performance résulte des nouvelles orientations stratégiques initiées en 2010 et portant sur le déploiement mondial du bateau à moteur, l'évolution vers des bateaux voile et moteur de plus grande taille et le développement commercial dans les zones offrant un fort potentiel de croissance.

En Amérique du Nord, l'activité en dollars et à périmètre constant atteint une hausse proche de 40 % par rapport à l'exercice précédent. Cette progression provient tout d'abord du rebond du marché américain, esquissé en 2012/2013, puis confirmé, comme prévu, au cours de cet exercice, en voile et en moteur. Les marques ont ensuite fortement amplifié cette hausse grâce à la pénétration croissante des produits du groupe sur le marché des bateaux à moteur de plus de 12 mètres.

Sur les marchés de l'Europe occidentale, l'activité du groupe a montré une bonne résistance, se traduisant par un chiffre d'affaires stable par rapport à l'exercice précédent. Proche de son point de retournement, la zone a ainsi confirmé les anticipations du groupe.

Les marchés structurellement en croissance depuis 2009, ont connu un retrait ponctuel dû, en Russie, en Turquie et en Amérique du Sud, à la forte dépréciation de leur monnaie en début de saison, et à une certaine réserve et prudence des clients, liées au contexte du moment en Asie

L'activité Bateaux dégage un **résultat opérationnel courant** de 11,9 millions d'euros sur l'exercice 2013/2014 contre une perte de (-) 1,3 million d'euros sur l'exercice 2012/2013. A périmètre et taux de change constant, il ressort à 17,8 millions d'euros.

L'amélioration de la rentabilité opérationnelle provient d'une gestion maîtrisée des coûts qui se traduit par une amélioration de la marge sur coûts directs et par une gestion rigoureuse des frais fixes. A taux de change constant et périmètre constant, la marge sur coûts directs atteint 34.2% du chiffre d'affaires (contre 33% en 2013). Par ailleurs les frais fixes baissent de 6 millions d'euros par rapport à l'exercice précédent.

SPBI (Chantiers Bénéteau – Chantiers Jeanneau – BJ Technologie) (*)

	2013/2014	2012/2013	2011/2012	2010/2011	2009/2010
Chiffre d'affaires (M€)	507,1	511,7	521,0	629,9	515,6
Résultat d'exploitation (M€)	(4,6)	(7,9)	(10,0)	51,6	35,1
Résultat net (M€)	(8,1)	(8,6)	(2,9)	34,7	30,5
Effectif moyen	3 474	3 589	3 580	3 262	3 185

(*) Avec effet rétroactif au 1er septembre 2008, BJ Technologie a absorbé Chantiers Bénéteau et Chantiers Jeanneau par voie de fusion. L'entité ainsi constituée a changé de dénomination sociale pour devenir SPBI. Elle se compose de trois établissements : Chantiers Bénéteau – Chantiers Jeanneau et BJ Technologie. Cette opération n'a pas modifié les organisations internes de fonctionnement et n'a eu aucun impact sur la stratégie des marques Bénéteau et Jeanneau.

Bénéteau Inc (*)	2013/2014	2012/2013	2011/2012	2010/2011	2009/2010
Chiffre d'affaires (MUSD)	192,8	117,6	56,3	53,5	32,8
Résultat d'exploitation (MUSD)	11,1	5,4	(1,4)	1,6	(1,7)
Résultat net (MUSD)	6,5	3,7	(1,5)	0,9	(1,7)
Effectif moyen	651	174	159	153	147

(*) dont Rec Boat Holdings LLC acquise en juin 2014 par Beneteau Inc

Cours de change au 31 août 2014 : 1 € = 1,3188 USD

Cours de change moyen sur l'exercice : 1 € = 1,3605 USD

Jeanneau America Inc	2011/2012	2010/2011	2009/2010
Chiffre d'affaires (MUSD)	35,9	29	19,6
Résultat d'exploitation (MUSD)	2,8	1,8	2,1
Résultat net (MUSD)	1,4	0,9	1,1
Effectif moyen	8	7	4

A compter de l'exercice clos le 31 août 2013, les comptes des filiales américaines (BGM, Beneteau América Inc, Jeanneau America Inc et Beneteau Inc) sont présentés de façon consolidée .

Ostroda Yachts	2013/2014	2012/2013	2011/2012	2010/2011	2009/2010
Chiffre d'affaires (MPLN)	209,9	216,2	203,8	207,8	149,2
Résultat d'exploitation (MPLN)	4,5	3,5	0,4	3	6,5
Résultat net (MPLN)	7,2	10,4	(3,1)	15,6	(1,2)
Effectif moyen	575	595	628	659	472

Cours de change au 31 août 2014: 1 € = 4,2171 PLN

Cours de change moyen sur l'exercice : 1 € = 4,1818 PLN

CNB	2013/2014	2012/2013	2011/2012	2010/2011	2009/2010
Chiffre d'affaires (M€)	144,8	124,8	119,6	136,8	104,6
Résultat d'exploitation (M€)	9,9	7,1	6,6	6,6	5,9
Résultat net (M€)	5,7	4,3	3,8	3,2	2,5
Effectif moyen	436	437	456	446	416

Monte Carlo Yachts	2013/2014	2012/2013	2011/2012	2010/2011	2009/2010
Chiffre d'affaires (M€)	48,9	37,2	27,5	11,4	2,4
Résultat d'exploitation (M€)	(0,7)	(0,3)	(2,9)	(3,7)	(3,2)
Résultat net (M€)	2,2 (*)	(1,1)	0,5	0,8	0,3
Effectif moyen	196	170	107	57	18

(*) dont abandon de créance consenti par GBI Holding à hauteur de 3,5 M€

GBI Holding	2013/2014	2012/2013	2011/2012	2010/2011	2009/2010
Chiffre d'affaires (M€)	-	-	-	-	-
Résultat d'exploitation (M€)	-	-	-	-	-
Résultat net (M€)	- (*)	-	-	-	-
Effectif moyen	-	-	-	-	-

(*) dont abandon de créance consenti par Bénéteau SA à hauteur de 4,8 M€

Fonderie Vrignaud sa	2013/2014	2012/2013	2011/2012	2010/2011	2009/2010
Chiffre d'affaires (M€)	2,4	2,8	3,7	4,1	3,4
Résultat d'exploitation (M€)	0,1	0,2	0,4	0,2	-
Résultat net (M€)	0,1	0,1	0,3	-	-
Effectif moyen	11	11	11	12	9

Cette société est détenue à 74,94% par le groupe depuis le 1^{er} septembre 2009, et a pour activité principale la production de quilles de bateaux de plaisance.

Bénéteau Brasil

Construção de Embarcações sa	2013/2014	2012/2013	2011/2012	2010/2011
Chiffre d'affaires (MBRL)	12,2	12,3	-	-
Résultat d'exploitation (MBRL)	(5,1)	(9,4)	(3,9)	-
Résultat net (MBRL)	(5,6)	(14,0)	(4,0)	-
Effectif moyen	41	35	12	-

Cours de change au 31 août 2014: 1 € = 2,96 BRL

Cours de change moyen sur l'exercice : 1 € = 3,1050 BRL

Cette société créée en avril 2011 a débuté son activité de production de bateaux en 2011/2012.

Bénéteau Brasil Promoções e Commercializacão

de Embarcacoes Ltda	2013/2014	2012/2013	2011/2012
Chiffre d'affaires (MBRL)	4,2	42,8	1,7
Résultat d'exploitation (MBRL)	-	0,8	(1,6)
Résultat net (MBRL)	0,1	(2,4)	(1,6)
Effectif moyen	2	4	3

Cours de change au 31 août 2014: 1 € = 2,96 BRL

Cours de change moyen sur l'exercice : 1 € = 3,1050 BRL

Cette société créée en juillet 2011 a débuté son activité en fin d'exercice 2011/2012.

L'activité des filiales de commercialisation consiste à animer le réseau local des concessionnaires. De ce fait, le niveau et l'évolution de leur chiffre d'affaires ne sont pas significatifs des ventes réalisées sur leur territoire, la totalité des ventes de bateaux étant facturée depuis la France.

La société Beneteau UK a été fermée au cours de l'exercice.

Bénéteau Espana sa	2013/2014	2012/2013	2011/2012	2010/2011	2009/2010
Chiffre d'affaires (M€)	0,1	0,2	0,4	0,6	0,6
Résultat net (M€)	(0,2)	-	0,1	0,2	0,2
Effectif moyen	0	1	1	1	1

Bénéteau Italia srl	2013/2014	2012/2013	2011/2012	2010/2011	2009/2010
Chiffre d'affaires (M€)	0,7	0,8	1	1,2	1,3
Résultat net (M€)	-	-	0,1	0,3	0,6
Effectif moyen	2	3	3	3	3

Jeanneau Italia srl	2013/2014	2012/2013	2011/2012	2010/2011	2009/2010
Chiffre d'affaires (M€)	0,4	0,4	0,6	0,5	0,6
Résultat net (M€)	-	-	-	0,1	0,2
Effectif moyen	1	2	2	2	2

Jeanneau Asia Pacific	2013/2014	2012/2013	2011/2012
Chiffre d'affaires (MHKD)	-	-	-
Résultat net (MHKD)	(0,1)	0,2	0,2
Effectif moyen	2	1	1

Cours de change au 31 août 2014 : 1 € = 10.2208 HKD

Cours de change moyen sur l'exercice : 1 € = 10.5503 HKD

SGB Finance

SGB Finance est consolidée par équivalence. Le résultat net s'élève à 3 201 K€ (part du groupe), contre 2 592 K€ l'exercice précédent.

SCI Nautilus

La SCI Nautilus a fait l'objet d'un transfert universel de patrimoine dans Bénéteau SA en date du 11 juillet 2014.

2. L'activité Habitat

L'activité Habitat réalise un **chiffre d'affaires** de 158,3 M€ sur l'exercice, en retrait de 10,3 % à périmètre constant. Ce chiffre inclut 16,8 M€ pour l'Habitat résidentiel. Dans l'activité Habitat de loisirs en France, le rattrapage observé sur le marché français dès le 3^{ème} trimestre s'est confirmé en fin d'exercice. Le développement international se poursuit, en particulier en Espagne et au Benelux, où les marques O'Hara et IRM affichent une belle vitalité, avec une croissance de 21 %. Les incertitudes législatives qui avaient pesé sur le marché en Italie tout au long de l'exercice, ont été définitivement levées en mai 2014.

Le **résultat opérationnel courant** de l'activité Habitat ressort à (-)0,2 million d'euros contre 2,3 millions d'euros l'année précédente à périmètre constant et par rapport à une prévision de (-)3,0 M€, compte tenu de performances meilleures qu'attendues dans l'activité **Habitat de loisirs**.

Cette dernière réalise un résultat opérationnel de 3,7 M€ contre une prévision initiale de 1 M€. Cette performance provient de la meilleure résistance de l'activité, dans un contexte de baisse des investissements des professionnels du tourisme, et des premiers effets positifs apparus au dernier trimestre suite à la mise en œuvre du plan de redéploiement.

La marge sur coûts directs de cette activité se maintient à 30% du chiffre d'affaires et les frais fixes s'élèvent à 38,8 millions d'euros.

Dans l'**Habitat résidentiel**, les pertes opérationnelles s'élèvent à (-)3,9 M€ sur l'exercice par rapport à (-)4,6 M€ au cours de l'exercice 2012-2013.

O'Hara	2013/2014	2012/2013	2011/2012	2010/2011	2009/2010
Chiffre d'affaires (M€)	63,8	64,4	72,9	73,2	67,4
Résultat d'exploitation (M€)	1,2	3,6	6,9	5,9	7,5
Résultat net (M€)	0,6	2,1	0,7 (*)	2,2	3,7
Effectif moyen	277	287	286	269	254

(*) dont abandon de créance consenti à O'Hara Vacances à hauteur de 3,1 M€

O'Hara Vacances	2013/2014	2012/2013	2011/2012	2010/2011	2009/2010
Chiffre d'affaires (M€)	0,4	14,8	13,5	14,1	12,0
Résultat d'exploitation (M€)	(0,2)	(0,5)	(2,9)	(0,8)	(0,3)
Résultat net (M€)	0,1	(0,3)	- (*)	(0,9)	0,2
Effectif moyen	0	14	14	14	14

(*) dont abandon de créance consenti par O'Hara à hauteur de 3,1 M€

IRM	2013/2014	2012/2013	2011/2012	2010/2011	2009/2010
Chiffre d'affaires (M€)	86,6	95,3	134,3	138,5	128,3
Résultat d'exploitation (M€)	2,9	4,1	14,4	16,4	11,8
Résultat net (M€)	2,5	3,0	7,5	9,2	6,5
Effectif moyen	449	462	472	463	451

JJ Trans	2013/2014	2012/2013	2011/2012	2010/2011	2009/2010
Chiffre d'affaires (M€)	3,5	3,7	3,7	3,8	10,2
Résultat d'exploitation (M€)	(0,3)	(0,3)	(0,2)	-	1,1
Résultat net (M€)	(0,3)	(0,3)	(0,2)	(0,1)	0,7
Effectif moyen	15	16	16	17	17

BH	2013/2014	2012/2013	2011/2012	2010/2011	2009/2010
Chiffre d'affaires (M€)	17,3	20,4	14,2	20	12,2
Résultat d'exploitation (M€)	(3,9)	(4,6)	(8,5)	(7,2)	(5,7)
Résultat net (M€)	0,1 (*)	(0,1)	-	0,2	(1,9)
Effectif moyen	95	105	107	96	55

(*) dont abandon de créance consenti par Bénéteau SA à hauteur de 4 M€

BH Services	2013/2014	2012/2013	2011/2012	2010/2011	2009/2010
Chiffre d'affaires (M€)	2,1	2,6	3,8	2,7	1,2
Résultat d'exploitation (M€)	-	-	-	-	-
Résultat net (M€)	-	-	-	-	-
Effectif moyen	27	27	26	16	4

A compter du 1^{er} septembre 2009, les services supports (Finance / Achat / Bureau d'Etude / Ressources humaines) de la division Habitat du groupe ont été regroupés sous l'entité Bio Habitat.

BIO Habitat	2013/2014	2012/2013	2011/2012	2010/2011	2009/2010
Chiffre d'affaires (M€)	15,4	14,0	16,7	17,1	11,5
Résultat d'exploitation (M€)	0,2	0,2	0,6	2,1	1,1
Résultat net (M€)	0,1	0,1	0,1	0,9	0,4
Effectif moyen	93	108	106	99	88

BIO Habitat Italia	2013/2014	2012/2013	2011/2012
Chiffre d'affaires (M€)	7,5	12,2	5,1
Résultat d'exploitation (M€)	(0,5)	(0,1)	(0,9)
Résultat net (M€)	(0,5)	(0,2)	(0,8)
Effectif moyen	36	39	9

Cette filiale, ayant démarré son activité en 2011/2012, a pour objet la construction de mobil homes pour le groupe en Italie.

IRM Italia	2013/2014	2012/2013	2011/2012
Chiffre d'affaires (M€)	0,2	0,8	0,2
Résultat d'exploitation (M€)	(0,3)	0,2	(0,3)
Résultat net (M€)	(0,2)	0,1	(0,2)
Effectif moyen	3	3	-

Cette filiale a pour objet la promotion et l'animation des ventes de mobil homes en Italie pour la marque IRM.

Habitat d'avenir

Habitat d'avenir, dont l'objet est d'assister BH pour la commercialisation de ses maisons à ossature bois est consolidée par mise en équivalence. Le résultat net part du groupe s'élève à (-)111 milliers d'euros au 31 août 2014, contre 51 milliers d'euros au 31 août 2013.

II – DU RESULTAT OPERATIONNEL COURANT AU RESULTAT NET

1. Du résultat opérationnel courant au résultat opérationnel

Le résultat opérationnel s'élève à 9,1 millions d'euros. Il intègre une charge de 2,6 millions d'euros correspondant pour 1 million d'euros aux frais d'acquisition de Rec Boat Holdings LLC et pour 1,6 million d'euros au plan de redéploiement de l'activité Habitat.

2. Le résultat financier

en M€	2013/2014	2012/2013
Résultat financier	(0,4)	(2,6)
Dont		
- résultat de change lié aux opérations bateaux	3,3	1,6
- résultat de change lié aux opérations de couverture	(1,6)	(2,2)
- charge d'intérêts nette des produits de placements	(2,2)	(2,0)

Le profit de change de 3,3 millions d'euros en 2013/2014 provient de l'impact favorable des parités de change au niveau de l'exploitation en provenance des filiales américaines, polonaise et brésiliennes, dont les comptes sont exprimés respectivement en dollars, en zloty et en real brésilien.

Le groupe couvre son risque de change commercial en procédant à des opérations de change à terme et des termes accumulateurs.

Au 31 août 2014, les ventes et achats à terme contre euros suivantes étaient en cours:

- 5 180 KUSD de ventes à terme au taux moyen pour 1 € de 1,3181 USD
- 23 000 KUSD d'achats à terme au taux moyen pour 1 € de 1,3716 USD
- 116 693 KPLN de ventes à terme au taux moyen pour 1€ de 4,2920 PLN

Par ailleurs, le groupe peut se couvrir pour ses emprunts moyen terme par des swap de taux d'intérêts.

3. Le résultat net

Le résultat net part du groupe s'élève à 9,2 millions d'euros.

Le résultat net du groupe comprend la constatation d'une charge d'impôt de 2,4 millions d'euros, faisant ressortir un taux effectif de 27,52%. Retraité des déficits des filiales non activés pour un montant de 1,8 millions d'euros, ce taux ressortirait à 22,89%.

III - STRUCTURE FINANCIERE

1. La marge brute d'autofinancement

La marge brute d'autofinancement atteint 61,6 millions d'euros contre 58,7 millions d'euros en 2012/2013.

Elle se décompose ainsi :

En M€	2013/2014	2012/2013
Résultat net (hors sociétés mises en équivalence)	6,3	(2,2)
Dotations aux amortissements	56,3	56,1
Dotations nettes aux provisions	1,8	6,1
Impôts différés	(2,1)	(0,8)
Plus ou moins-values de cession	(0,8)	(0,5)
Marge brute d'autofinancement	61,6	58,7

En raison de l'application des normes IFRS, le groupe a inscrit au bilan, avec les moules auxquels ils se rattachent, les frais de développement concourant à leur réalisation. A ce titre, les dotations aux amortissements s'élèvent à 5,8 millions d'euros en 2013/2014 et 4,7 millions d'euros en 2012/2013.

2. Le tableau de financement

Le groupe a une situation de trésorerie nette au 31/08/2014 de (-)53,1 millions d'euros, après déduction des dettes financières (59,3 millions d'euros d'emprunts à moyen terme, 2 millions d'euros de comptes courants d'associés et 0,7 million d'euros de dettes financières diverses).

La trésorerie a évolué de la façon suivante :

en M€	2013/2014	2012/2013
Marge brute d'autofinancement	61,6	58,7
Variation du BFR directement lié à l'activité (1)	(20,3)	(21,2)
Variation du BFR fiscal et social (2)	(6,2)	3,6
Investissements nets (détail point 3))	(98,5)	(54,5)
Dividendes	-	-
Autres (3) (4)	0,4	1,6
Variation de trésorerie (4)	(63,0)	(11,8)
Trésorerie à l'ouverture (5)	9,9	
Trésorerie à la clôture (5)	(53,1)	
Actions en autocontrôle	12,9	

(1) Stocks + clients - fournisseurs

(2) Dettes et créances fiscales et sociales dont Impôt société

(3) principalement constitué des mouvements sur actions propres

(4) hors variation des dettes financières (comptes courants d'associés et emprunts sur crédit-bail)

(5) après dettes financières (comptes courants d'associés et emprunts sur crédit-bail)

Il convient de rappeler que la trésorerie nette du groupe suit la forte saisonnalité de son activité et qu'au bilan du 31 août elle est proche de son niveau mensuel le plus élevé. La trésorerie moyenne annuelle est sensiblement inférieure à celle qui apparaît au bilan du 31 août.

La société a effectué une revue spécifique de son risque de liquidité et considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir.

3. Les investissements

Les principaux projets industriels ont concerné les investissements produits conformément au plan de sortie des nouveautés.

en M€	2013/2014	2012/2013
Investissements matériels	60,8	61,4
Produits de cession des immobilisations	(5,4)	(2,7)
Variation des dettes sur immobilisations	0,9	(4,2)
Variation de périmètre	42,2	0
Investissements nets	98,5	54,5

IV - EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Aucun événement, de nature à modifier l'image des opérations de l'exercice 2013/2014, n'est intervenu entre la date de clôture et la date de rédaction du présent rapport.

V – PERSPECTIVES

Au sein de l'activité Bateaux, en Europe, certains pays de la zone euro qui avaient été particulièrement éprouvés par la crise (comme l'Espagne, le Royaume-Uni, ou l'Italie) montrent, dans des proportions encore inégales, des signes tangibles d'amélioration. L'Europe devrait ainsi, au global, être en croissance sur la saison 2015. Pour sa part, la tendance favorable du marché nord-américain se maintient. Les marchés d'Asie et d'Amérique du Sud devraient, quant à eux, rester incertains pour 2015, sans remettre en cause le potentiel que représentent ces marchés pour le groupe Bénéteau.

Au sein de l'activité Habitat, l'image de la saison dernière, les intentions de l'ensemble des professionnels français d'ici fin décembre constitueront des indicateurs plus tangibles pour caractériser la saison en cours. A l'export, l'activité sera en croissance sur l'exercice.

VI - RESPONSABILITE SOCIALE, SOCIETALE et ENVIRONNEMENTALE

Nos fondamentaux : nos valeurs

Les principes de la Responsabilité Sociale d'Entreprise et de Développement Durable s'intègrent pleinement à la stratégie de croissance du groupe Bénéteau et à ses méthodes de travail. Des valeurs et des fondamentaux solides du Développement Durable font ainsi partie de l'ADN du groupe : la qualité, la rareté, la matière première noble, la transmission, et le savoir-faire.

Depuis 1884, les hommes et les femmes du groupe ont ainsi cultivé au fil des générations, la passion du produit, le sens de l'innovation, et l'engagement constant vis-à-vis des clients et de l'environnement.

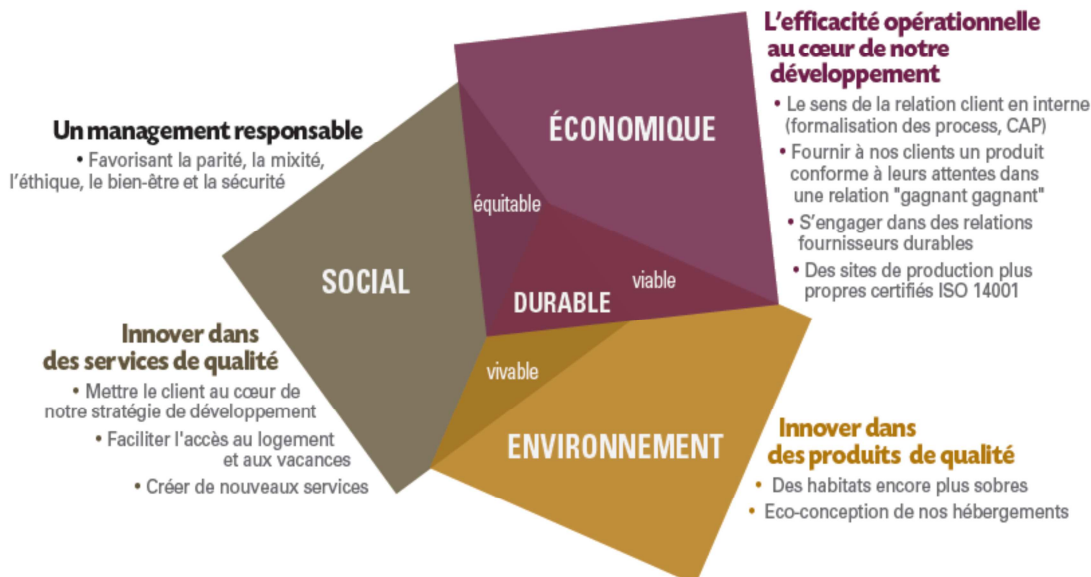
- Ouvrir au plus grand nombre l'accès à des produits de qualité,
- Répondre aux exigences des clients,
- Se développer dans le respect de l'éthique sociale,
- Limiter l'impact environnemental.

Ces valeurs cimentent, jour après jour, la cohésion du groupe. Elles sont autant d'atouts décisifs pour le présent et le futur et permettent à chacun de contribuer à l'esprit entrepreneurial.

Dans ce cadre, le groupe s'est engagé dans la certification ISO 14001 de la plupart de ses sites de production. L'activité Habitat a fait l'objet d'une évaluation de ses engagements Développement Durable dans le cadre de la norme ISO 26000, atteignant le niveau progression. Elle certifie aussi, sur un plan à 3 ans, la majorité de ses activités.

Le groupe s'attache à ce que les valeurs RSE soient appliquées chaque jour dans la conduite des affaires dans tous les pays où il est présent.

Les piliers de notre politique Développement Durable



1. Méthodologie – Périmètre et thèmes

1.1. Référentiel d'indicateurs

La liste des indicateurs publiés a été élaborée de manière concertée par les différents contributeurs internes des sociétés du périmètre RSE, en collaboration avec un cabinet externe. Les indicateurs ont été choisis de manière à répondre le mieux possible aux exigences réglementaires françaises établies par l'article 225 de la loi n°2010-788 portant engagement national pour l'environnement, dite « Grenelle 2 », et de son décret d'application, le décret n°2012-557 du 24 avril 2012 relatif aux obligations de transparence des entreprises en matière sociale et environnementale.

Les recommandations des lignes directrices de la Global Reporting Initiative (GRI V3) ont également été prises en compte.

La liste des indicateurs publiés a été élargie cette année pour intégrer de nouveaux indicateurs sociaux, dans un objectif d'amélioration permanente des données communiquées.

1.2. Période de reporting

Les données collectées couvrent la période du 1^{er} septembre 2013 au 31 août 2014.

Cependant, certains sites reportent les indicateurs relatifs aux consommations d'eau et aux émissions de COV sur la base de l'année civile (1^{er} janvier au 31 décembre 2013) lorsqu'ils disposent uniquement de déclarations annuelles sur cette période.

1.3. Périmètre du reporting

Le périmètre couvre l'ensemble des sociétés dont Bénéteau SA a le contrôle opérationnel en France (sociétés consolidées par intégration globale) au 31 août 2014, et dont l'effectif moyen est supérieur à 50 personnes. La société mère, Bénéteau SA, est également incluse dans le périmètre.

Au 31 août 2014, les sociétés répondant à cette définition et entrant dans le périmètre sont :

Bénéteau SA,

Pour l'activité Bateaux : SPBI et CNB,

Pour l'activité Habitat : O'HARA, IRM, BH et Bio Habitat.

Les sociétés incluses dans le reporting RSE représentent 75% des effectifs totaux du groupe au 31 août 2014, contre 82% au 31 août 2013. Retraité de l'acquisition de la société Rec Boat Holdings LLC réalisée en juin 2014, les sociétés incluses dans le reporting RSE représentent, au 31 août 2014, 81% des effectifs totaux du groupe.

Le périmètre des sociétés incluses dans le reporting RSE est identique à celui de l'exercice précédent. Une réflexion est actuellement en cours pour étendre ce périmètre et élargir certains indicateurs aux sociétés étrangères dans les prochains reportings, afin de rapprocher le périmètre RSE du périmètre financier pour ces indicateurs.

Quelques indicateurs ont été identifiés comme non pertinents pour certaines des sociétés du périmètre et ne couvrent donc pas l'intégralité du périmètre. Il s'agit notamment des indicateurs relatifs :

- Au taux de conformité des rejets industriels aqueux : les sociétés CNB et BH ne réalisant pas de mesure du taux de conformité des rejets industriels aqueux, elles sont exclues de l'indicateur. Des plans d'actions sont mis en place au sein de ces sociétés afin de les intégrer dans cet indicateur pour les prochains reportings,
- A la consommation de résine et de gel coat : seules les sociétés de l'activité Bateaux, sociétés consommatrices de résine et de gel coat, ont été prises en compte,
- A la consommation d'eau : cet indicateur n'intègre pas le site de Cholet ainsi que la société CNB. Un process de collecte est en cours de mise en place au sein de cette société pour l'inclure dans l'indicateur dès que possible.

Par ailleurs, la société mère, Bénéteau SA, n'exerçant pas d'activité industrielle, il n'a pas été jugé pertinent de l'inclure dans les indicateurs environnementaux et sociétaux (l'indicateur sociétal étant lié aux achats de production et, par conséquent, à l'activité industrielle).

Dans une perspective d'amélioration continue, les indicateurs relatifs à la consommation de bois et au ratio quantité de bois acheté / quantité de bois rebuté ont évolué et intègrent, pour cet exercice, les sociétés de l'activité Bateaux.

1.4. Procédure de reporting

Les procédures à mettre en œuvre pour la mesure et le reporting des indicateurs en matière de Responsabilité Sociale et Environnementale du groupe Bénéteau sont formalisées dans un guide méthodologique. Ce guide méthodologique a pour objectifs de :

- Préciser le rôle et les responsabilités des différents interlocuteurs,
- Présenter la liste des indicateurs quantitatifs et qualitatifs sélectionnés pour le reporting,
- Proposer des définitions précises de chaque indicateur quantitatif ainsi que les contrôles à mettre en œuvre par chaque contributeur de manière à garantir une cohérence et une homogénéité entre les données collectées auprès des différentes filiales,
- Présenter l'outil de collecte des données.

Les données sont saisies par les différents contributeurs dans des matrices de collecte thématiques (une matrice pour chaque volet thématique). Ces matrices permettent de collecter, de valider, et de consolider les données. Des contrôles automatiques ont été paramétrés dans ces outils afin de détecter d'éventuelles incohérences ou erreurs de saisie. Les responsables thématiques contrôlent

également la cohérence des données collectées afin de garantir la fiabilité des données et leur conformité aux définitions communiquées dans le guide méthodologique.

1.5. Précisions sur certains indicateurs

Volet social

Effectifs : il s'agit des collaborateurs liés par un contrat de travail avec une des sociétés du périmètre, qu'ils soient à temps complet ou à temps partiel, rémunérés ou pas. Les effectifs pris en compte sont les effectifs inscrits au 31 août.

Les collaborateurs mis à la disposition d'une autre société et restant salariés d'une société du périmètre RSE (salariés détachés), les contrats de professionnalisation et d'apprentissage, les contrats d'alternance, les collaborateurs en congés maternité, paternité et parentaux, ainsi que les personnes en congés sabbatiques, en congés pour création d'entreprise, en absence longue durée, ou en arrêt maladie sont comptabilisés dans l'effectif. Les mandataires sociaux, les expatriés, les intérimaires, les salariés détachés par une autre entreprise, les sous-traitants, ainsi que les stagiaires ne sont pas comptabilisés.

Recrutement : un recrutement correspond à toute conclusion d'un contrat de travail, qu'il soit d'une durée définie ou indéterminée, dans l'année considérée. Le passage de CDD à CDI, ainsi que le passage de stagiaire à CDI, sont considérés comme des recrutements en CDI. La succession de deux CDD est comptée comme deux recrutements s'il y a interruption entre les deux contrats. Dans le cas contraire (succession de deux CDD sans interruption entre les deux contrats), un seul recrutement est comptabilisé. Les renouvellements de CDD pour des motifs différents et les mobilités internes au périmètre RSE ne sont pas considérés comme des recrutements.

Turnover : le turnover est calculé comme le rapport entre la moyenne des départs et des embauches des employés en CDI lors de l'exercice considéré et l'effectif permanent :

$$\text{Turnover} = \frac{\sum (\text{départs CDI} + \text{embauches CDI})}{2 * \text{Effectif permanent}}$$

Les motifs de départs pris en compte sont les suivants : retraite, démission, licenciement, décès et autres (changements de catégorie, ruptures conventionnelles, ruptures de périodes d'essai).

Effectif permanent : l'effectif permanent se compose des salariés titulaires d'un contrat de travail à durée indéterminée et inscrits à l'effectif au 31 août de l'année.

Répartition des charges de personnel : les salaires fixes incluent les salaires de base, et ancienneté ainsi que les primes (hors primes d'objectif et primes de résultat). Les salaires variables incluent les primes d'objectif des commerciaux et les primes de résultat des cadres. Ces montants correspondent aux montants versés au cours de l'exercice. L'intéressement et la participation correspondent aux montants provisionnés au cours de l'exercice et versés au cours de l'exercice suivant.

Temps plein : les collaborateurs travaillant à temps plein sont les collaborateurs travaillant 151,67 heures par mois pour les non cadres ainsi que les collaborateurs ayant un contrat respectant la durée conventionnelle de chaque entreprise pour les cadres au forfait. L'indicateur repose sur la situation de chaque salarié au 31 août de l'année.

Absentéisme : les heures d'absence recouvrent les absences pour maladie, maladie professionnelle, mi-temps thérapeutique, accidents du travail (y compris les heures d'arrêt du jour de l'accident), ainsi que les absences non payées (congés pour convenances personnelles et absences injustifiées).

Les congés pour événements familiaux sont exclus.

Le nombre d'heures travaillées théoriques correspond au nombre d'heures théoriquement travaillées conformément aux contrats de travail hors congés payés, RTT et jours fériés.

Accidents du travail : les accidents survenus durant le temps du trajet domicile/travail ne sont pas comptabilisés. Les accidents n'ayant entraîné un arrêt que le jour de l'accident ne sont pas pris en compte. Les rechutes liées à un premier accident du travail ne sont pas comptées comme un nouvel accident du travail. Les accidents du travail non reconnus par l'autorité administrative ne sont pas comptabilisés. Les accidents du travail contestés par l'employeur sont comptabilisés, sauf s'ils n'ont pas été reconnus par l'autorité administrative.

Heures travaillées réelles : les heures travaillées incluent toutes les heures de présence dans l'entreprise (y compris les heures de formation, les heures de représentation et les heures d'infirmierie), ainsi que les heures de formation à l'extérieur de l'entreprise. Le nombre d'heures théoriques par jour pour les collaborateurs travaillant au forfait jour a été défini par chaque société en fonction de la catégorie du collaborateur.

Taux de fréquence : le taux de fréquence est le nombre d'accidents de travail avec arrêt x 1 000 000 / nombre d'heures travaillées réelles.

Nombre de jours d'arrêt de travail suite à un accident : tous les arrêts de travail sont pris en compte quelle que soit la durée de l'arrêt mais le jour de l'accident n'est pas compté sauf lorsque la date de déclaration de l'arrêt de travail coïncide avec la date de l'accident. Les jours d'arrêts engendrés au cours de l'exercice de reporting liés à des rechutes suite à un premier accident du travail sont comptés. Dans ce cas, le jour de la rechute est également compté. Les jours d'arrêts suite à un accident du travail non reconnu par l'autorité administrative ne sont pas comptabilisés. Les jours d'arrêt de travail suite à un accident du travail contesté par l'employeur sont comptés, sauf s'il n'a pas été reconnu par l'autorité administrative.

Taux de gravité : le taux de gravité est le nombre de jours d'arrêts x 1 000 / nombre d'heures travaillées réelles.

Bilan des accords collectifs signés : est défini comme un accord collectif tout accord signé et déposé à la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE) pendant l'exercice. Les avenants sont comptabilisés. Seules les négociations au sein des entreprises du périmètre RSE sont considérées pour cet indicateur. Sont donc exclues les négociations sectorielles, par branche ou nationales.

Formation : est considérée comme formation, toute intervention dispensée à un collaborateur de l'entreprise, qu'elle soit faite par un intervenant externe ou non, et qui fait l'objet d'une attestation de présence formalisée par une feuille de présence et d'un programme.

Nombre d'unités de valeur reconnues en situation de handicap : le périmètre est constitué des personnes reconnues en situation de handicap dans le cadre de la déclaration annuelle AGEFIPH. Le nombre d'unités de valeur est calculé sur le périmètre entreprise, intérim, et sous-traitance.

Volet environnemental

Certification ISO 14001 : les sites ou filiales pris en compte sont ceux disposant d'un certificat ISO 14001 valable au 31 août de l'exercice.

Rejets de COV : Composés Organiques Volatils (COV) : tout composé organique, à l'exclusion du méthane, ayant une pression de vapeur de 0,01 kPa ou plus à une température de 293,15 Kelvin ou ayant une volatilité correspondante dans des conditions d'utilisation particulières. Les composés organiques contiennent au moins l'élément carbone et un ou plusieurs des éléments suivants : hydrogène, halogènes, oxygène, soufre, phosphore, silicium ou azote (à l'exception des oxydes de

carbones et des carbonates et bicarbonates inorganiques). Ils sont émis, soit par combustion, soit par évaporation. Les émissions sont évaluées par calcul d'un bilan matière réalisé sur les quantités de produits contenant des COV. Les facteurs d'émission sont issus du Guide de Rédaction d'un Schéma de Maîtrise des Emissions de COV dans le Secteur des Composites publié en 2004 et rédigé en collaboration avec le CITEPA (Centre Interprofessionnel Technique d'Etudes de la Pollution Atmosphérique), le GPIC (Groupement de la Plasturgie Industrielle et des Composites), la F.I.N. (Fédération des Industries Nautiques) et le SPMP (Syndicat des Producteurs de Matières Plastiques).

Taux de conformité des rejets industriels aqueux : les mesures de concentration des polluants sont réalisées par un organisme agréé, selon les méthodes d'analyse normées par la réglementation locale.

Une mesure conforme est une mesure dont le résultat est en dessous de la valeur limite de rejet imposée par la réglementation applicable au site de production.

Déchets : la nomenclature retenue est la suivante :

- Déchets non dangereux recyclés : carton, PVC, papier, cuivre, plastique, ferraille, plâtre,
- Déchets non dangereux valorisés : déchets de bois, sciures de bois pour l'activité Bateaux,
- Déchets non dangereux : tout venant,
- Déchets dangereux : colles, peintures, résines, piles, ampoules/néons, DEEE, DAS.

Recyclage : retraitement de matériaux ou de substances contenus dans des déchets au moyen d'un procédé de production de telle sorte qu'ils donnent naissance ou sont incorporés à de nouveaux produits, matériaux ou substances aux fins de leur fonction initiale ou à d'autres fins. Cela inclut le retraitement des matières organiques, mais n'inclut pas, notamment, la valorisation énergétique, la conversion pour l'utilisation comme combustible, les procédés comportant une combustion ou une utilisation comme source d'énergie, y compris l'énergie chimique, ou les opérations de remblayage.

Réutilisation : utilisation directe du déchet, sans effectuer de procédé pour le transformer, par exemple, la réutilisation d'une palette.

Valorisation : utilisation du déchet pour produire une source d'énergie ou pour remplacer un élément ou un matériau.

Enfouissement : mise en décharge ou stockage souterrain.

Consommation d'eau : quantité d'eau spécifiquement utilisée pour les besoins du site (à usage domestique ou industriel).

Consommation d'énergie : quantité totale d'électricité (en kWh) ou de gaz (en kWh PCS) achetée ou produite et consommée par les sites. En ce qui concerne la consommation de gaz, seul le gaz naturel est pris en compte. Les consommations de propane sont exclues du calcul.

Emissions de gaz à effet de serre : il s'agit des émissions liées à l'énergie. Les facteurs d'émission sont de 0,079 pour l'électricité (source : CO2 emissions from fuel combustion, 2012 edition, IEA) et de 0,185 pour le gaz (source : http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/5-PDOM_REF_METH_005-EconomiesEnergie-ATEE_EcoSec.pdf).

Consommation de bois : la consommation de bois est mesurée à partir des quantités achetées dans l'année de référence, les stocks étant non significatifs à la clôture.

Consommation de résine et de gel coat : la consommation de résine et de gel coat est mesurée à partir des quantités consommées dans l'année de référence.

Volet sociétal

Fournisseurs locaux : les fournisseurs locaux sont les fournisseurs situés dans les régions Bretagne, Pays de la Loire, Poitou-Charente et Aquitaine. L'adresse de référence est l'adresse de facturation.

1.6. Amélioration continue

Pour l'exercice 2013/2014, le périmètre couvre les filiales françaises et est identique à celui de l'exercice précédent. L'exercice 2013/2014 constituant la deuxième année de publication du rapport RSE, les efforts se sont concentrés, cette année, sur l'amélioration de la qualité des informations publiées. Ainsi, le périmètre a été étendu à de nouveaux indicateurs, notamment en matière sociale, et présente désormais un comparatif sur trois ans pour la plupart des indicateurs.

Dans une perspective d'amélioration continue de l'information publiée, des réflexions sont en cours pour élargir, pour les prochains reportings, certains indicateurs RSE aux filiales étrangères afin de rapprocher le périmètre RSE du périmètre financier pour ces indicateurs.

2. Informations sociales

Le groupe Bénéteau agit en acteur économique, responsable et respectueux de ses collaborateurs. Sa démarche consiste en la recherche de la pérennité économique, dans le respect des hommes et des femmes participant à son développement.

A ce titre, le groupe Bénéteau reconnaît le rôle important que jouent les organisations syndicales et les institutions représentatives du personnel, entretenant avec ces dernières des relations empreintes de respect mutuel, favorisant le dialogue et les échanges constructifs.

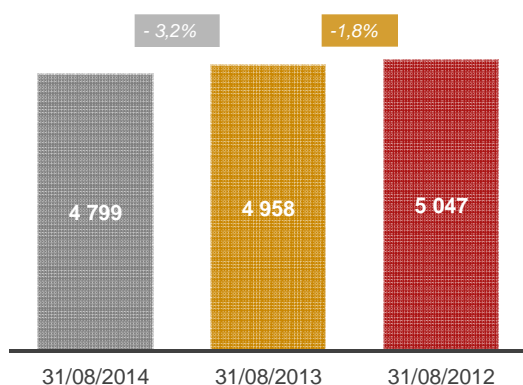
Les entreprises du groupe adhèrent aux conventions collectives nationales et les complètent, le cas échéant, par des accords qui leur sont propres.

Le modèle des relations sociales voulu s'est affiné au fil du temps et correspond désormais à un système fondé sur le dialogue à plusieurs niveaux. A la fois soucieux de rechercher des solutions efficaces aux problèmes posés et respectueux du rôle et des responsabilités assumés par chacun, un tel système est donc garant de la continuité d'une histoire entrepreneuriale marquée par un climat social positif.

2.1. Emploi

▪ **Evolution des effectifs**

Evolution générale des effectifs – Périmètre RSE

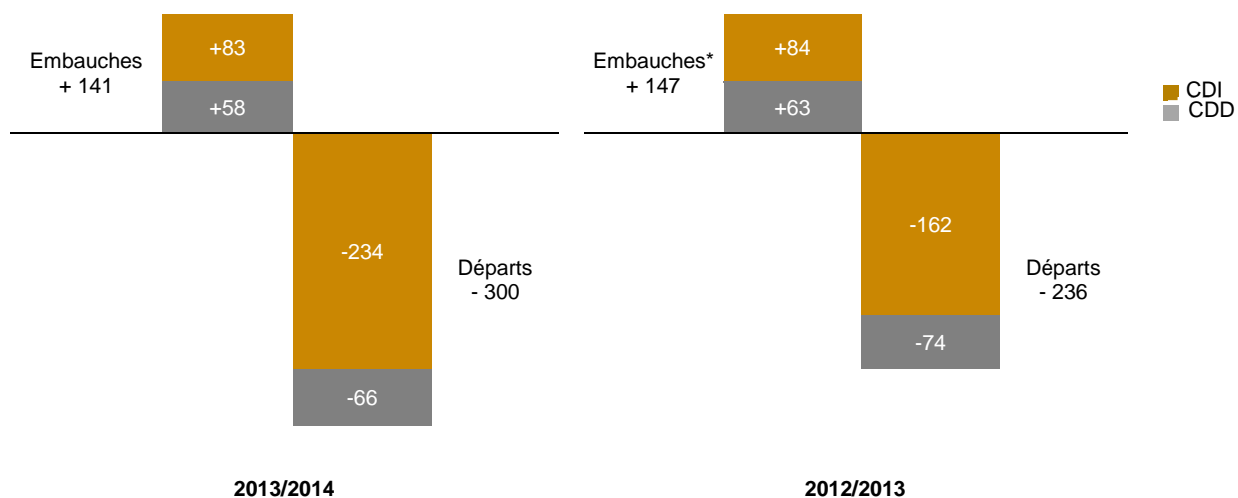


Le groupe a su préserver et maintenir l'emploi, comme en témoigne la relative stabilité des effectifs sur le périmètre RSE.

Cette tendance est également observée au niveau du groupe Bénéteau, les effectifs consolidés totaux restant, à périmètre constant, proches de 6 000 salariés.

Toutefois, de par l'intégration en 2014 de la filiale américaine Rec Boat, on observe une croissance significative de l'effectif global du groupe s'établissant à 6 389 salariés au 31 août 2014.

Variations de l'effectif

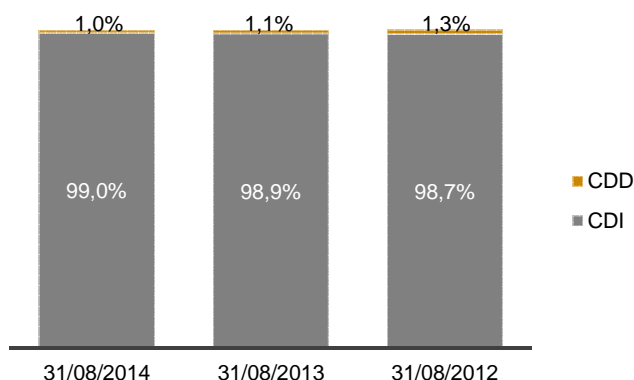


(*) La donnée publiée en 2013 a été corrigée avec la comptabilisation de l'ensemble des CDD transformés en CDI suivant la définition du groupe

Pour l'exercice 2013/2014, les licenciements représentent 25% des départs.

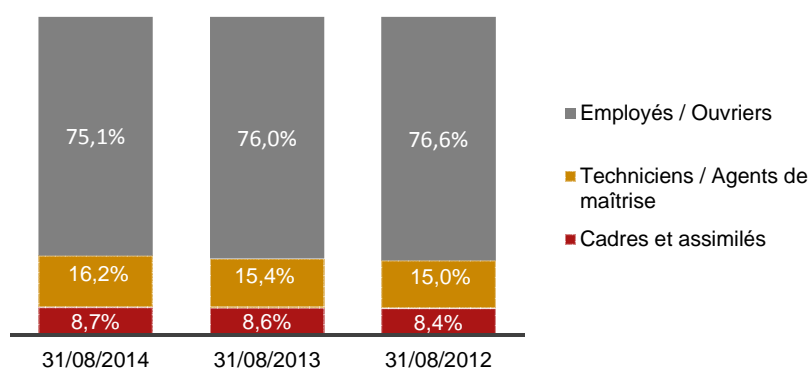
Pour l'ensemble du périmètre RSE, le taux de turnover s'élève à 3,1% contre 2,5% l'an passé. Ce faible turnover maîtrisé traduit la fidélité de nos effectifs, fidélité reflétée également au travers de la pyramide des âges.

▪ **Répartition par type de contrats de travail des effectifs**



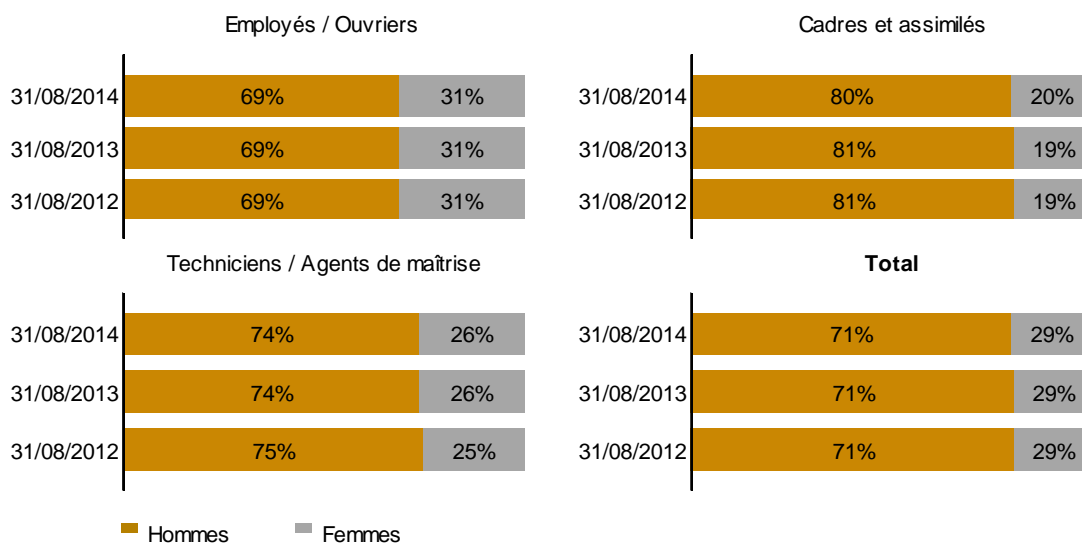
Les contrats de travail conclus au sein du groupe sont majoritairement des contrats à durée indéterminée. Afin de privilégier l'emploi stable, et de réduire la précarité, le groupe a très peu recours à des contrats à durée déterminée.

▪ **Répartition par catégorie des effectifs**



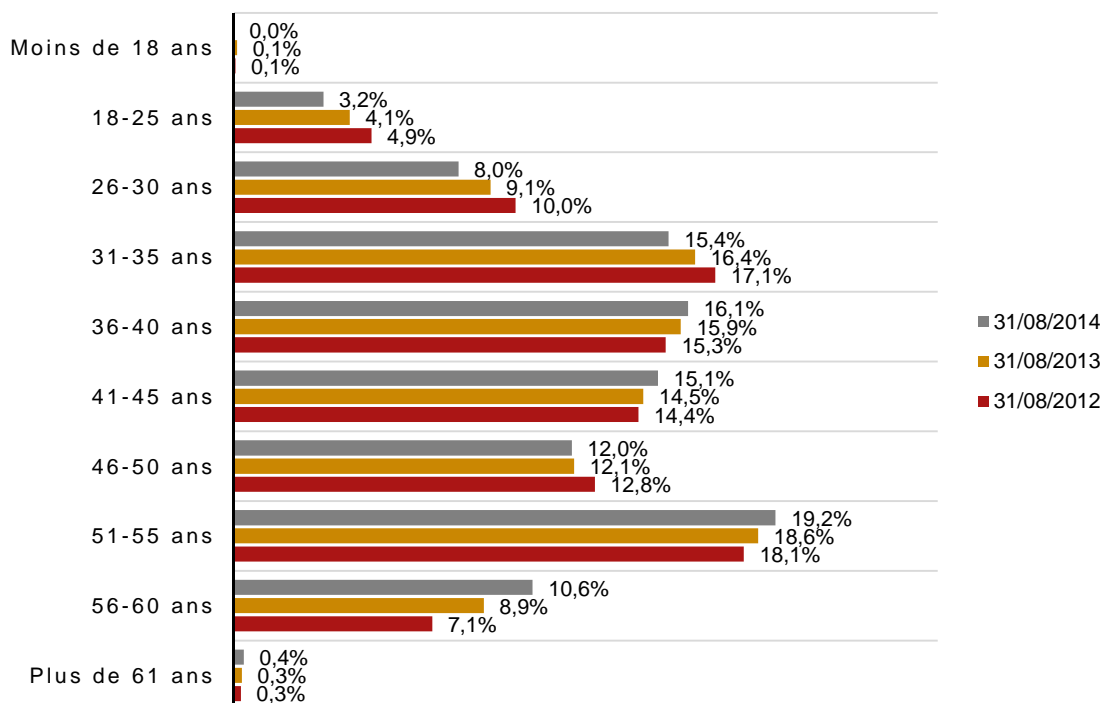
Compte tenu de la nature industrielle des activités du groupe, la part des employés/ouvriers sur l'effectif total est prépondérante.

▪ **Répartition hommes/femmes des effectifs**



La part d'emplois occupés par des femmes représente 29% de l'effectif global. Cette répartition est en ligne avec les données publiées par l'INSEE pour l'industrie manufacturière.

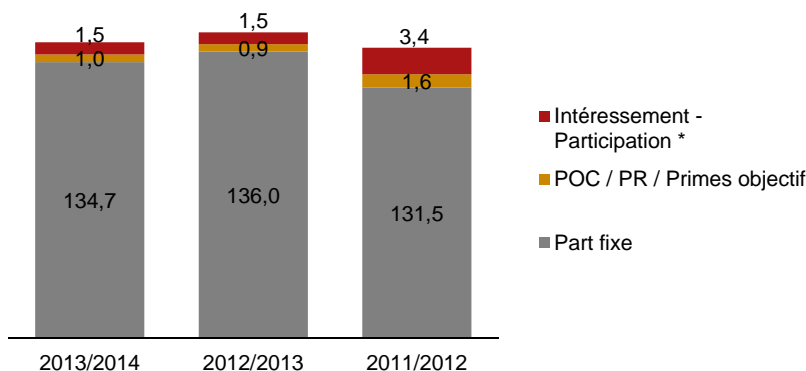
▪ **Répartition par âge des effectifs**



Du fait de la très grande stabilité de l'effectif ainsi que de son ancienneté, notamment dans l'activité Bateaux, le groupe bénéficie de collaborateurs expérimentés à forte valeur ajoutée technique, gage d'une transmission optimale du savoir-faire.

Si ces éléments sont des points positifs, le groupe est conscient de l'exigence que cela représente en terme de maintien des seniors dans l'emploi, raison pour laquelle des discussions approfondies sont en cours avec les partenaires sociaux visant à mettre en place des dispositifs dans le cadre des contrats de génération.

▪ **Rémunérations et évolution (en M€)**



(*) Montants provisionnés

La politique de rémunération du groupe s'articule autour d'accords négociés annuellement au sein de chaque filiale dans le respect d'un cadre d'orientations générales.

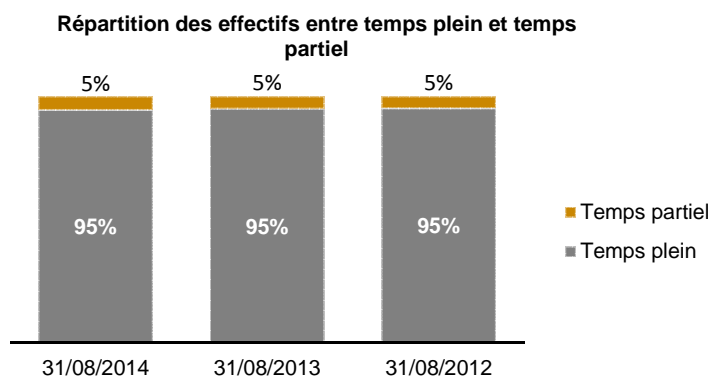
Chaque activité dispose d'accords de classifications permettant une gestion transparente des métiers, compétences, et rémunérations par coefficients de conventions collectives.

Les collaborateurs de statut cadre bénéficient d'une part variable assise, selon les fonctions, sur les résultats de l'entreprise ou leurs performances individuelles ou commerciales. Ce mode de rémunération a pour objectif de favoriser la motivation des cadres par la reconnaissance de la performance individuelle ou collective. Ces parts variables sont, dans la plupart des cas, versées aux collaborateurs au début de l'exercice suivant la réalisation de leur performance. Ainsi, les parts variables versées sur l'exercice 2013/2014 rémunèrent les performances et les résultats réalisés au titre de l'exercice 2012/2013.

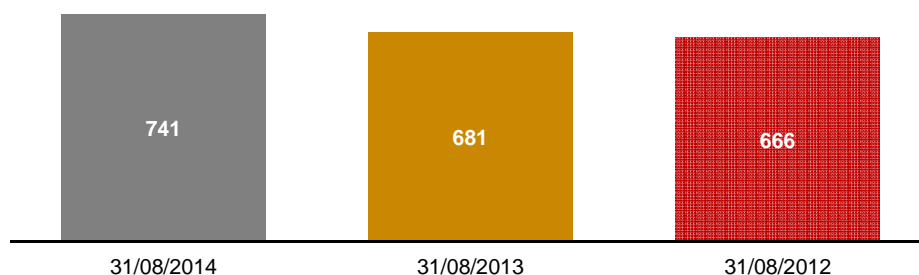
Par ailleurs, des accords d'intéressement et de participation sont discutés et déployés au sein de chaque entité du groupe.

2.2. Organisation du travail

▪ Organisation du temps de travail



Nombre de personnes ayant occupé des emplois à horaires alternants ou de nuit pendant au moins 30 jours dans l'exercice



Le travail par équipes concerne essentiellement les métiers de moulage / composite, en lien avec les cycles de production et les processus utilisés. La progression des emplois à horaires alternants ou de nuits est liée au passage progressif de certains ateliers en 2x8 et à l'adaptation de certains horaires en discontinue sur huit heures de travail.

La part des emplois à temps partiel reste faible dans le groupe et est basée essentiellement sur du volontariat.

Dans le cadre du plan de redéploiement mis en place en 2014, et compte tenu de la forte saisonnalité de la production, un nouveau contrat à temps partiel organisé sur l'année a été proposé au personnel de production de l'activité habitat de loisirs. Ce contrat, qui repose uniquement sur du volontariat, permet aux salariés de passer d'un temps plein à un temps partiel, sur une base d'un temps de travail de 70%.

Ce passage à temps partiel est assorti de deux mesures d'accompagnement :

- Une majoration de la rémunération pendant deux ans ;
- Un accompagnement via un cabinet de recherche d'opportunités afin de permettre aux salariés qui le désirent de trouver une activité complémentaire.

96 salariés sur 600 concernés ont répondu positivement à cette proposition.

- **Absentéisme**

Taux d'absentéisme	2013/2014	2012/2013
Maladie	6,07%	5,45%
Accident de travail – Maladies professionnelles	1,84%	1,75%
Autres *	0,24%	0,15%
Total	8,15%	7,35%

(*) Congés pour convenances personnelles et absences injustifiées

2.3. Relations sociales

- **Organisation du dialogue social**

Parce qu'une entreprise ne peut pas évoluer sans les hommes et les femmes qui la composent, le groupe Bénéteau est attaché à la qualité du dialogue social qui lui permet de maintenir un climat de confiance et de respect réciproque avec l'ensemble de ses collaborateurs. La communication régulière avec les salariés et les partenaires sociaux est un élément indispensable pour garantir la cohésion sociale et l'adhésion du plus grand nombre aux valeurs défendues par le groupe.

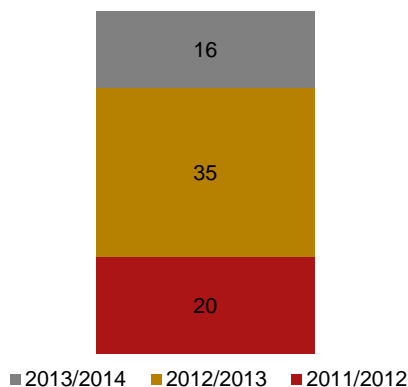
Pour pouvoir l'associer pleinement à sa stratégie et à ses résultats, le groupe réunit chaque année l'ensemble de son personnel dans le cadre de réunions générales d'informations. Ces réunions prennent des formes différentes en fonction des filiales (réunions plénières du personnel, réunions des managers, séminaires, rencontres et réunions en usine). Ces actions sont pour les salariés et la Direction des rendez-vous privilégiés cultivant la volonté de proximité et de dialogue direct.

Le groupe est particulièrement attentif à conserver une relation d'échanges continus et constructifs avec ses partenaires sociaux. De nombreux sujets sont débattus avec eux chaque année. Les membres des Comités d'Entreprise ainsi que les Délégués du Personnel échangent tous les mois avec les Ressources Humaines. Ainsi, pour l'exercice 2013/2014, ce sont plus de 300 réunions formelles qui se sont tenues avec les partenaires sociaux.

Au-delà des obligations légales (Comités d'Entreprise, Délégués du Personnel, Comités d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail), différentes commissions d'études et de réflexions ont été créées pour favoriser les échanges avec les salariés. Ces commissions portent sur les classifications, le référentiel des emplois et compétences, les formations, et les contrats de génération.

▪ **Bilan des accords collectifs signés**

Nombre d'accords collectifs signés et déposés à la DIRECCTE



La nature des accords signés reflète les préoccupations et les priorités du groupe en matière sociale. Pour l'exercice 2013/2014, les accords ont notamment porté sur :

- Le respect de l'égalité homme-femme, par la signature des accords relatifs à l'égalité homme-femme dans l'activité Bateaux,
- L'amélioration des conditions de travail au travers de la signature d'accords sur le travail de nuit, et sur l'aménagement du temps de travail,
- L'association du plus grand nombre aux résultats par la signature d'accords relatifs au versement d'un supplément d'intéressement pour l'activité Habitat et d'accords permettant le déblocage anticipé de la participation et de l'épargne salariale.

2.4. Santé et sécurité

▪ **Les conditions de santé et de sécurité au travail**

La protection de la santé et de la sécurité des collaborateurs est au cœur des préoccupations du groupe. Ainsi, chaque unité de production dispose de son propre Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) et le groupe compte actuellement plus de 19 CHSCT qui se réunissent régulièrement.

Des comités relatifs à la santé et à la sécurité, composés, selon les sociétés, des Directions Générales, des Directions Techniques et Opérationnelles, des Directions Industrielles, ou des responsables santé-sécurité, et pour l'activité Bateaux, de médecins du travail, se réunissent mensuellement pour échanger sur la politique du groupe en matière de santé et de sécurité.

La plupart des sites de production de l'activité Bateaux disposent, par ailleurs, d'un animateur sécurité dont le rôle est d'assurer le déploiement de la politique sécurité localement.

Une sensibilisation à la sécurité et à l'environnement de tous les salariés de production est réalisée le jour de leur arrivée par les responsables de site. Des formations spécifiques, lors de la prise de poste, sont prévues pour certains métiers.

En complément de ces actions de sensibilisation, un point sur la sécurité est effectué tous les matins par l'équipe de production lors des communications quotidiennes dans les ateliers de production. Des audits de poste sont réalisés de manière régulière par les équipes de management en usine et sur les

chantiers. Ces audits permettent de s'assurer que les conditions de sécurité sont respectées et de mesurer les actions mises en œuvre.

Afin d'améliorer la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles, les collaborateurs du groupe sont formés de manière régulière sur les enjeux de santé et de sécurité. Dans ce cadre, SPBI a initié, cette année, une campagne de sensibilisation aux troubles musculo-squelettiques. Certains salariés de l'activité Bateaux ont, par ailleurs, suivi, cette année, une formation sur la sécurité organisée autour de six ateliers, portant notamment sur l'ergonomie, le danger des machines, le port d'EPI, la sensibilisation à la sécurité domestique et l'analyse de postes « pièges » dans les ateliers. Dans l'habitat de loisirs, la majorité des salariés des sites de production ont bénéficié d'une formation interne sur la sécurité/qualité par les services sécurité, qualité, et les directeurs de site. Dans l'habitat résidentiel, des actions spécifiques de sensibilisation aux risques liés au bruit ont été menées par le service de Santé au Travail pour les salariés de production et des services supports liés.

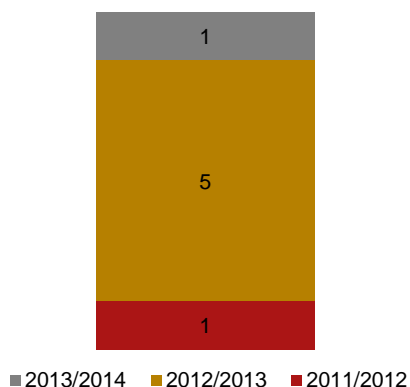
Le groupe réalise de nombreuses campagnes de communication pour sensibiliser les salariés à la sécurité, au travers, par exemple, de l'affichage de panneaux d'information au sein des usines. Cette année la diffusion des « Incontournables », qui présentent sous forme de dessins expressifs les 15 points-clés à respecter en matière de sécurité, a été étendue à l'ensemble de l'activité Habitat.

En complément de ces actions de formation et de sensibilisation, le groupe s'attache à améliorer les conditions de travail de ses collaborateurs. Ainsi, en plus des équipes de méthodes industrielles traditionnelles, le groupe s'assure également de la collaboration de médecins du travail et d'une ergonome salariés. Le groupe travaille également en collaboration avec les services de prévention de Santé au travail (CARSAT, OPPBTP, Service de Santé au Travail) pour échanger sur des problématiques spécifiques, comme le risque chimique ou les travaux en hauteur. Les actions engagées dans la cadre de l'amélioration des postes de travail se sont poursuivies cette année, avec la mise en place d'assistance au vissage, l'aide à la manipulation des machines portatives, la diminution des opérations de manutention de charges manuelles, et la protection contre les chutes de hauteur. Des captations à la source sont mises en place pour les postes de reprise des pièces bois, les postes de débit bois, et les postes avec utilisation de solvants.

Par ailleurs, tous les ans, des campagnes de vaccination gratuites contre la grippe sont proposées aux collaborateurs.

▪ ***Bilan des accords signés avec les organisations syndicales ou les représentants du personnel en matière de santé et de sécurité au travail***

Nombre d'accords collectifs signés et déposés à la DIRECCTE en matière de santé et de sécurité au travail



Sur les trois derniers exercices, sept accords relatifs à la santé et à la sécurité au travail ont été signés avec les organisations syndicales ou les représentants du personnel et déposés à la DIRECCTE.

En complément de ces accords, des plans d'actions portant sur la prévention de la pénibilité dans l'activité Bateaux ont été signés et déposés à la DIRECCTE cette année.

▪ **Accidents du travail**

	2013/2014	2012/2013	2011/2012
Taux de fréquence	42,5	54,0	65,8
Taux de gravité	1,8	2,2	2,2
Nombre de jours d'absence pour maladie professionnelle	13 489	10 447	9 926

Les données présentées ci-dessus intègrent, pour l'exercice 2013/2014, les données relatives à l'établissement BJT, qui avait été exclu pour le calcul des taux de fréquence et de gravité pour les exercices précédents. Retraité de ce changement de périmètre, le taux de fréquence pour l'exercice 2013/2014 s'établit à 45,3 et le taux de gravité à 1,9.

Ces données n'intègrent pas Bénéteau SA. Au sein de cette société, il n'y a pas eu d'accident du travail, ni de maladie professionnelle au cours de l'exercice 2013/2014.

Dans un souci constant d'amélioration des conditions de travail de ses salariés, le groupe Bénéteau a mis en place des actions volontaristes pour prévenir et réduire les accidents dans chaque filière.

Pour toutes les activités du groupe, l'accent est mis par chaque Direction des Opérations Industrielles sur la prévention et la résolution pragmatique des principales sources d'accidents. Outre les nombreuses actions de sensibilisation mises en œuvre au sein du groupe, la prévention repose également sur un travail de substitution de produits chimiques, l'aménagement de postes et la mise en place de moyens de protection collective (aspiration à la source). Grâce à ces actions, le groupe Bénéteau a pu réduire de manière significative les taux de fréquence et de gravité des accidents du travail.

La progression des maladies professionnelles est notamment liée à la progression des troubles musculo-squelettiques. Conscient de l'enjeu que représentent ces maladies professionnelles, des actions de prévention spécifiques ont été déployées au sein du groupe au cours de l'exercice.

2.5. Formation

	2013/2014	2012/2013	2011/2012
Nombre total d'heures de formation	51 476	55 297	45 650
Nombre d'heures de formation par salarié	10,7	11,2	9,0

Les fondamentaux des marques du groupe Bénéteau reposent sur la qualité du savoir-faire des hommes et des femmes qui le composent, leur passion du produit et leur sens de l'innovation. C'est pourquoi le développement du capital humain est au cœur de ses priorités.

Afin d'accompagner les salariés dans l'amélioration constante de leurs compétences, la formation a été définie comme un axe prioritaire de la politique de Ressources Humaines du groupe.

La politique de formation du groupe s'articule autour de trois axes prioritaires de développement :

- Le savoir-faire technique,
- L'internationalisation du groupe,
- L'efficacité managériale.

Elle est déployée au travers de trois outils puissants et opérationnels, pour un positionnement unique et novateur :



Grâce à ses dix formateurs permanents et à ses 88 modules de formation, le Centre de Formation Technique, créé en 2011, propose aux collaborateurs :

- Un accompagnement technique en atelier pour chaque collaborateur formé,
- Une anticipation des nouvelles technologies,
- Une cartographie des habilitations pour gérer la polyvalence et les transferts inter-sites.

Ce Centre de Formation a permis à 1 909 opérateurs d'être formés sur l'exercice 2013/2014.



Promotion Aristote – MBA Bénéteau

La première session du Bénéteau MBA, la promotion Aristote, réunit des collaborateurs de divisions, sociétés et fonctions diverses. Cette formation renforce les liens transverses et la complémentarité des approches métier.

Les différents outils de formation mis en place depuis un an, ont permis d'accroître sensiblement le nombre total d'heures consacrées à la formation qui a progressé de 21% au cours de l'exercice 2012/2013 pour atteindre 11,2 heures par salarié et se stabilise à 10,7 heures par salarié au cours de l'exercice 2013/2014.

2.6. Egalité de traitement

- **Mesures prises en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes**

Dans le cadre de ses accords sur l'égalité professionnelle, le groupe Bénéteau s'assure du respect de l'égalité entre les femmes et les hommes par :

Une analyse annuelle comparée et détaillée, avec les partenaires sociaux, de la situation des femmes et des hommes,

Une grille de salaire unique : une compétence = un poste = un coefficient = un taux horaire.

Cette politique en faveur de l'équité et de la mixité se traduit à tous les échelons de la hiérarchie. Le groupe a ainsi mis en place un Comité de Direction paritaire dans l'habitat de loisirs.

- **Mesures prises en faveur de l'emploi et de l'insertion des personnes handicapées**

	2013/2014	2012/2013	2011/2012
Nombre d'unités de valeur reconnues en situation de handicap	315,5	357,9	361,2

Le groupe a poursuivi ses actions en faveur des personnes handicapées via des actions et investissements visant l'intégration ou le maintien dans l'emploi des salariés concernés.

La diminution du nombre d'unités de valeur reconnues en situation de handicap est en partie liée aux départs en retraite des salariés concernés.

- **Politique de lutte contre les discriminations**

La politique générale en matière de Ressources Humaines s'appuie sur des outils de gestion transparents visant à garantir une équité optimale. Pour exemple, chaque filiale dispose d'accords de classifications négociés avec les partenaires sociaux et conformes aux dispositions légales et conventionnelles. Des entretiens annuels d'évaluation permettent à chacun de valider la classification des connaissances et des compétences professionnelles.

2.7. Promotion et respect des stipulations des conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail

Le groupe respecte les principes fondamentaux du Droit du Travail et les réglementations en vigueur. Il s'engage notamment à lutter contre toute forme de discrimination.

- **Respect de la liberté d'association et du droit de négociation collective**

Le respect de la liberté d'association et du droit de négociation collective sont inscrits dans la législation française. Les conventions collectives qui encadrent les activités du groupe garantissent une protection de l'ensemble des salariés du groupe.

- **Elimination des discriminations en matière d'emploi et de profession**

Le groupe prohibe toute discrimination tant à l'embauche que pendant l'exécution du contrat de travail. Il n'a fait l'objet d'aucune plainte à ce titre. Les processus de recrutement ont été établis dans le respect des règles éthiques et garantissent, par exemple, un accès à l'information et une obligation pour le groupe d'informer tout candidat de la suite donnée à son dossier.

- **Elimination du travail forcé ou obligatoire et abolition effective du travail des enfants**

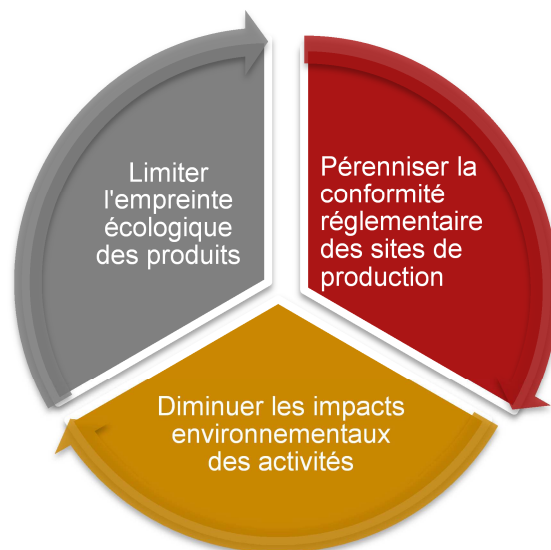
Le groupe respecte les conventions internationales en vigueur relatives à l'élimination du travail forcé ou obligatoire et à l'abolition du travail des enfants.

3. Informations environnementales

3.1. Politique générale en matière environnementale

- **Organisation générale**

Conscient de l'impact environnemental de ses activités, le groupe Bénéteau a fait de sa démarche environnementale une vraie valeur d'entreprise qui se décline autour de trois enjeux majeurs :



I. La pérennisation de la conformité réglementaire des sites de production

Le groupe a poursuivi, cette année, sa démarche de certification ISO 14001 de l'ensemble des sites de production. A ce jour, 16 des 21 sites de production des sociétés du périmètre RSE ont été certifiés, les autres usines poursuivant leur démarche de certification. Par ailleurs, l'ensemble des activités de l'Habitat a fait l'objet d'une évaluation ISO 26000 en 2012.

Le groupe s'appuie sur un réseau de correspondants performants et compétents qui alertent de manière régulière les différents services sur les évolutions réglementaires. Les bonnes pratiques identifiées dans le cadre de cette veille réglementaire sont déployées au sein de l'ensemble des sites

concernés. Cette veille permet ainsi de s'assurer que les différents sites de production respectent au mieux les exigences en matière de réglementation.

II. La diminution des impacts environnementaux des activités

Cet engagement se traduit par une politique qui vise à :

- Diminuer les émissions de COV grâce à la mise en place de produits et de processus de transformation moins émissifs (le dernier atelier de transformation des composites abrite principalement des processus de transformation non émissifs en COV),
- Réduire les déchets par la diminution de la génération à la source (emballage, optimisation des découpes, rebuts),
- Augmenter le niveau de valorisation des déchets dangereux (eaux souillées via le Parc biologique, régénération des déchets souillés d'acétone, DEEE et batteries, recyclage ou réutilisation des contenants après lavage).

III. La réduction de l'empreinte écologique des produits

Au sein de l'activité **Bateaux**, la réduction de l'empreinte écologique des produits se concrétise par :

- Le développement de la motorisation hybride,
- L'utilisation de bois reconstitué en substitution des essences fines,
- L'obtention du label « Bateau bleu » de la Fédération des Industries Nautiques pour l'ensemble des bateaux de la branche plaisance (pour gérer les rejets d'eaux noires, éviter les pollutions lors des ravitaillements en carburant, réduire la consommation d'énergie à bord),
- L'auto-trime : correction de l'assiette afin de réduire les consommations,
- Le choix des moteurs et l'optimisation des systèmes de propulsion en vue d'assurer performance et consommation réduite,
- Des actions menées conjointement avec la Fédération des Industries Nautiques pour réduire l'impact environnemental des bateaux, tout au long de leur cycle de vie.

Ainsi, le groupe a été le premier à proposer la solution technique dite de « propulsion hybride » où, sous voile, les hélices assurent la recharge des batteries, permettant de diviser par quatre la consommation d'énergie par rapport aux systèmes diesel classiques, tout en réduisant la pollution sonore.

L'**habitat de loisirs** s'est engagé dans une démarche d'éco-conception. Chaque gamme fait l'objet d'un éco-profil intégrant plus de 100 critères. Une notation, réalisée par un groupe multidisciplinaire, permet d'évaluer les améliorations de tous les millésimes en phase de conception. La démarche d'éco-conception repose sur le choix de matériaux respectueux de l'environnement, d'équipements économes en énergie et de solutions favorisant la déconstruction, en s'appuyant sur les axes suivants :

- Le confort de vie (accessibilité et habitat sain),
- La maintenance et le nettoyage aisé,
- L'intégration des habitats au sein de l'environnement paysagé,
- L'optimisation de la mise en place de la résidence mobile (réversibilité, déchets engendrés),
- Le choix réfléchi des équipements et accessoires permettant des économies d'eau et d'énergie (l'utilisation en standard pour les éclairages des ampoules à faible consommation d'énergie ou led, des équipements classe A ou A+, des solutions économes de type clef contacteur, minuteur pour éclairage extérieur),
- La politique d'achat responsable des matériaux et composants,
- La diminution des impacts liés au transport en amont et en aval,
- L'optimisation environnementale en fin de vie.

Au sein de l'**habitat résidentiel**, cet enjeu se décline à travers:

- Le choix du bois dans son principe de construction comme matériau écologique (capteur de CO₂, limitation des effets de serre lors de sa transformation, excellent isolant thermique, ressource renouvelable, recyclabilité et revalorisation énergétique),
- Une stratégie environnementale préventive : tri des déchets, utilisation optimisée des énergies, « chantiers propres »,
- Un éco-bilan positif : l'évaluation carbone réalisée met en avant une contribution positive de l'activité.

Grâce à ces innovations, les logements MUSE et EVE affichent des performances énergétiques en moyenne 20% supérieures à la réglementation thermique en vigueur.

Dans tous les cas, ces évolutions reposent sur d'importants programmes de recherche et profitent avant tout aux clients. Le développement durable constitue ainsi un formidable levier d'innovation au sein du groupe.

▪ ***Actions de formation et d'information des salariés menées en matière de protection de l'environnement***

Afin de sensibiliser les collaborateurs aux enjeux environnementaux et de les impliquer dans la démarche développement durable du groupe, chaque nouvel arrivant suit une formation au cours de laquelle sont rappelés les principes de tri des déchets et les actions à mettre en œuvre quotidiennement pour diminuer les consommations d'eau, d'électricité, de chauffage et de composants.

Le groupe dispense des formations spécifiques aux personnes ayant une mission environnementale particulière afin de leur rappeler leurs rôles et responsabilités en matière de protection et de respect de l'environnement.

▪ ***Moyens consacrés à la prévention des risques environnementaux et des pollutions***

Les actions menées pour la prévention des risques environnementaux et des pollutions sont pilotées par des plans de management environnementaux. Ces plans sont définis par la Direction et déployés au sein des usines. Des revues de Direction sont effectuées annuellement afin de faire un bilan des actions et des indicateurs de l'année écoulée et de fixer les objectifs de l'année suivante.

Dans l'activité Bateaux, les actions se concentrent sur la diminution des consommations d'acétone grâce, notamment, à la mise en place de fontaines de lavage à réduits lessiviels et à la recherche de produits de substitution. Le groupe a également travaillé sur la sécurisation de certains contenants de stockage en procédant au remplacement d'Eco futs en plastique par des équipements en inox.

La réalisation de ces actions s'inscrit dans une démarche, menée avec les assureurs, de labellisation « Risque Hautement Protégé ». Deux sites sont actuellement en cours de labellisation (Challans et Cholet).

L'activité Habitat a poursuivi ses actions de mise en conformité réglementaire, de formation des salariés, et de mise en place de rétention et de kits anti-pollution pour réduire le risque chimique.

▪ ***Montant des provisions et garanties pour risques en matière d'environnement***

Le groupe n'a pas constitué de provision pour couvrir des risques environnementaux. Ces risques sont couverts dans le cadre de la *Garantie Responsabilité Civile Atteinte à l'environnement du fait de l'exploitation des sites de l'assuré*.

Au cours de l'exercice, aucun accident de pollution avec atteinte à l'environnement n'a été constaté sur les sites de production des sociétés du périmètre RSE.

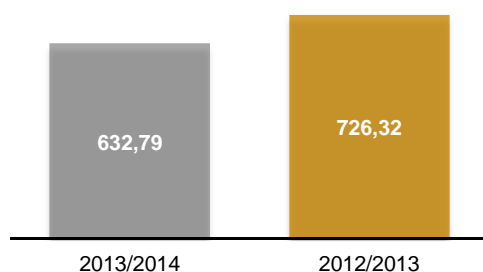
3.2. Pollution et gestion des déchets

Tous les sites de production du groupe Bénéteau ont pour objectif de limiter les différents impacts environnementaux que leurs activités peuvent avoir sur le milieu qui les entoure.

- **Mesures de prévention, de réduction ou de réparation de rejets dans l'air, l'eau et le sol affectant gravement l'environnement**

Impact sur l'atmosphère

Rejets de COV des sites de production *
(en Tonnes)



(*) Données établies sur la base de l'année civile pour SPBI

Les émissions de COV ont été réduites de 13% par rapport à l'an passé. Outre un travail approfondi sur la consommation d'acétone, le groupe a porté ses efforts sur le développement de techniques d'injection et d'infusion moins émissives, notamment la polymérisation sous vide pour la fabrication de pièces en polyester. L'utilisation de produits, gel coat, résine, et enduit de collage, à faible teneur en styrène ou COV, a également été privilégiée.

Impact sur le milieu aquatique

Tous les sites du groupe disposent de séparateurs à hydrocarbure, régulièrement entretenus, qui permettent d'épurer les eaux avant rejet dans le milieu naturel.

La plupart des bassins d'essai des bateaux, activité la plus consommatrice en eau, ont été équipés de système de filtration au sable permettant de conserver une eau de qualité et de réduire l'utilisation de produits chimiques de conservation de l'eau.

Les rejets aqueux font l'objet d'une surveillance par des mesures régulières.

Le taux de conformité des rejets industriels aqueux est stable par rapport à l'an passé et se situe à 97%.

Prévention des principaux risques en matière d'atteinte à l'environnement

Les principaux risques identifiés en matière d'atteinte à l'environnement portent sur les déversements et les incendies.

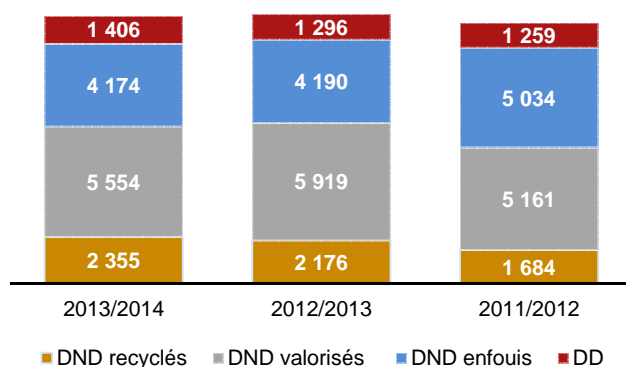
Tous les sites ont la capacité de circonscrire un éventuel accident de déversement, fuite ou eaux d'extinction en cas d'incendie, grâce aux équipements en place. Ces équipements sont notamment composés d'aires de dépotage étanches et de stockage sécurisées, d'obturateurs, de bassins de

rétenion et de kits d'intervention. Les personnes manipulant des matières dangereuses sont formées à l'utilisation de ces kits et aux risques liés aux produits.

Les organisations techniques et humaines nécessaires pour prévenir le risque de pollution accidentelle lié aux incendies ont été mises en place sur tous les sites. Ces dernières sont définies dans des plans d'urgence internes. Des équipes spécifiques de première intervention sont formées à l'utilisation des moyens de secours (extincteurs, Robinet Incendie Armé) et s'entraînent régulièrement lors d'exercices. Certains sites disposent, en complément, d'équipes de seconde intervention ESI habilités à intervenir sur des feux de plus grosse importance. Les sites sont tous équipés de détection incendie et, pour les plus sensibles, de sprinkleurs. Des audits sont réalisés régulièrement par les assureurs sur les sites.

▪ **Mesures de prévention, de recyclage et d'élimination des déchets**

Quantité de déchets industriels générés par type
(en tonnes)



	2013/2014	2012/2013	2011/2012
Taux de valorisation des déchets non dangereux	65,5%	65,9%	57,6%

Le groupe vise à améliorer de manière constante le suivi et la collecte des déchets. Tous les sites du groupe procèdent au tri sélectif des déchets depuis plusieurs années, avec des filières de valorisation, notamment des déchets d'emballages et de bois.

Le groupe reste en veille permanente sur les nouvelles filières de valorisation.

Dans ce cadre, il est engagé dans des actions de soutien pour la mise en place de filières permettant le traitement des déchets polyester, en partenariat avec d'autres acteurs régionaux.

Plusieurs des sites de production, dont deux nouveaux sites cette année, ont, par ailleurs, conclu un partenariat avec un fournisseur de bois qui récupère les chutes de bois et certaines poussières de bois afin de les valoriser énergétiquement.

Une filière plâtre a également été mise en place dans l'habitat résidentiel. Les chutes de plaques de plâtre sont collectées par le prestataire déchets, puis acheminées chez un fabricant de plaques de plâtre qui les réinjecte dans sa production, selon des proportions définies.

Cette année, une filière verre a été développée au sein de la société Bio Habitat.

Ces différentes actions ont permis d'améliorer le taux de valorisation des déchets non dangereux, qui est passé de 57,6% en 2011/2012 à 65,9% en 2012/2013 pour se stabiliser à 65,5% en 2013/2014.

Pour certains sites, les déchets enfouis sont revalorisés énergétiquement grâce à un traitement en centre d'enfouissement. Ainsi, selon les informations communiquées par notre prestataire, une tonne de déchets traités lui permet de produire 30 KWh d'électricité.

- **Prise en compte des nuisances sonores et de toute autre forme de pollution spécifique à une activité**

Les limites de nuisances sonores sont fixées dans les arrêtés propres à chaque site. Dans ce cadre, le groupe réalise un suivi régulier de ses émissions sonores. Afin de réduire ces nuisances, les sites procèdent à des investissements spécifiques de capotage ou au déplacement de machines et installations bruyantes. Une attention particulière est également portée sur l'impact sonore des nouveaux équipements lors de leur achat.

3.3. Utilisation durable des ressources

- **Consommation d'eau et approvisionnement en eau en fonction des contraintes locales**

En m3	2013/2014
Consommation d'eau*	57 443

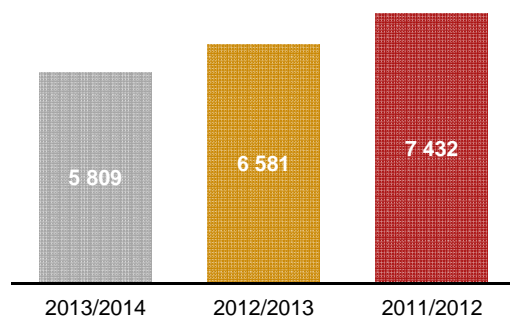
(*) Données hors site de Cholet et hors CNB établies sur la base de l'année civile pour SPBI

L'eau est principalement consommée par l'activité Bateaux notamment pour le remplissage de ses bassins d'essai et pour la réalisation des tests d'étanchéité. L'eau utilisée provient du réseau public et de forages pour certains sites. Sur les sites le permettant, une surveillance régulière des consommations d'eau est mise en place afin de minimiser le risque de fuite.

- **Consommation de matières premières et mesures prises pour améliorer l'efficacité dans leur utilisation**

Les principales ressources utilisées par le groupe sont les produits parapétroliers et le bois.

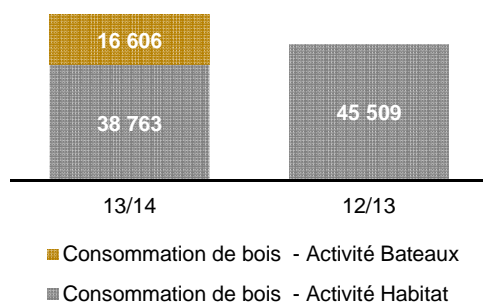
Consommation de résine / gel coat
(en tonnes) - Activité Bateaux*



(*) Base année civile pour SPBI

Des actions ont été mises en œuvre pour maîtriser la consommation de résine et de gel coat. Ces actions, qui ont notamment reposé sur la mise en place de machines plus performantes permettant de réduire l'utilisation de ces produits lors de l'injection, ont permis de diminuer de 12% la consommation de résine et de gel coat.

Consommation de bois (en m3)



(*) Hors Bio Habitat. Données 2012/2013 non disponibles pour l'activité Bateaux

Quantité de bois rebuté / quantité de bois consommé	2013/2014	2012/2013
Périmètre RSE	15,6%	N.C
Activité Habitat	10,2%	9,6%

Compte tenu de sa faible empreinte écologique, l'utilisation du bois est privilégiée dans la fabrication des logements, qu'il s'agisse de l'habitat résidentiel ou de l'habitat de loisirs. Le bois utilisé provient essentiellement de forêts éco-gérées et possède par conséquent un label PEFC ou FSC.

Le groupe veille, par ailleurs, à réduire son utilisation du bois en optimisant les plans de débit et la gestion des fins de vie de produits afin de générer le moins de rebuts possible. La totalité des déchets de bois, hormis les sciures de l'activité Habitat, fait l'objet d'une revalorisation. Ces mesures, conjuguées à la baisse de l'activité, ont permis de réduire de 15% la consommation de bois de l'activité Habitat cette année.

▪ **Consommation d'énergie, mesures prises pour améliorer l'efficacité énergétique et le recours aux énergies renouvelables**

	2013/2014	2012/2013	Variation
Consommation d'électricité - KWh	31 860 278	35 140 919	- 9%
Consommation de gaz naturel – KWh PCS	46 055 880	60 954 918	- 24%
Emissions de gaz à effet de serre liées à la consommation d'énergies – t eq. CO2	11 037	14 053	- 21%

L'électricité est utilisée pour le fonctionnement des usines de production et l'éclairage. Le gaz est utilisé pour le chauffage des bâtiments industriels et des principaux bâtiments administratifs.

Des plans d'actions énergie visant à réduire les consommations d'énergie sont déployés sur tous les sites. Ces plans d'actions reposent sur :

- Un suivi centralisé des énergies permettant d'adapter le niveau d'utilisation des différentes énergies en fonction de l'activité, grâce à la mise en place de centrales de gestion,
- Des actions de détection des fuites grâce à un suivi régulier des consommations et une vérification régulière des installations par la maintenance dans les ateliers,

- La récupération de la chaleur issue de locaux de compresseur, pour chauffer des ateliers en remplacement du chauffage gaz,
- La mise en place de compresseurs moins énergivores proposant un meilleur rendement,
- L'optimisation des ventilations ateliers,
- La mise en place de dé-stratificateurs dans les ateliers prototypes pour garantir une meilleure homogénéité de la chaleur dans les ateliers et éviter les plus hautes températures sous plafond,
- Des actions de sensibilisation (chasse au « gaspillage »).

Grâce à ces plans d'action, et à un hiver plus doux, les consommations d'électricité et de gaz ont diminué, respectivement, de 9% et de 24%.

- **Utilisation des sols**

Tous les sites du groupe sont ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement) et sont soumis à ce titre à une réglementation très stricte. Parmi ces sites, 6 sont des sites ICPE soumis à autorisation et sont certifiés ISO 14001.

3.4. Adaptation aux conséquences du changement climatique

Les évaluations carbone réalisées au sein de certaines sociétés du groupe ont conduit à la mise en place des plans d'actions énergie décrits ci-dessus. Ces évaluations ont aussi confirmé l'intérêt écologique de l'utilisation du bois en tant que matière première.

Le groupe est conscient des conséquences que pourraient engendrer des événements climatiques tels qu'une canicule, des inondations, des tempêtes ou des chutes de neige. Dans ce cadre, un plan canicule a été défini, en collaboration avec les services de Santé au travail. Dans l'habitat de loisirs, des consignes ont été déployées sur certains sites pour le calage des mobil-homes en cas de vent fort. En cas d'alerte rouge (vent, inondation, neige ou autre), le personnel a interdiction de se rendre sur les parcs de stockage et les techniciens des SAV sur les campings.

3.5. Protection de la biodiversité

La protection de la biodiversité est prise en compte lors de la construction des nouveaux sites, dans le cadre du dossier ICPE.

Par ailleurs, le bois consommé par l'activité Habitat est issu de forêts gérées durablement, pour lesquelles la protection de la biodiversité fait partie intégrante des critères de gestion.

4. Informations relatives aux engagements sociétaux en faveur du développement durable

Le groupe Bénéteau est particulièrement attaché à des pratiques professionnelles responsables et durables au service de ses parties prenantes : clients, partenaires commerciaux, fournisseurs, collaborateurs. Il a la volonté d'agir en entreprise citoyenne dans les communautés au sein desquelles il évolue au travers de ses divers engagements.

4.1. Impact territorial, économique et social de l'activité du groupe

Tout en adoptant un profil de plus en plus international, le groupe reste très ancré dans le territoire Vendéen, berceau du groupe familial créé en 1884 par Benjamin Bénéteau à Croix-de-Vie.

La plupart de ses sites de production, ainsi que son siège social, sont situés dans l'Ouest de la France.

Le groupe intervient comme un employeur de premier plan au niveau local et s'implique dans la vie locale par le biais de divers engagements :

- Une participation active aux projets de développement du bassin local d'emploi, en partenariat avec les acteurs locaux tels que l'École de la 2^{ème} chance,
- La mise à disposition d'un collaborateur spécialisé dans le recrutement pour la sélection des étudiants d'un centre de formation initiale local,
- Une contribution à l'insertion des populations en difficultés : recours aux ESAT et aux associations de travailleurs en situation de handicap,
- Une représentation dans les réseaux locaux : adhésion au réseau Entreprendre Vendée, participation de deux directeurs d'usine à des groupements d'employeurs départementaux,
- Une sensibilisation des salariés aux actions de solidarité locales : dons du sang, dons.

Cette année, la société BH, avec le support de la Fondation Bénéteau, a soutenu le projet Atlantic Challenge regroupant des écoles de la région Nantaise dans le cadre du Solar Decathlon. Cette compétition réunit des universités et grandes écoles du monde entier autour d'un défi, celui de concevoir et de réaliser un habitat à l'échelle 1, fonctionnel, et utilisant le soleil comme seule source d'énergie. Encourageant les projets et réflexions autour de l'habitat de demain, BH, partenaire de l'équipe Atlantic Challenge, a accompagné les étudiants dans leur réflexion et dans la réalisation du prototype en ouvrant les portes de son atelier en mars dernier. Cette équipe a remporté le prix de l'efficacité énergétique ainsi que le troisième prix pour le fonctionnement du bâtiment.

Un programme de préparation de l'accueil de 40 alternants pour des formations de niveau V à niveau II dans des domaines techniques et de gestion notamment pour les métiers du composite, du bois, l'ingénierie de production et bureau d'études, la logistique, la conception, la maintenance, l'ergonomie, et les ressources humaines a été déployé dans l'activité Bateaux cette année. Au sein des services production ou supports, le parcours d'intégration de chaque alternant est organisé par son tuteur et coordonné par le service RH. Un double pilotage fonctionnel et RH est réalisé pendant la période de l'alternance qui a débuté, pour la plupart des 40 personnes sélectionnées, en septembre 2014.

4.2. Relations entretenues avec les personnes ou les organisations intéressées par l'activité du groupe

Le groupe a, depuis toujours, privilégié une relation de partenariat avec ses parties prenantes en les impliquant dans sa stratégie de croissance, et en leur faisant partager ses valeurs et sa culture d'entreprise. Il souhaite ainsi contribuer le plus largement possible à minimiser les impacts environnementaux, tant au sein de ses propres activités, que par le soutien apporté à ses parties prenantes dans la réduction de leur empreinte environnementale.

▪ **Conditions du dialogue avec ces personnes ou organisations**

Les clients

Pour pouvoir ouvrir au plus grand nombre l'accès à des produits de qualité, le groupe s'efforce d'optimiser au maximum le rapport qualité / prix de ses produits. Ainsi, aujourd'hui, à modèle et budget

équivalents, le groupe conçoit et fabrique des bateaux plus grands, mieux équipés et plus performants. Un outil industriel moderne et des techniques de pointe contribuent à cette performance. L'optimisation constante des processus de fabrication favorise la réduction des coûts de production. Cet atout permet de faire partager au plus grand nombre le plaisir de naviguer sur des bateaux de grande qualité.

Attaché au respect et à l'écoute de ses clients, le groupe Bénéteau les accompagne dans le monde entier en s'appuyant sur un réseau international de plus de 500 distributeurs qui les conseillent et les assistent dans plus de 50 pays.

Le métier de constructeur ne s'arrête pas à la livraison ; les marques du groupe Bénéteau accompagnent leurs clients de l'acquisition à la revente de leurs produits. Dans le domaine de la plaisance, SGB Finance, captive de financement, permet aux clients de concrétiser leurs projets. Premier réseau européen des professionnels de l'occasion, EYB facilite la revente des bateaux grâce à une base de données unique en ligne sur le site d'EYB Boats.

En matière d'hôtellerie de plein air, IRM et O'Hara proposent également des services adaptés aux besoins des professionnels et des particuliers en matière de financement, de transports, de SAV et de rénovation.

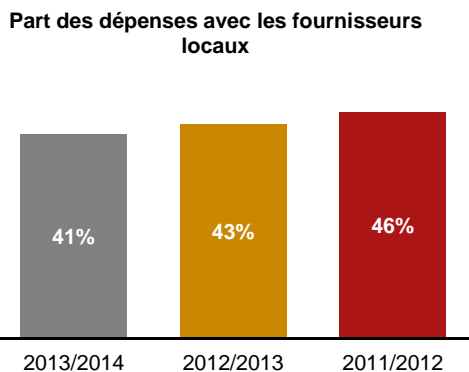
Nouveau concept de l'habitat de loisirs, la gamme Coco Sweet, lancée en septembre 2014, se positionne comme une alternative aux solutions d'hébergement classiques dans les campings. Cette gamme propose une offre intermédiaire, plus abordable que le mobil-home et plus confortable que la tente, dans le même objectif d'ouvrir au plus grand nombre des produits de qualité.

Concernant l'habitat résidentiel, BH contribue aux objectifs de l'agenda 21 qui se déploie au niveau des collectivités locales, par une démarche environnementale, une forte territorialité, et des logements contribuant à un habitat économe dans des espaces préservés (éco-quartiers).

Les fournisseurs

Les services achats du groupe Bénéteau veillent à établir avec leurs fournisseurs une relation partenariale, de confiance, inscrite sur le long terme. Ils rencontrent régulièrement leurs fournisseurs, notamment lors de salons professionnels et de symposiums, dans un esprit collaboratif propice à l'innovation et au co-développement.

L'achat auprès de fournisseurs locaux est privilégié, les acheteurs sont sensibilisés à la responsabilité territoriale du groupe. Ainsi, les approvisionnements auprès des fournisseurs locaux représentent plus de 40% des achats de production au cours des trois dernières années.



Les collaborateurs

Tout au long de l'année, le groupe organise des moments d'échange et d'information avec l'ensemble des salariés. La communication s'organise autour de différents outils :

- Une Newsletter mensuelle par entité et une Newsletter groupe,
- Un Intranet groupe, B-WEB, en accès libre sur plus de 2 000 postes informatiques,
- Des réunions d'information annuelles du personnel.

Dans l'esprit, le groupe a toujours spontanément cultivé la proximité avec ses collaborateurs. Cette volonté reste vraie avec le développement et l'internationalisation des équipes.

Associations & société civile

La promotion du savoir-faire, l'innovation constante et le respect de l'environnement sont autant d'engagements qui font partie de la culture du groupe Bénéteau depuis sa création.

Ces engagements se sont traduits par la création, en 2005, de la Fondation Bénéteau, à l'initiative du groupe Bénéteau et de ses filiales Chantiers Bénéteau SA, Chantiers Jeanneau SA et Construction Navale Bordeaux. La Fondation d'entreprise Bénéteau œuvre depuis 10 ans et a pour objet de :

- Encourager et promouvoir la protection de l'environnement dans l'univers du nautisme, dans la construction et l'habitat par des projets innovants, des recherches ainsi que l'émergence de métiers contribuant à la création et à l'innovation dans ces secteurs,
- Protéger et mettre en valeur le patrimoine naval,
- Sensibiliser le grand public aux enjeux de la protection de l'environnement, notamment dans l'univers du nautisme.



Remise de prix – Prix architecte

La Fondation d'entreprise Bénéteau organise depuis 4 ans un concours ouvert à tous les étudiants inscrits dans une école française d'architecture ou de design. Cette année, 3 jeunes architectes ont été récompensés pour leurs projets sur le port de plaisance fluvial du XXI^{ème} siècle. Leurs prix leur ont été remis en décembre dans le cadre du Nautic de Paris par Annette Roux, Présidente de la Fondation d'entreprise.

▪ Les actions de partenariat ou de mécénat

Fidèle à son souhait de s'impliquer dans la vie locale, le groupe Bénéteau soutient des associations locales : associations à caractère social ou caritatif, clubs sportifs, ou manifestations.

Conformément à sa volonté de faire partager au plus grand nombre l'accès à ses produits, le groupe a conclu cette année un partenariat avec l'American Sailing Association (ASA) qui soutient, notamment par des supports et contenus pédagogiques, les écoles de voiles aux Etats-Unis. Dans le cadre de ce partenariat, le groupe a développé un nouveau bateau, le voilier 21.7 ASA, spécifiquement pour l'ASA.

Jeanneau a soutenu une nouvelle fois les enfants malades en participant à la semaine de navigation des Voiles de l'Espoir 2014 qui s'est déroulée à Arcachon en juillet.

Jeanneau soutient également, depuis plus de 10 ans, l'association Voiles Sans Frontières. Cette organisation de solidarité internationale intervient auprès des populations accessibles uniquement par voies maritimes dans deux domaines : le médico-sanitaire et l'éducatif.

4.3. Sous-traitance et fournisseurs

- ***Prise en compte dans la politique d'achat des enjeux sociaux et environnementaux***

Les principaux fournisseurs sont signataires de contrats d'achats formalisant la politique de développement durable du groupe.

Outre la conformité aux législations sociales ou normatives en vigueur, ces contrats visent à sensibiliser les fournisseurs aux enjeux environnementaux et les incitent à la réduction de leur impact (déchets, réduction des émissions de gaz à effet de serre).

Une refonte des contrats d'achats a été mise en œuvre cette année afin d'harmoniser les bonnes pratiques au sein du groupe. Une campagne de signature de ces nouveaux documents est en cours de déploiement auprès du panel fournisseurs.

Par ailleurs, la certification ISO 14001 est un critère de choix important dans le cadre du référencement fournisseur.

- ***Importance de la sous-traitance et prise en compte dans les relations avec les fournisseurs et les sous-traitants de leur responsabilité sociale et environnementale***

Une attention particulière est portée sur la solvabilité, la fiabilité et la pérennité des fournisseurs et sous-traitants. Leurs qualités techniques, logistiques et financières sont essentielles à la bonne marche du groupe.

Les directions des achats s'appuient notamment sur un réseau local de sous-traitance, connu de longue date, et auprès duquel le groupe bénéficie d'un fort capital confiance, permettant ainsi une maîtrise équilibrée de la relation fournisseur.

4.4. Loyauté des pratiques

- ***Actions engagées pour prévenir la corruption***

Le groupe Bénéteau rejette toute forme de corruption. Il estime être peu exposé aux risques liés à la corruption dans la plupart de ses métiers, compte tenu de son activité et de ses zones d'implantation.

- ***Mesures prises en faveur de la santé et de la sécurité des consommateurs***

La protection de la santé et de la sécurité des consommateurs est un enjeu majeur pour le groupe.

Lors du développement de nouveaux produits, les bureaux d'études s'attachent à apporter un maximum de confort thermique, phonique, et ergonomique aux utilisateurs tout en assurant leur sécurité et leur santé.

Les produits sont systématiquement contrôlés avant leur mise sur le marché, afin de s'assurer qu'ils respectent les normes techniques et de sécurité. Des guides d'utilisation sont à la disposition des clients pour leur permettre un usage optimal des produits.

- ***Autres actions engagées en faveur des droits de l'homme***

L'ensemble des dispositions légales spécifiques relatives à l'abus d'autorité en matière sexuelle et au harcèlement moral sont intégrées dans les règlements intérieurs de la majorité des filiales du groupe.

BENETEAU S.A.**Principaux niveaux de résultat**

BENETEAU S.A., holding de tête du groupe Bénéteau, a une activité non significative au regard de ses filiales industrielles.

Ses principaux niveaux de résultat sont les suivants :

en M€	2013/2014	2012/2013
Chiffre d'affaires	12,7	13,1
Résultat d'exploitation	(3,7)	(2,3)
Résultat financier	(5,7)	(4,1)
Résultat net	(7,0)	(2,9)

Au cours de l'exercice, Bénéteau S.A. a perçu 3,2 millions d'euros de dividendes de CNB SAS, IRM SAS et O'Hara SA.

La situation nette bancaire globale de la société s'élève à (-)44,3 millions d'euros au 31 août 2014 contre 17,1 millions d'euros au 31 août 2013.

Solde des dettes fournisseurs par date d'échéance

Les dettes fournisseurs de la société s'élèvent à 2 317 K€ au 31 août 2014 (dont factures non parvenues pour 689 K€)

Le solde (hors factures non parvenues) se décompose par date d'échéance comme suit :

- dettes échues : 252 K€
- échéances au plus tard au 30/09/2014 : 930 K€
- échéances au plus tard au 31/10/2014 : 445 K€
- échéances au-delà : néant.

Autres éléments

A notre connaissance, à l'exception de BERI 21 S.A., une autre personne morale détient plus de 5 % du capital de Bénéteau S.A. Il s'agit du fonds Franklin Ressources Inc à hauteur 12,4446 %.

Le Directoire précise que 524 093 actions, soit 0,633 % du capital, sont détenues par les salariés et anciens salariés dans le cadre du FCPE BENETEAU ACTION, en application de l'Article L.225-102 du Code de commerce.

Les dépenses visées à l'article 39-4 du C.G.I. s'élèvent, pour l'exercice, à la somme de 16 528€.

Aucune délégation pour augmentation de capital n'a été donnée sur l'exercice par l'assemblée générale.

Au cours de l'exercice, la société a procédé aux achats et ventes d'actions Bénéteau dans les conditions suivantes :

- des achats pour un total de 574 656 actions au cours moyen de 12,39 €
- des ventes pour un total de 603 456 actions au cours moyen de 12,33 €
- des frais de négociation : 74 K€.

Ainsi, au 31 août 2014, le solde des actions propres est de 1 500 408 actions au nominal de 0,10 €, représentant 1,81% du capital, soit 0,16% en actions propres et 1,65% en actions attribuées. La valeur au bilan s'élève à 12 918 K€ et la valeur au 31 août 2014, déterminée sur la base de la moyenne des cours de bourse d'août 2014, s'élève à 19 264 K€.

Les motifs des acquisitions entrent dans le cadre du programme de rachat d'actions propres approuvé par l'Assemblée Générale du 31 janvier 2014.

Affectation du résultat

Le Directoire propose d'affecter le résultat net de l'exercice clos le 31 août 2014 d'un montant de -7 036 659,28 €, de la manière suivante :

- Autres réserves : - 7 036 659,28 €,

et de prélever 3 311 593,60 € sur les Autres réserves également pour :

- Dividendes : 3 311 593,60 €

Le poste Autres Réserves est ainsi porté de 179 939 568,97 € à 169 591 316,09 €.

La part de bénéfice correspondant aux dividendes non versés à raison des actions propres détenues par la société lors de la mise en paiement sera affectée au compte Report à nouveau.

Le dividende proposé s'élève à 0,04 € pour chacune des 82 789 840 actions de 0,10 € nominal.

Il est rappelé, conformément aux dispositions légales, que les dividendes mis en paiement au titre des trois derniers exercices se sont élevés aux sommes suivantes :

	2010/2011	2011/2012	2012/2013
Nominal de l'action	0,10 €	0,10 €	0,10 €
Nombre d'actions	82 789 840	82 789 840	82 789 840
Dividende net	0,18 €	-	-

RESULTATS DES 5 DERNIERS EXERCICES – BENETEAU S.A.

Montants en €	2009/2010	2010/2011	2011/2012	2012/2013	2013/2014
Capital en fin d'exercice					
Capital social	8 714 720	8 278 984	8 278 984	8 278 984	8 278 984
Nombre d'actions	87 147 200	82 789 840	82 789 840	82 789 840	82 789 840
Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffre d'affaires hors taxes	8 022 882	11 555 776	13 100 214	13 077 022	12 678 398
Résultat avant impôts, participation et intéressement des salariés, amortissements et provisions	2 478 367	(6 622 043)	3 705 942	1 174 982	(8 547 966)
Impôts sur les bénéfices	6 376 431	3 323 147	(7 998 693)	(3 827 854)	(3 483 946)
Participation et intéressement des salariés	-	133 283	0	0	0
Résultat net	(6 478 737)	(5 171 014)	7 876 978	(2 942 404)	(7 036 659)
Résultat distribué	10 457 664	14 902 171	0	0	3 311 594
Résultats par action					
Résultat après impôts, participation et intéressement, mais avant amortissements et provisions	(0,04)	(0,12)	0,14	0,06	(0,06)
Résultat net	(0,07)	(0,06)	0,10	(0,04)	(0,08)
Dividende attribué à chaque action	0,12	0,18	0,00	0,00	0,04
Personnel					
Effectif moyen des salariés	20	23	24	23	23
Montant de la masse salariale	1 383 433	1 847 213	1 584 922	1 619 661	1 847 271
Montant des sommes versées au titre d'avantages sociaux	611 615	771 538	1 908 860	735 966	1 356 679

Liste et rémunérations des Mandataires Sociaux

Les rémunérations des dirigeants sont fixées par le Conseil de Surveillance sur proposition du Comité des rémunérations. Les éléments de rémunération variable sont déterminés en fonction des résultats atteints.

Les membres du directoire et du conseil de surveillance ont obligation de conserver les actions attribuées pendant deux ans à compter de la date d'attribution définitive.

Il n'existe pas d'engagement d'indemnités de fin de contrat de travail pour les dirigeants.

Le groupe s'est engagé à se référer au code de gouvernement d'entreprise AFEP – MEDEF.

Liste des Mandataires Sociaux au 31-08-2014

Mr	CATHELINAIS Bruno	BENETEAU SA (cotée) 1er mandat : 28-01-2005 dernier renouvellement : 7-11-2012, échéance en 2015	Président du Directoire
		SPBI SA	Président du CA et Directeur Général
		CNB SASU	Administrateur
		O'HARA SA	Président du CA
		IRM SASU	Président et administrateur
		BIO HABITAT SAS	Président
		BH SASU	Administrateur
		HABITAT D'AVENIR SAS	Représente BH, membre du Comité de Direction
		SGB FINANCE SA	Administrateur
		BENETEAU INC	Director & Chairman
		BGM AMERICA INC	Director
		BENETEAU AMERICA INC	Director
		JEANNEAU AMERICA INC	Director
		JEANNEAU ITALIA	Vice-Président
		MONTE CARLO YACHT SPA	Administrateur
		BANQUE CIC OUEST SA (cotée)	Administrateur
Mr	GUST Dieter	BENETEAU SA (cotée) 1er mandat : 28-01-2005 dernier renouvellement : 7-11-2012, échéance en 2015	Membre du Directoire
		SPBI SA	Directeur Général Délégué et administrateur
		CNB SASU	Président et administrateur
		GBI HOLDING SRL	Administrateur
		MONTE CARLO YACHT SPA	Administrateur
		BENETEAU ITALIA SRL	Administrateur
		BENETEAU ESPANA SA	Administrateur
		BENETEAU INC	Director
		BGM AMERICA INC	Director & Chairman
		BENETEAU AMERICA INC	Director
		JEANNEAU AMERICA INC	Director

Mr DUTHOIT Aymeric	BENETEAU SA (cotée)	Membre du Directoire
	1er mandat : 07-01-2010	
	dernier renouvellement : 7-11-2012, échéance en 2015	
	O'HARA SA	Directeur Général et administrateur
	O'HARA VACANCES SASU	Président
	IRM SASU	Directeur Général et administrateur
	BH SASU	Président et administrateur
	BIO HABITAT SAS	Directeur Général Délégué
	HABITAT D'AVENIR SAS	Directeur Général
	BH SERVICES SASU	Président
	GBI HOLDING SRL	Administrateur
BIO HABITAT ITALIA	Président du CA	
IRM ITALIA SRL	Président du CA	
Mme DEMARIA Carla	BENETEAU SA (cotée)	Membre du Directoire
	1er mandat : 31-08-2011	
	dernier renouvellement : 7-11-2012, échéance en 2015	
	SPBI SA	Directeur Général Délégué et administrateur
	MONTE CARLO YACHT SPA	Président
	BENETEAU ITALIA SRL	Président du CA
	BENETEAU ESPANA SA	Administrateur
BENETEAU AMERICA INC	Director & Chairman	
UCINA (Fédération du nautisme italien)	Membre du CA	
Mr CHAPELEAU Jean-Paul	BENETEAU SA (cotée)	Membre du Directoire
	1er mandat : 09-01-2014, échéance en 2015	
	SPBI SA	Directeur Général Délégué et administrateur
	JEANNEAU AMERICA INC	Director & Chairman
	JEANNEAU ITALIA	Président
OSTRODA YACHT	Président du Supervisory Board	
Mme ROUX Annette	BENETEAU SA (cotée)	Vice-Président du CS
	1er mandat : 28-01-2005	
	dernier renouvellement : 31-01-2014, échéance en 2017	
	BERI 21 SA	Président du CS
	SPBI SA	Administrateur
	CNB SASU	Administrateur
	O'HARA SA	Administrateur
	BH SASU	Administrateur
	FONDATION BENETEAU	Président
	BERI 210 SARL	Gérant
BENETEAU ESPANA SA	Président	
L'OREAL SA (cotée)	Administrateur	

Mr	LYON-CAEN Yves	BENETEAU SA (cotée) 1er mandat : 28-01-2005 dernier renouvellement : 31-01-2014, échéance en 2017 BERI 21 SA SPBI SA CNB SASU IRM SASU BH SASU FONDATION BENETEAU SCI ODYSSEY BERI 210 SARL BERI 75 SARL GBI HOLDING SRL BENETEAU ITALIA SRL BIO HABITAT ITALIA UNIBAIL-RODAMCO SA (cotée) SUCRES et DENREES SA FEDERATION DES INDUSTRIES NAUTIQUES Fédération Européenne des Industries Nautiques	Président du CS Président du Directoire Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur Gérant Gérant Gérant Président du CA Administrateur Administrateur Administrateur Membre du CS Président du CA Vice-Président
Mr	BENETEAU Yvon	BENETEAU SA (cotée) 1er mandat : 28-01-2005 dernier renouvellement : 31-01-2014, échéance en 2017 BERI 21 SA SPBI SA NOVY 6 SAS NOVYCAT SARL FONDATION BENETEAU	Membre du CS Membre du Directoire Administrateur Président Gérant Administrateur
Mr	DUPE Luc	BENETEAU SA (cotée) 1er mandat : 28-01-2005 dernier renouvellement : 31-01-2014, échéance en 2017 BERI 21 SA SPBI SA O'HARA SA CNB SASU IRM SASU ELMA ASSOCIES SAS	Membre du CS Membre du Directoire représente BENETEAU SA, administrateur représente BENETEAU SA, administrateur représente BENETEAU SA, administrateur représente BENETEAU SA, administrateur Directeur Général Délégué

Mr	DE LABRIFFE Christian	BENETEAU SA (cotée) 1er mandat : 28-01-2005 dernier renouvellement : 31-01-2014, échéance en 2017 PARC MONCEAU SARL CHRISTIAN DIOR SA (cotée) CHRISTIAN DIOR COUTURE SA SAVEPAR SA (cotée) HDL Development SAS Fondation Nationale des Arts Graphiques et Plastiques	Membre du CS Gérant Administrateur Administrateur Président Directeur Général Administrateur Administrateur
Mr	GOUDANT Jean-Pierre	BENETEAU SA (cotée) 1er mandat : 07-11-2012 dernier renouvellement : 01-02-2013, échéance en 2016 Fédération des Industries nautiques	Membre du CS Vice-Président du CA
Mme	POURRE Catherine	BENETEAU SA (cotée) 1er mandat : 31-01-2014, échéance en 2017 NEOPOST SA (cotée) SEB SA (cotée) U&R Management BV (Groupe Unibail-Rodamco) Unibail Management SAS (Groupe Unibail- Rodamco) UNCL (Union Nationale pour la Course au Large) Class 40	Membre du CS Membre du CA Membre du CA Membre du Management Board Directeur Général Délégué Présidente Membre du CA
Mr	BRIGNON Claude	BENETEAU SA (cotée) 1er mandat : 31-01-2014, échéance en 2017 Essilor Manufacturing (Thailand) Co. Ltd Essilor Optical Laboratory (Thailand) Co. Ltd	Membre du CS Director Director
Mr	ROUX Louis- Claude	BENETEAU SA (cotée) 1er mandat : 31-01-2014, échéance en 2017 BERI 21 SA	Membre du CS Membre du Directoire
Mr	BENETEAU Benjamin	BENETEAU SA (cotée) 1er mandat : 31-01-2014, échéance en 2017 BERI 21 SA	Membre du CS Membre du CS

Rémunérations des Mandataires SociauxRémunérations et options et actions attribuées à chaque dirigeant **mandataire social**

En euros			31/08/2014		31/08/2013	
Nom	Fonction		Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
CATHELINAIS Bruno	Président du Directoire Bénéteau SA	Rémunération fixe	343 854	343 854	351 146	351 146
		Rémunération variable	67 200	53 600	17 150	0
		Rémunération exceptionnelle	0	0	0	0
		jetons de présence	27 500	27 500	27 500	27 500
		Avantages en natures	6 321	6 321	6 321	6 321
TOTAL			444 875	431 275	402 117	384 967
GUST Dieter	Membre du Directoire Bénéteau SA	Rémunération fixe	247 848	247 848	264 235	264 235
		Rémunération variable	60 515		9 100	
		Rémunération exceptionnelle				
		jetons de présence	11 000	11 000	11 000	11 000
	Avantages en natures	6 313	6 313	7 061	7 061	
TOTAL			325 676	265 161	291 396	282 296
DE MARIA Carla	Membre du Directoire Bénéteau SA	Rémunération fixe	300 000	300 000	300 000	300 000
		Rémunération variable	156 537	143 222	143 313	115 843
		Rémunération exceptionnelle				
		jetons de présence	5 500	5 500	5 500	5 500
	Avantages en natures					
TOTAL			462 037	448 722	448 813	421 343
DUTHOIT Aymeric	Membre du Directoire Bénéteau SA	Rémunération fixe	157 842	157 842	163 240	163 240
		Rémunération variable	212	15 183	14 983	36 927
		Rémunération exceptionnelle	0	0	0	0
		jetons de présence	11 000	11 000	11 000	11 000
	Avantages en natures	2 520	2 520	2 520	2 520	
TOTAL			171 574	186 545	191 743	213 687
CHAPELEAU Jean Paul	Membre du Directoire Bénéteau SA	Rémunération fixe	192 261	192 261		
		Rémunération variable	0	19 331		
		Rémunération exceptionnelle	0	0		
		jetons de présence	5 500	5 500		
	Avantages en natures	3 894	3 894			
TOTAL			201 655	220 986		

Tableau de synthèse des rémunérations et des options et actions attribuées à chaque dirigeant **mandataire social**

Nom	Fonction	Nature	31/08/2014	31/08/2013
CATHELINAIS Bruno	Président du Directoire	Rémunération dûe au titre de l'exercice	444 875	402 117
	Beneteau SA	Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	0	0
		Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice	0	0
GUST Dieter	Membre du Directoire	Rémunération dûe au titre de l'exercice	325 676	291 396
	Beneteau SA	Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	0	0
		Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice	0	0
DE MARIA Carla	Membre du Directoire	Rémunération dûe au titre de l'exercice	462 037	448 813
	Beneteau SA	Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	0	0
		Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice (*)	719 590	0
DUTHOIT Aymeric	Membre du Directoire	Rémunération dûe au titre de l'exercice	171 574	191 743
	Beneteau SA	Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	0	0
		Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice	0	0
CHAPELEAU Jean Paul	Membre du Directoire	Rémunération dûe au titre de l'exercice	201 655	
	Beneteau SA	Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	0	
		Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice (*)	719 590	

(*) juste valeur des actions attribuées selon la méthode utilisée pour l'établissement des comptes consolidés

	Dirigeant mandataire social	Contrat de travail	Régime de retraite supplémentaire	Indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus en raison de la cessation ou du changement de fonctions	Indemnités relatives à une clause de non concurrence
Nom Fonction Date début de mandat Date fin de mandat	CATHELINAIS BRUNO Président du Directoire Beneteau SA	non	oui	non	non
	28/01/2005 janv-15				
Nom Fonction Date début de mandat Date fin de mandat	GUST DIETER Membre du directoire Bénéteau SA	oui	oui	non	non
	28/01/2005 janv-15				
Nom Fonction Date début de mandat Date fin de mandat	DE MARIA CARLA Membre du directoire Bénéteau SA	oui	oui	non	non
	31/08/2011 janv-15				
Nom Fonction Date début de mandat Date fin de mandat	DUTHOIT AYMERIC Membre du directoire Bénéteau SA	oui	oui	non	non
	01/01/2010 janv-15				
Nom Fonction Date début de mandat Date fin de mandat	CHAPELEAU JEAN PAUL Membre du directoire Bénéteau SA	oui	oui	non	non
	01/01/2014 janv-15				

Jetons de présence et autres rémunérations perçus par les mandataires sociaux **non dirigeants**

<i>En euros</i>			31/08/2014		31/08/2013	
Nom	Fonction	Nature	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
LYON CAEN Yves	Président du conseil de surveillance	Jetons de présence	48 000	48 000	48 000	48 000
		Autres rémunérations	328 744	265 144	242 575	234 000
ROUX Annette	Vice Président du Conseil de surveillance	Jetons de présence	50 000	50 000	50 000	50 000
		Autres rémunérations	100 000	100 000	100 000	100 000
DELANNOY Eric	Membre du Conseil de surveillance	Jetons de présence	8 600	8 600	14 500	14 500
		Autres rémunérations				
De LABRIFFE Christian	Membre du Conseil de surveillance	Jetons de présence	23 000	23 000	23 000	23 000
		Autres rémunérations				
GONNORD Yvon	Membre du Conseil de surveillance	Jetons de présence	6 200	6 200	17 500	17 500
		Autres rémunérations				
GOUDANT Jean Pierre	Membre du Conseil de surveillance	Jetons de présence	31 500	31 500	14 500	14 500
		Autres rémunérations				
POURRE Catherine	Membre du Conseil de surveillance	Jetons de présence	10 400	10 400		
		Autres rémunérations				
BRIGNON Claude	Membre du Conseil de surveillance	Jetons de présence	22 900	22 900		
		Autres rémunérations				
BENETEAU Yvon	Membre du Conseil de surveillance	Jetons de présence	27 000	27 000	33 000	33 000
		Autres rémunérations	42 556	42 556	42 556	42 556
DUPE Luc	Membre du Conseil de surveillance	Jetons de présence	16 000	16 000	22 000	22 000
		Autres rémunérations	57 696	39 996	139 539	139 539
BENETEAU Benjamin	Membre du Conseil de surveillance	Jetons de présence	11 733	11 733		
		Autres rémunérations	54 117	54 117		
ROUX Louis Claude	Membre du Conseil de surveillance	Jetons de présence	11 067	11 067		
		Autres rémunérations	46 306	46 306		

Opérations sur actions réalisées par les mandataires sociaux

1. Options d'Achats d'Actions

Etat des options d'achats d'actions attribuées au 31-08-2014

Date d'attribution	Nombre d'actions attribuées	Date d'échéance	Prix d'exercice	Options exercées avant 2013-2014	Options exercées en 2013-2014	Options non exercées au 31-08-2014
03-10-2001	450.000	03-10-2011	5,96	422.950	0	27.050*
13-02-2003	450.000	13-02-2013	6,456	381.610	0	68.390**
30-08-2006	72.500	30-08-2016	12,564	1.300	0	71.200

* les 27.050 actions non exercées à l'échéance du 3-10-2011, ont été reclassées

** les 68.390 actions non exercées à l'échéance du 13-02-2013, ont été reclassées

Options consenties au cours de l'exercice 2013-2014 aux mandataires sociaux

Néant

Options exercées au cours de l'exercice 2013-2014 par les mandataires sociaux

Néant

2. Attributions Gratuites d'Actions

Etat des attributions gratuites d'actions attribuées au 31-08-2014

Date d'attribution	Nombre d'actions attribuées	Valeur unitaire des actions attribuées
09-05-2012	1.264.700	8,084 (cours de clôture du 9-05-2012)
29-04-2014	212.000	12,005 (cours de clôture du 29-04-2014)

Attributions gratuites d'actions consenties au cours de l'exercice 2013-2014 aux mandataires sociaux

Nom	Nombre d'actions attribuées	Valeur unitaire des actions attribuées
Carla DEMARIA	75.000	12,005 (cours de clôture du 29-04-2014)
Jean-Paul CHAPELEAU	75.000	12,005 (cours de clôture du 29-04-2014)

Attributions gratuites d'actions attribuées définitivement au cours de l'exercice 2013-2014 aux mandataires sociaux

Néant

3. Opérations réalisées par les mandataires sociaux au cours de l'exercice 2013-2014

Noms	Nature de l'opération	Date de réalisation	Nombre de titres	Montant
Dieter GUST	Cession	24-09-2013	3.200	39.155 €
Dieter GUST	Cessions	10, 13 & 14-01-2014	10.000	128.029 €

COMPTES CONSOLIDÉS**Compte de résultat consolidé au 31 août 2014**

En milliers d'euros	Note	31/08/2014	31/08/2013
Chiffre d'affaires	Note 18	808 454	815 358
Variation des stocks de produits finis et en-cours		(6 808)	13 850
Autres produits de l'activité		1 501	1 986
Achats consommés		(393 324)	(424 872)
Charges de personnel	Note 19	(232 870)	(234 459)
Charges externes	Note 20	(89 466)	(94 879)
Impôts et taxes		(18 825)	(18 858)
Amortissements		(56 324)	(56 146)
Autres charges opérationnelles courantes	Note 21	(4 056)	(2 295)
Autres produits opérationnels courants	Note 21	3 413	1 343
Résultat opérationnel courant	Note 18	11 695	1 028
Autres produits opérationnels	Note 22	(2 553)	0
Résultat opérationnel		9 142	1 028
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	Note 23	311	202
Coût de l'endettement financier brut	Note 23	(2 750)	(2 477)
Coût de l'endettement financier net	Note 23	(2 439)	(2 275)
Autres produits financiers	Note 23	3 622	286
Autres charges financières	Note 23	(1 586)	(646)
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence		3 090	2 643
Charge d'impôt sur les résultats	Note 24	(2 405)	(636)
Résultat net de l'ensemble consolidé		9 424	400
Part des intérêts minoritaires		231	(335)
Résultat net (part du groupe)		9 193	735
<i>En €</i>			
Résultat de base net par action	Note 25	0,11	0,01
Résultat net dilué par action	Note 25	0,11	0,01

Etat du résultat global

en milliers d'euros		31/08/2014	31/08/2013
Etat du résultat global	Eléments qui ne seront pas retraités en résultat ultérieurement		
	Ecart actuariels	(4 508)	0
	Effet impôt	1 564	0
	Sous total	(2 944)	0
	Eléments qui seront retraités en résultat ultérieurement		
	Ecart de conversion	51	659
	Variation de juste valeur des instruments financiers de couverture	353	(181)
	Variation de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	0	0
	Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence	0	0
	Effet impôt	(137)	65
	Sous total	267	543
	Sous-total gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(2 677)	543
	Résultat net de la période	9 424	400
	Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	6 747	943
	Dont quote-part attribuable aux propriétaires de la société mère	6 516	1 278
	Dont quote-part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	231	(335)

Bilan consolidé au 31 août 2014

ACTIF – en milliers d’euros	<i>Note</i>	31/08/2014	31/08/2013
Goodwill	<i>Note 5</i>	79 174	63 335
Autres immobilisations incorporelles	<i>Note 5</i>	30 582	9 348
Immobilisations corporelles	<i>Note 5</i>	294 802	281 696
Participations dans les entreprises associées et co-entreprises	<i>Note 5</i>	26 304	23 215
Actifs financiers non courants	<i>Note 5</i>	180	194
Actifs d’impôts différés	<i>Note 24</i>	8 802	4 858
Actifs non courants		439 844	382 646
Stocks et en-cours	<i>Note 6</i>	191 819	183 070
Clients et comptes rattachés	<i>Note 7</i>	125 243	94 872
Autres créances	<i>Note 8</i>	38 572	36 834
Actif d’impôt courant	<i>Note 8</i>	9 672	2 968
Trésorerie et équivalents de trésorerie	<i>Note 9</i>	38 157	45 532
Actifs courants		403 463	363 276
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	<i>Note 10</i>	2 838	4 665
Total Actif		846 145	750 587

Bilan consolidé au 31 août 2014 (suite)

CAPITAUX PROPRES ET PASSIF – en milliers d'euros	<i>Note</i>	31/08/2014	31/08/2013
Capital		8 279	8 279
Primes		27 850	27 850
Autocontrôle	<i>Note 11</i>	(12 918)	(13 193)
Réserves consolidées		471 731	471 366
Résultat consolidé		9 193	735
Capitaux propres (Part du groupe)	<i>Note 11</i>	504 133	495 037
Intérêts minoritaires		312	(28)
Total Capitaux propres		504 445	495 009
Provisions	<i>Note 12</i>	3 332	3 376
Engagements envers le personnel	<i>Note 13</i>	22 199	16 090
Dettes financières	<i>Note 14</i>	12 721	10 843
Passifs non courants		38 252	30 309
Emprunts à court terme et partie courante des emprunts à long terme	<i>Note 14</i>	78 571	24 769
Fournisseurs et autres créditeurs	<i>Note 15</i>	80 148	67 164
Autres dettes	<i>Note 15</i>	118 052	114 417
Autres provisions	<i>Note 12</i>	22 475	17 972
Dettes d'impôts exigible	<i>Note 15</i>	3 643	948
Passifs courants		302 889	225 270
Passifs destinés à la vente	<i>Note 10</i>	559	0
Total Capitaux propres et passif		846 145	750 587

Tableau de variation des capitaux propres

en milliers d'euros	Capital émis	Primes	Actions propres	Réserves consolidées	Réserv. Convers.	Résultat	Capitaux propres, Part du groupe	Int. Mino-ritaires	Total des capitaux propres
Situation nette au 31/08/2012	8 279	27 850	(14 814)	481 189	(9 905)	(734)	491 865	287	492 152
Résultat 2012/2013						735	735	(335)	400
Autres éléments du résultat global				(116)	659		543		543
Résultat global 2012/2013				(116)	659	735	1 278	(335)	943
Affectation du résultat 2011/2012				(734)		734	0		0
Distribution de dividendes				(5)			(5)	(5)	(10)
Ecart de conversion					(1 684)		(1 684)	25	(1 659)
Mouvements sur actions propres			1 621	(41)			1 580	0	1 580
Autres (1)				2 003			2 003	0	2 003
Situation nette au 31/08/2013	8 279	27 850	(13 193)	482 296	(10 930)	735	495 037	(28)	495 009
Résultat 2013/2014						9 193	9 193	231	9 424
Autres éléments du résultat global				(2 728)	51		(2 677)		(2 677)
Résultat global 2013/2014				(2 728)	51	9 193	6 516	231	6 747
Affectation du résultat 2012/2013				735		(735)	0		0
Distribution de dividendes				0			0	0	0
Ecart de conversion					147		147	(9)	138
Mouvements sur actions propres			275	(17)			258	0	258
Autres (1)				2 175			2 175	118	2 293
Situation nette au 31/08/2014	8 279	27 850	(12 918)	482 461	(10 732)	9 193	504 133	312	504 445

(1) détail des autres variations

- Norme IFRS 2

2 175 k€ (note 19)

Tableau de trésorerie

en milliers d'€	2013-2014	2012-2013
Opérations d'exploitation		
Résultat net de l'exercice	6 334	-2 243
Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'exploitation	55 269	60 924
<i>Amortissements et provisions</i>	58 151	62 191
<i>Plus ou moins-values de cession</i>	(782)	(526)
<i>Impôts différés</i>	(2 100)	(741)
Marge brute d'autofinancement	61 603	58 681
Incidence de la variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	(25 656)	(20 675)
<i>Stocks et encours</i>	4 596	(7 476)
<i>Créances</i>	(31 056)	(12 440)
<i>Impôt exigible</i>	(4 095)	4 288
<i>Dettes</i>	4 900	(5 048)
Total 1 - Flux de trés.prov.de l'exploitation	35 947	38 006
Opérations d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations	(60 820)	(61 405)
Cessions d'immobilisations	5 360	4 106
Créances - Dettes sur immobilisations	(905)	2 814
Incidence des variations de périmètre	(42 173)	0
Total 2 - Flux de trés.aff.aux opér.d'investissement	(98 538)	(54 485)
Opérations de financement		
Variation de capital	0	0
Autres flux liés aux opérations de financement	117	0
Actions propres	257	1 580
Dividendes versés aux actionnaires	0	(10)
Encaissements provenant de dettes financières	45 638	161
Remboursements de dettes financières	(8 572)	(12 694)
Total 3 - Flux de trés.aff.aux opér.de financement	37 440	(10 963)
VARIATION DE TRESORERIE (1+2+3)	(25 151)	(27 441)
Trésorerie à l'ouverture	34 688	59 835
Trésorerie à la clôture	8 820	34 688
Incidence des var.de cours des devises	(717)	2 295
Variation	(25 151)	(27 442)
Dont		
Autres VMP	12 745	13 084
Disponibilités	25 412	32 448
Comptes bancaires créditeurs	(29 337)	(10 844)

Note 1 - Informations relatives à l'entreprise

Cotée sur Euronext Paris, Bénéteau SA est une société anonyme de droit français.

Le groupe a deux activités principales :

- la conception, fabrication et commercialisation auprès d'un réseau international de concessionnaires, de bateaux à voile et à moteur, activité regroupée sous la dénomination du secteur « Bateaux ». Le groupe est numéro 1 des constructeurs de voiliers - monocoques et multicoques - et un des principaux acteurs sur le marché mondial des bateaux à moteur ;
- la conception, fabrication et commercialisation de résidences mobiles de loisirs, et la fabrication et commercialisation de logements à ossature bois, activité regroupée sous la dénomination du secteur « Habitat ».

Les autres activités du groupe sont considérées comme des éléments de réconciliation au niveau de l'information sectorielle donnée en note 18.

Les états financiers consolidés au 31 août 2014 reflètent la situation comptable de la société et de ses filiales (ci après « Le groupe »).

Le Directoire du 6 novembre 2014 a arrêté les comptes annuels consolidés et a autorisé la publication des états financiers arrêtés au 31 août 2014. Ces comptes seront soumis à l'approbation de la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Note 2 - Faits marquants de l'exercice

Le groupe Bénéteau a procédé le 23 juin 2014 à l'acquisition aux Etats-Unis de la société Rec Boat Holdings LLC, spécialisée dans la conception, la fabrication et la commercialisation de bateaux à moteurs et qui détient les marques FourWinns, Glastron, Wellcraft et Scarab.

Cette acquisition s'inscrit dans le cadre de la stratégie de développement que le groupe poursuit sur le marché du bateau à moteur en Amérique du Nord.

La société réalise un chiffre d'affaires d'environ 150 millions de dollars emploie 475 salariés. Elle est entrée dans le périmètre de consolidation du groupe en date du 23 juin 2014.

Note 3 - Méthodes comptables

Les comptes annuels sont présentés pour la période close au 31 août 2014 en appliquant la totalité des normes IFRS publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board) et adoptées par l'Union Européenne.

A- Incidence de l'intégration de Rec Boat Holdings LLC

Le groupe a réalisé l'acquisition de la société Rec Boat Holdings LLC à hauteur de 100% via sa filiale Bénéteau Inc.

En application de la norme IFRS 3, le groupe a identifié les actifs acquis et passif repris en les valorisant à la juste valeur à la date d'acquisition. Le tableau ci-dessous présente la juste valeur à la date d'acquisition des actifs et passifs identifiables de Rec Boat Holdings LLC :

en milliers de dollars

Immobilisations incorporelles nettes	23 676
Immobilisations corporelles nettes	18 918
Autres actifs non courants	0
Actif d'impôts différés	479
Actifs non courants	43 073
Stocks en encours	17 066
Clients et comptes rattachés	1 675
Autres créances	167
Actif d'impôt courant	0
Trésorerie et équivalent de trésorerie	500
Actifs courants	19 408
TOTAL ACTIF	62 481
Provisions	204
Engagement envers le personnel	612
Dettes financières	1 141
Passifs non courants	1 957
Emprunt à court terme et partie courante des emprunts à long terme	0
Fournisseurs et autres créditeurs	11 777
Autres dettes	6 419
Autres provisions	8 188
Dettes d'impôt exigible	29
Passifs courants	26 413
TOTAL ACTIF NET	34 111
Contrepartie transférée	54 999
Goodwill	20 888

Les actifs et les passifs reconnus pourront être ajustés par la suite pendant un délai maximum de 12 mois à compter de la date d'acquisition.

Le prix d'acquisition n'intègre pas la prise en compte d'un complément de prix prévu en cas d'EBITDA supérieur à 6,9 millions de dollars au 31 décembre 2015.

L'incidence de Rec Boat Holdings LLC sur les comptes consolidés est limitée compte tenu de la date d'acquisition. Si l'acquisition avait été réalisée au 1^{er} septembre 2013, la contribution aurait été la suivante :

en milliers d'euros	Depuis la date d'acquisition	Si la société avait été acquise au 1 ^{er} septembre 2013
Produit des activités ordinaires	15 226	88 429
Résultat opérationnel courant	(1 964)	(7 270)

B- Incidence du changement d'estimation sur la valorisation des stocks de produits finis et encours

Des changements d'estimation sur la valorisation des stocks de produits finis et d'encours ont des incidences sur les comptes consolidés du groupe pour l'exercice 2013/2014.

Ces modifications sont intervenues dans le cadre :

- de l'harmonisation des méthodes de valorisation rendue nécessaire dans le cadre du projet de migration des SI du groupe.
- de la prise en compte de la multiplication des gammes et de la diminution des quantités produites par modèle.

Ces changements d'estimation portent principalement sur 2 éléments :

- Le calcul du taux horaire : harmonisation des modalités de calcul et notamment du niveau de frais indirects de production incorporés dans les stocks ; prise en compte du CICE ;
- L'harmonisation des temps de production retenus, en utilisant un temps méthode optimum.

Ces changements ont un impact favorable sur la valorisation des stocks, correspondant à 2,3% de leur valeur au 31 août 2014.

Incidence des nouvelles normes, amendements de normes existantes

Les nouvelles normes, amendements de normes existantes et interprétations qui sont d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} septembre 2013 n'ont pas eu d'incidence significative sur les comptes et le résultat des opérations du groupe.

Les nouvelles normes, amendements de normes existantes et interprétations qui sont d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er octobre 2014 n'ont pas été adoptés par anticipation par le groupe à savoir :

- IFRS10, 11 et 12 Consolidation
- Amendements IAS32 « instruments financiers : présentation – compensation d'actifs financiers et de passifs financiers »
- IFRIC 21 « taxes prélevées par une autorité publique ».

Le groupe Bénéteau est en cours d'appréciation des conséquences pratiques de ces nouveaux textes et des effets de leur application dans les comptes.

3.1. Présentation des états financiers consolidés

Les notes et tableaux suivants sont présentés en milliers d'euros, sauf indication contraire.

Sont considérés comme « actifs courants », les actifs destinés à être cédés ou consommés dans le cadre du cycle normal d'exploitation, ou dans les douze mois suivant la clôture, ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

Les « dettes courantes » sont constituées des dettes échues au cours du cycle normal d'exploitation ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice.

Les autres actifs ou dettes sont considérés comme « non courants ».

La préparation des états financiers consolidés nécessite de la part de la direction du groupe l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants comptabilisés dans les états financiers.

Ces estimations et hypothèses sous-jacentes sont établies et revues de manière constante à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de manière continue. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période du changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par ce changement.

Estimation		Nature de l'information communiquée
Note 3.5.1	Principales acquisitions, cessions et variations de périmètre	Le cas échéant, présentation des principales méthodes et hypothèses de valorisation retenues dans le cadre de l'identification des actifs incorporels lors des regroupements d'entreprises
Note 13	Avantages du personnel	Taux d'actualisation, d'inflation, de rendement des actifs du régime, taux de progression des salaires
Note 11.2 et 19	Rémunération en actions	Modèle, hypothèses sous-jacentes à la détermination des justes-valeurs
Note 12	Provisions	Hypothèses sous-jacentes à l'appréciation et à l'estimation des risques
Note 24.2	Impôt sur les sociétés	Hypothèses retenues pour la reconnaissance des impôts différés actifs et les modalités d'application de la législation fiscale

3.2. Méthodes de consolidation

Filiales

Une filiale est une entité contrôlée par le groupe. Le contrôle existe lorsque le groupe a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de l'entité afin d'obtenir des avantages de ses activités. Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

Entreprises associées et co-entreprises :

Les entreprises associées sont les entités pour lesquelles la société a une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles sans en avoir le contrôle. Les entreprises associées et les co-entreprises sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Les états financiers consolidés incluent la quote-part du groupe dans le montant total des profits et pertes comptabilisés par les entreprises mises en équivalence et co-entreprises.

Méthodes appliquées au groupe

Au 31 août 2014, les sociétés du groupe sont contrôlées de façon exclusive par Bénéteau SA. Les comptes de ces sociétés sont donc consolidés par intégration globale ; seules les sociétés SGB Finance et Habitat d'Avenir sur laquelle le groupe exerce un contrôle conjoint, dont le pourcentage de contrôle est respectivement de 49% et 50% sont consolidées par mise en équivalence.

Les soldes bilanciaux, les produits et les charges latents résultant des transactions intragroupe sont éliminés lors de la préparation des états financiers consolidés. Les gains et les pertes latents découlant des transactions avec les entreprises associées sont éliminés par la contrepartie des titres mis en équivalence.

Le périmètre de consolidation et la liste des filiales sont présentés en note 4.

3.3. Méthode de conversion

Les états financiers des filiales étrangères sont convertis, pour le bilan au cours de la devise étrangère à la clôture, et pour le compte de résultat au cours moyen de l'exercice. Ce cours moyen est une valeur approchée du cours à la date de transaction en l'absence de fluctuation significative.

Les écarts de change liés aux opérations réciproques d'exploitation sont classés en charges ou produits financiers selon le cas.

3.4 Valorisation des actifs incorporels

3.4.1 Regroupement d'entreprise et goodwill

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés par application de la méthode de l'acquisition en date d'acquisition, qui est la date à laquelle le contrôle est transféré au groupe. Le contrôle est le pouvoir de diriger les politiques financiers et opérationnelles d'une entité afin d'obtenir des avantages de ses activités. Pour apprécier le contrôle, le groupe prend en compte les droits de vote potentiels qui sont actuellement exerçables.

A la date d'acquisition, le goodwill correspond à la somme de la contrepartie transférée et des participations ne donnant pas le contrôle minorée du montant net comptabilisé (généralement à la juste valeur) au titre des actifs identifiables acquis et passifs repris.

Quand la différence est négative, un profit au titre de l'acquisition à des conditions avantageuses est comptabilisé immédiatement en résultat.

La contrepartie transférée exclut les montants relatifs au règlement des relations préexistantes. Ces montants sont généralement comptabilisés en résultat.

Les coûts liés à l'acquisition, autres que ceux liés à l'émission d'une dette ou de titres de capital, que le groupe supporte du fait d'un regroupement d'entreprises sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus. La contrepartie transférée exclut les montants relatifs au règlement des relations préexistantes.

3.4.2 Frais de recherche et développement

Les immobilisations incorporelles acquises sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et les autres immobilisations incorporelles créées en interne sont comptabilisées à leur coût de revient.

Lorsque leur durée d'utilité est définie, les immobilisations incorporelles sont amorties sur la durée d'utilisation attendue par le groupe. Cette durée est déterminée au cas par cas en fonction de la nature et des caractéristiques des éléments inclus dans cette rubrique.

Lorsque leur durée d'utilité est indéfinie, les immobilisations incorporelles ne sont pas amorties mais sont soumises à des tests annuels systématiques de perte de valeur. Ainsi, les immobilisations incorporelles à durée d'utilité définie sont valorisées au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéfinie sont valorisées au coût diminué du cumul des pertes de valeur.

Les principales catégories d'immobilisations incorporelles correspondent aux frais de développements.

Les coûts de développement, nets des crédits d'impôt recherche associés, sont inscrits en immobilisations incorporelles lorsque les conditions d'activation répondant aux critères suivants sont réunies :

- Les projets sont clairement identifiés et les coûts s'y rapportant sont individualisés et évalués de façon fiable.
- La faisabilité technique des projets est démontrée. Il existe une intention et la capacité de terminer les projets et d'utiliser ou vendre les produits issus des projets. Il existe un marché potentiel pour la production issue de ces projets ou bien leur utilité en interne est démontrée.

Les ressources nécessaires pour mener les projets à leur terme sont disponibles.

Le groupe estime qu'elle est en mesure de satisfaire aux conditions décrites ci-dessus. Par conséquent, ses projets de développement engagés pour la réalisation des moules sont immobilisés, car ils font partie de projets individualisés et leur recouvrabilité future peut raisonnablement être considérée comme assurée.

3.5. Dépréciation des actifs non financiers

3.5.1 Goodwill

La valeur des actifs incorporels à durée de vie indéfinie incluant le goodwill est revue annuellement. Un test de dépréciation est réalisé au minimum lors de chaque clôture annuelle et à chaque fois qu'il existe un indice de perte de valeur.

La principale valeur qui figure à l'actif concerne l'Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) IRM, incluse dans l'activité Habitat. Les hypothèses suivantes ont été retenues pour réaliser le test de dépréciation sur le goodwill IRM :

- le taux d'actualisation retenu s'élève à 6,74%, contre 8,29% au 31 août 2013 intégrant un coût des fonds propres de 7,95% et un coût net de la dette de 1,89%
- les cash-flows ont été calculés à partir d'un plan à 3 ans, dont les hypothèses sont déterminées sur la base du business plan arrêté par le Directoire du groupe. Il n'existe pas d'autres scénarii d'activité que ce dernier. Les performances intégrées dans ce business plan sont proches des données historiques. Par ailleurs, ils ont été calculés sur la base d'un BFR de clôture (méthode utilisée lors de l'acquisition de la société par le groupe Bénéteau).
- le taux de croissance à l'infini a été retenu à 1%.

Les performances intégrées dans le business plan tiennent compte des performances historiques.

Compte tenu des éléments disponibles, nous n'avons pas identifié d'hypothèse clé jugée raisonnable qui puisse conduire à une dépréciation. Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable de l'UGT, une perte de valeur est enregistrée en résultat pour la différence ; elle est imputée en priorité sur les goodwill affectés à l'UGT puis à la réduction de la valeur comptable des autres actifs de l'entité au prorata de la valeur nette comptable de chaque actif de l'unité.

La sensibilité aux différents paramètres inclus dans le test de dépréciation est décrite ci-dessous :

- Le taux d'actualisation à partir duquel une dépréciation serait à constater s'élève à 7,90%.
- Une baisse du taux de marge sur coût directe de plus de 3,25% par rapport à celle intégrée dans les prévisions conduirait à une dépréciation.

L'acquisition de la société Rec Boat Holdings LLC a généré la constatation d'un nouveau goodwill pour une valeur de 20,9 millions de dollars.

Les hypothèses suivantes ont été retenues pour réaliser le test de dépréciation sur ce goodwill :

- le taux d'actualisation retenu s'élève à 12,6% intégrant un coût des fonds propres de 19,3% et un coût net de la dette de 3,6%
- les cash-flows ont été calculés à partir d'un plan à 5 ans, dont les hypothèses sont déterminées sur la base du business plan arrêté par la Direction de la société.
- le taux de croissance à l'infini a été retenu à 3%.

Compte tenu des éléments disponibles, nous n'avons pas identifié d'hypothèse clé jugée raisonnable qui puisse conduire à une dépréciation. Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable de l'UGT, une perte de valeur est enregistrée en résultat pour la différence ; elle est imputée en priorité sur les goodwill affectés à l'UGT puis à la réduction de la valeur comptable des autres actifs de l'entité au prorata de la valeur nette comptable de chaque actif de l'unité.

3.5.2 Frais de développement

Les frais de développement qui se rattachent à la conception de moules sont amortis en linéaire sur une durée comprise entre 3 et 6 ans selon les caractéristiques du modèle. Les autres frais de développement sont amortis sur une durée de 5 ans.

3.5.3 Autres immobilisations incorporelles

L'amortissement est comptabilisé comme une charge, de manière linéaire, en fonction de la durée d'utilité estimée de l'actif incorporel suivant:

- | | |
|----------------------------------|-----------------------------------|
| - Concessions, brevets, licences | sur la durée de validité du dépôt |
| - Logiciels | entre 1 et 3 ans |

Ils font l'objet de test de perte de valeur lorsqu'il existe un indice de perte de valeur.

Les marques, non amortissables, font l'objet de test de dépréciation au minimum lors de chaque clôture annuelle et à chaque fois qu'il existe un indice de perte de valeur.

3.6. Actifs corporels immobilisés

Les immobilisations corporelles sont valorisées à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeurs éventuelles ou à leur coût de production pour la partie produite par le groupe.

Lorsqu'une immobilisation corporelle a des composants significatifs ayant des durées d'utilité différentes, ces composants sont comptabilisés séparément.

3.7. Amortissement et dépréciation des actifs corporels immobilisés

L'amortissement est comptabilisé comme charge de manière linéaire en fonction de la durée d'utilité estimée de l'actif corporel.

Les valeurs comptables des actifs corporels font l'objet d'un test de « perte de valeur » lorsque des événements ou changements de circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

Les durées d'utilité retenues sont les suivantes :

- | | |
|--|-------------|
| - aménagements sur terrains | 10 à 20 ans |
| - constructions d'exploitation | 20 ans |
| - installations et agencements des constructions | 10 à 20 ans |
| - matériel et outillage | 3 à 10 ans |
| - installations et agencements du matériel | 3 à 10 ans |
| - matériel de transport | 3 à 5 ans |
| - matériel et mobilier de bureau & informatique | 2 à 10 ans |

3.8. Contrats de location

Les contrats de location sont classés en tant que contrats de location financement s'ils transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et avantages économiques inhérents à la propriété des actifs loués. Ils sont comptabilisés, dès l'origine, au bilan à la juste valeur du bien loué, ou si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location.

Les actifs faisant l'objet d'une location financement sont amortis sur la durée d'utilité, correspondant le plus souvent à la durée du contrat.

Les autres contrats sont des locations simples. Les loyers sont comptabilisés en charges sur une base linéaire jusqu'à l'échéance du contrat.

3.9. Actifs et passifs financiers (hors dérivés)

Les actifs et passifs financiers sont constitués des créances clients, autres créances, dettes fournisseurs, emprunts et dettes financières.

Lors de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif financier, celui-ci est évalué à sa juste valeur, majoré le cas échéant des coûts de transaction directement imputables à l'acquisition.

Les actifs et passifs financiers classés dans les catégories « détenues à des fins de transaction » ou « disponibles à la vente » sont évalués à la juste valeur. Les variations de juste valeur sur investissements financiers détenus à des fins de transaction sont enregistrées en résultat. Les variations de juste valeur sur investissements financiers disponibles à la vente sont comptabilisées en autres éléments du résultat global sur une ligne distincte jusqu'à ce que l'investissement financier soit vendu ou sorti d'une autre manière. Une dépréciation doit être comptabilisée lorsqu'il y a une baisse de valeur significative ou durable.

La juste valeur est déterminée par référence au prix du marché publié à la date de clôture pour les investissements financiers activement négociés sur un marché financier organisé. Pour les autres, elle est déterminée par référence à un instrument quasi-identique traité sur un marché, ou par actualisation des flux futurs de trésorerie attendus de l'actif.

Conformément à IFRS 7 révisée, les actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur ont été classés en fonction des niveaux de juste valeur précisée par la norme :

- Niveau 1 : la juste valeur correspond à la valeur de marché des instruments cotés sur un marché actif
- Niveau 2 : l'évaluation de la juste valeur repose sur une valorisation s'appuyant sur des données observables
- Niveau 3 : l'évaluation de la juste valeur repose sur une valorisation s'appuyant sur des données non observables.

3.10. Stocks et encours

Les stocks de matières, marchandises et autres approvisionnements sont évalués selon la méthode du premier entré / premier sorti.

Le coût de production des produits finis et travaux en cours comprend, outre le coût direct, les charges indirectes strictement imputables à la production, excluant les coûts de recherche et de service après-vente. Les coûts indirects comprennent l'ensemble des frais généraux de production, des bureaux d'étude ainsi que les coûts d'assurance et dotations aux amortissements. Ces coûts sont ensuite alloués sur la base des heures de production.

Les provisions pour dépréciation sont calculées par différence entre la valeur brute déterminée selon les principes ci-dessus et la valeur nette probable de réalisation. Cette valeur nette probable de réalisation correspond au prix de vente attendu du stock considéré.

3.11. Actifs destinés à la vente

Les actifs non courants ou les groupes d'actifs et passifs sont classés comme actifs détenus en vue de la vente, s'il est hautement probable qu'ils soient recouverts principalement par le biais d'une vente ou d'une distribution plutôt que par l'utilisation continue.

Immédiatement avant leur classement comme détenus en vue de la vente, les actifs ou les composants du groupe destiné à être cédé sont évalués selon les autres principes comptables du groupe.

Ensuite, les actifs (ou le groupe destiné à être cédé) sont comptabilisés au montant le plus faible entre la valeur comptable et la juste valeur diminuée des coûts de la vente. Toute perte de valeur au titre d'un groupe destiné à être cédé est affectée d'abord au goodwill, puis aux autres actifs et passifs au prorata de leur valeur comptable, à l'exception toutefois des stocks, des actifs financiers, des actifs d'impôts différés, des actifs générés par des avantages du personnel, des immeubles de placement et

des actifs biologiques qui continuent d'être évalués selon les autres principes comptables du groupe qui leur sont applicable.

Les pertes de valeur résultant du classement d'un actif (ou groupe d'actifs et passifs) comme détenu en vue de la vente ainsi que les profits et pertes au titre des évaluations ultérieures sont comptabilisées en résultat.

3.12. Capital et réserves

Lorsque le groupe rachète ou vend ses propres actions, le montant payé ou encaissé et les coûts de transaction directement imputables sont comptabilisés comme une variation de capitaux propres. Les actions propres sont déduites du total des capitaux propres et classées sous la rubrique « Actions Propres ».

3.13. Avantages du personnel

Les avantages du personnel sont constitués exclusivement d'avantages postérieurs à l'emploi. Ils correspondent principalement aux médailles du travail et aux indemnités de départ à la retraite.

Indemnités de départ à la retraite

Le groupe provisionne les indemnités de départ à la retraite, sur la base des dispositions conventionnelles. Il s'agit d'un régime à prestations définies. L'évaluation de la provision est réalisée par un actuair indépendant selon la méthode des unités de crédit projetées, méthode comparable à celle effectuée pour les régimes à prestations définies, sur la base d'un taux d'actualisation de 2,3% contre 3,5% l'exercice précédent.

La sensibilité des engagements à une hausse de 1 point du taux d'actualisation s'élève à 3 428 milliers d'euros au 31 août 2014.

Conformément à l'option offerte par la norme IAS 19, le groupe Bénéteau comptabilise les écarts actuariels en autres éléments du résultat global. A ce titre, au cours de l'exercice, le groupe a diminué le taux de charges sociales des cadres de 0,59 points pour le porter de 59,93% à 59,34% et a augmenté le taux de charges sociales des non cadres de 1,15 points pour le porter de 47,09% à 48,24%. Par ailleurs, le taux d'actualisation utilisé a été abaissé de 1,2 points, passant de 3,5% à 2,3%.

Médailles du travail

Les médailles du travail sont liées à des accords d'entreprise s'appliquant aux différentes sociétés françaises du groupe. Il s'agit de gratifications supplémentaires versées, en une fois, aux salariés qui justifient, à date, d'une certaine ancienneté. Le groupe provisionne leur montant selon la probabilité de présence dans le groupe des salariés à la date du versement.

3.14. Paiements en actions

Les options de souscription ou d'achat d'actions accordées aux salariés doivent être évaluées à leur juste valeur, laquelle juste valeur doit être constatée dans le compte de résultat en contrepartie des réserves sur la période d'acquisition des droits d'exercice pour les salariés. La juste valeur des options a été déterminée en utilisant le modèle de valorisation Black & Scholes sur la base d'hypothèses déterminées par un actuair. La juste valeur des actions gratuites a été déterminée en utilisant le modèle MonteCarlo pour tenir compte des conditions de performances.

Les principales données retenues pour le calcul de la juste valeur sont :

- le cours de l'action à la date d'attribution
- la moyenne des 20 derniers cours de bourse
- le taux de dividende par action
- la volatilité du titre
- le taux sans risque
- la durée d'acquisition des droits
- le turnover

- les conditions de performance : concernant les plans en vigueur au 31 août 2014, lorsqu'elles s'appliquent, les conditions de performances portent sur l'évolution de l'action Bénéteau par rapport à l'indice SBF120.

3.15. Provisions

Les provisions sont comptabilisées si les conditions suivantes sont remplies : lorsque le groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé ; s'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation, et s'il est possible d'estimer de manière fiable le montant de l'obligation.

Les principaux risques couverts sont des litiges commerciaux, garanties constructeur, litiges fiscaux, litiges prud'homaux.

3.16. Gestion des risques financiers

Risque de crédit client

Ce risque concerne les créances commerciales. Il s'agit d'un risque de perte financière pour le groupe dans le cas où un client viendrait à manquer à ses obligations contractuelles.

Bateaux

La facturation intervient lors de la mise à disposition pour l'activité Bateaux (cf point 3.18).

Les clients règlent les sociétés dug, selon les conditions exposées au contrat de vente, comptant avant l'enlèvement sauf obtention d'un accord de financement ou obtention d'une garantie bancaire.

Le risque d'impayé sur cette activité est donc limité.

Habitat

Les clients de l'activité « Habitat » essentiellement français bénéficient de délais de règlement. Le service crédit management réalise systématiquement une analyse financière préalablement à l'ouverture d'un compte client, permettant de fixer le niveau d'encours accepté.

Cette démarche s'accompagne systématiquement d'une demande de couverture d'assurance crédit auprès de la Coface pour les commandes hors financement. La couverture de la Coface représente entre 30 et 50 % de l'en cours autorisé.

Autre risque de crédit

Ce risque concerne essentiellement les actifs financiers. Il s'agit d'un risque de perte financière pour le groupe dans le cas où une contrepartie à un instrument financier viendrait à manquer à ses obligations contractuelles.

Ce risque concerne principalement les placements que le groupe effectue en dépôt à terme ou certificats de dépôt auprès de cinq établissements bancaires de première qualité.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que le groupe éprouve des difficultés à remplir ses obligations relatives aux passifs financiers qui seront réglés par remise de trésorerie ou d'autres actifs financiers.

Le groupe dispose d'une trésorerie nette positive qui évolue avec le cycle d'exploitation.

Le groupe peut être amené à recourir à des moyens de financement pendant la période d'hiver. Il s'agit de lignes de crédit de court terme auprès des banques de première qualité. Il n'existe pas de covenants sur ces moyens de financement.

Risque de marché

Ce risque correspond au risque que des variations du prix de marché affectent le résultat du groupe.

Pour ses emprunts à moyen terme à taux variable, le groupe se couvre par des swaps de taux d'intérêts.

Afin de gérer son exposition aux risques de change découlant de son exploitation, le groupe n'utilise que des contrats de change à terme qui portent sur le dollar, le zloty et le real brésilien.

Les critères d'éligibilité à la comptabilité de couverture sont les suivants :

- existence formelle et documentée d'une relation de couverture lors de la mise en place de l'instrument financier
- efficacité attendue de la couverture, pouvant être mesurée de façon fiable et démontrée tout au long de la relation de couverture déterminée initialement

Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à l'origine à la juste valeur. Cette dernière est mise à jour à chaque clôture. Les écarts sont constatés en résultat, sauf dispositions dérogatoires de la comptabilité de couverture.

Pour les besoins de la comptabilité de couverture, les couvertures sont qualifiées soit de couverture de juste valeur lorsqu'elles couvrent l'exposition aux variations de la juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé, soit de couverture de flux de trésorerie lorsqu'elles couvrent l'exposition aux variations de flux de trésorerie attribuables à un actif ou à un passif comptabilisé ou à une transaction prévue.

3.17. Impôts

Les impôts différés sont déterminés selon la méthode du report variable pour les différences temporaires provenant de la différence entre la base fiscale et la base comptable des actifs et passifs. Les éléments suivants ne donnent pas lieu à constatation d'impôt différé : la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui n'affecte ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable, et les différences temporelles liées à des participations dans des filiales ou à des co-entreprises dans la mesure où il est probable qu'elles ne s'inversent pas dans un avenir prévisible. De plus l'impôt différé n'est pas comptabilisé en cas de différence temporelle imposable généré par la comptabilisation initiale d'un goodwill.

Les taux d'impôts ayant été entérinés par un texte de loi sont retenus pour déterminer les impôts différés.

Les actifs d'impôts différés, liés à des pertes reportables, ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable que les bénéfices futurs seront suffisants pour absorber les pertes reportables.

3.18. Chiffre d'affaires

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsque les risques et avantages inhérents à la propriété des biens sont transférés à l'acheteur, et que leur montant peut être évalué de manière fiable. Ce montant est net des remises, rabais accordées aux clients et de certains coûts liés aux prestations commerciales.

Au sein de l'activité Bateaux, le groupe reconnaît le chiffre d'affaires à la date de mise à disposition du bien. La mise à disposition correspond à la date à partir de laquelle le bateau peut être enlevé par le client, cette date faisant l'objet d'une confirmation du client.

A cette date, les risques et avantages les plus importants ont été transmis au client.

La S.A. Construction Navale Bordeaux facture ses travaux à l'avancement pour les modèles dont la durée de réalisation est supérieure à un an.

3.19. Résultat par action

Résultat de base par action

Ce résultat est le rapport entre le résultat net et le nombre moyen pondéré des actions en circulation.

Résultat dilué par action

Ce résultat est déterminé en ajustant le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires en circulation des effets de toutes actions ordinaires potentiellement dilutives, qui comprennent les options sur actions attribuées aux membres du personnel.

3.20. Information sectorielle

Le groupe dispose de deux secteurs à présenter comme décrits ci-après, correspondant aux unités opérationnelles stratégiques du groupe.

Les secteurs opérationnels du groupe sont organisés et gérés séparément suivant la nature des produits et services rendus.

- le secteur « Bateaux » regroupe les activités de fabrication et de commercialisation de bateaux auprès principalement d'une clientèle de concessionnaires ;

- le secteur « Habitat » regroupe les activités de fabrication et de commercialisation de résidences mobiles de loisirs auprès d'une clientèle de camping et de tour operators, et l'activité de fabrication et de commercialisation de logements à ossature bois.

Les autres activités sont considérées comme des éléments de réconciliation.

Les actifs et passifs sectoriels sont utilisés ou résultent des activités opérationnelles de ce secteur.

Les produits des activités ordinaires sont ventilés par zone géographique en fonction de la localisation du client. Le groupe possède des actifs notamment en France, aux Etats-Unis, en Pologne, en Italie, en Espagne, en Angleterre et au Brésil.

Note 4 – Participations et périmètre de consolidation

Les entités consolidées au 31 août 2014 sont les suivantes :

<u>Intégration Fiscale</u>					
BENÉTEAU SA	Société mère				X
	Siège	N° siren	% d'intérêts	Méthode	
Bénéteau Inc. Holding	Marion – USA		100,00	IG	
Bénéteau America Inc	Marion – USA		100,00	IG	
BGM America Inc	Marion – USA		100,00	IG	
Bénéteau Espana	Barcelone – Espagne		99,97	IG	
Bénéteau Italia	Parme – Italie		95,00	IG	
Bénéteau Brasil Construcao de Embarcaçoes SA	Angra dos Reis (RJ) - Brésil		99,90	IG	
Bénéteau Brasil Promoçoes e Commercializacao de Embarcacoes Ltda	Angra dos Reis (RJ) - Brésil		60,00	IG	
SPBI (*)	Dompierre s/yon – France	491 372 702	100,00	IG	X
Ostroda Yacht	Ostroda – Pologne		100,00	IG	
Jeanneau America Inc	Annapolis – USA		100,00	IG	
Jeanneau Asia Pacific ltd	Hong-Kong		100,00	IG	
Jeanneau Italia	Rome – Italie		100,00	IG	
Fonderie Vrignaud	Le Poiré sur Vie – France	547 250 241	74,94	IG	
Rec Boat Holdings LLC	Cadillac – USA		100,00	IG	
925 Frisble Street LLC	Cadillac – USA		100,00	IG	
Wellcraft LLC	Cadillac – USA		100,00	IG	
Glastron LLC	Cadillac – USA		100,00	IG	
Four Winns LLC	Cadillac – USA		100,00	IG	
Construction Navale Bordeaux	Bordeaux – France	342 012 390	100,00	IG	X
GBI Holding	Torino - Italie		100,00	IG	
Monte Carlo Yacht	Torino - Italie		90,00	IG	
O'Hara	Givrand – France	423 869 429	100,00	IG	X
O'Hara Vacances	Givrand – France	449 625 920	100,00	IG	X
Bio Habitat	La Chaize le Vicomte - France	511 239 915	100,00	IG	X
Bio Habitat Italia	Torino – Italia		100,00	IG	
BH	La Chaize le Vicomte - France	501 361 737	100,00	IG	X
BH Services	La Chaize le Vicomte - France	518 504 170	100,00	IG	X
IRM	Luçon – France	444 592 240	100,00	IG	X
IRM Italia	Torino – Italia		95,00	IG	
JJ Trans	Luçon – France	353 337 090	100,00	IG	X
SGB Finance	Marcq en Baroeul - France	422 518 746	49,00	ME	
Habitat d'avenir	Paris – France	513 180 877	50,00	ME	

IG : Intégration globale - ME : Mise en équivalence

(*) SPBI se compose de trois établissements : Chantiers Bénéteau, Chantiers Jeanneau et BJ Technologie

Note 5 – Actif immobilisé• Variation de l'actif immobilisé en valeur brute

<i>En milliers d'euros</i>	Début d'exercice au 01/09/2013	Acqu.	Cession, Mise hors service	Var. change	Var. par transfert actif destiné à la vente	Var de périmètre	Var. par transfert de poste à poste	Fin de période au 31/08/2014
Goodwill	63 335	0	0	0	0	15 839	0	79 174
								0
Frais d'établissement	15	0	0	0	0	0	0	15
Frais de développement	3 599	107	0	4	0	0	215	3 924
Concess.Brevets, Licences	2 902	88	(7)	64	0	17 889	99	21 035
Logiciels	9 007	399	(111)	2	(14)	0	100	9 383
Immobilisations incorporelles en cours	3 401	4 620	0	0	0	0	(171)	7 850
Total Immobilisations incorporelles	18 924	5 213	(119)	70	(14)	17 889	243	42 207
Terrains (1)	53 669	1 865	(16)	8	(282)	249	385	55 878
Constructions et aménagements (2)	220 375	8 642	(387)	338	(1 195)	4 352	5 454	237 578
Matériel et installations techniques (3)	332 671	24 824	(23 829)	349	(46)	7 017	13 105	354 093
Autres immobilisations corporelles	38 905	3 429	(2 230)	59	(2 097)	789	236	39 090
Immobilisations corporelles en cours	19 870	16 132	(195)	(16)	0	1 886	(19 353)	18 325
Avances et acomptes sur immobilisations	227	715	(442)	1	0	0	(70)	431
Total Immobilisations corporelles	665 717	55 608	(27 098)	739	(3 620)	14 293	(243)	705 396
Participation dans les entreprises associées	23 215	3 090	0	0	0	0	0	26 304
Participations	12	0	(0)	0	0	0	0	12
Autres titres immobilisés	22	0	0	0	0	0	0	22
Prêts	1	13	(3)	0	0	0	0	11
Autres immobilisations financières	159	40	(64)	1	0	0	0	135
Total actifs financiers non courants	194	53	(67)	1	0	0	0	180
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	771 386	63 963	(27 283)	810	(3 634)	48 021	0	853 261
(1) Dont Terrain en crédit bail	173							173
(2) Dont Construction en crédit bail	2 193							2 193
(3) Dont Installations techniques en crédit bail	219							219

Le goodwill au bilan correspond à celui généré lors de l'acquisition de IRM, au sein de l'activité Habitat et à celui généré lors de l'acquisition de Rec Boat Holdings LLC au cours de l'exercice . Les modalités de comptabilisation du goodwill et de mise en œuvre des tests de dépréciation figurent en note 3.5.1.

- Variation des amortissements et provisions

<i>En milliers d'euros</i>	Début d'exercice au 01/09/2013	Dotations de l'ex.	Diminution par cession ou reprise	Var. de change	Transfert au poste d'actif destiné à la vente	Var. par transfert de poste à poste	Fin de période au 31/08/2014
Goodwill	0	0	0	0	0	0	0
Frais d'établissement	9	3	0	0	0	0	13
Frais de développement	1 851	810	0	1	0	0	2 661
Concess.Brevets, Licences	713	448	(2)	2	0	0	1 161
Logiciels	7 003	906	(108)	2	(14)	0	7 790
Immobilisations incorporelles en cours	0	0	0	0	0	0	0
Total Immobilisations incorporelles	9 576	2 167	(110)	5	(14)	0	11 625
Terrains (1)	14 188	1 853	(16)	0	(186)	0	15 839
Constructions et aménagements (2)	98 920	10 653	(137)	55	(863)	(182)	108 446
Matériel et installations techniques (3)	243 972	37 480	(23 540)	182	(37)	182	258 238
Autres immobilisations corporelles	26 941	4 175	(1 902)	34	(1 177)	0	28 071
Total Immobilisations corporelles	384 021	54 161	(25 594)	271	(2 264)	0	410 594
Participation dans les entreprises associées	0	0	0	0	0	0	0
Participations	0	0	0	0	0	0	0
Autres titres immobilisés	0	0	0	0	0	0	0
Total actifs financiers non courants	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	393 597	56 327	(25 704)	276	(2 277)	0	422 218
(1) Dont Terrain en crédit bail							
(2) Dont Construction en crédit bail	1 851	43	0	0	0	0	1 894
(3) Dont Installations techniques en crédit bail	219	0	0	0	0	0	219

5.1- Participation

Ce poste concerne des sociétés non retenues dans le périmètre de consolidation en raison de leur caractère non significatif :

En milliers d'euros	Date de clôture	Juste valeur des titres	Chiffre d'affaires	Capitaux propres hors résultat de l'exercice	Résultat de l'exercice
SCI du Bignon	31/08/2014	2	55	142	4
Ditenave	31/12/2013	10	210	164	(25)
Total participations		12			

5.2 Participation dans les entreprises associées

Il s'agit de la participation à hauteur de 49% dans SGB Finance, les 51% étant détenu par CGL (groupe Société Générale), et de la participation à hauteur de 50% dans la co-entreprise Habitat d'avenir.

Informations concernant les sociétés consolidées par mise en équivalence :

SGB

en milliers d'euros	31/08/2014	31/08/2013
Total actifs	678 928	653 112
Capitaux propres	53 407	46 874
Comptes et emprunts (1)	551 774	531 070
Produit net bancaire	18 477	17 430
Résultat net	6 533	5 290

(1) auprès de la Société Générale

Habitat d'avenir

en milliers d'euros	31/08/2014	31/08/2013
Total actifs	1 165	1 236
Capitaux propres	(29)	193
Actif immobilisé	14	193
Chiffre d'affaires	308	588
Résultat net	(222)	102

Note 6 – Stocks et encours

A la clôture de l'exercice, les stocks et encours se présentent ainsi :

En milliers d'euros	Brut 31/08/2014	Amort.&Prov.	Net 31/08/2014	Net 31/08/2013
Matières premières et autres approvisionnements	56 330	(5 220)	51 110	43 764
En-cours de production	48 913	0	48 913	48 900
Produits intermédiaires et finis	93 917	(2 121)	91 796	90 406
Total	199 160	(7 341)	191 819	183 070

Les provisions pour dépréciation sont calculées par différence entre la valeur brute déterminée selon les principes ci-dessus et la valeur nette probable de réalisation.

La provision pour dépréciation des stocks de matières premières a été déterminée selon une méthode statistique, essentiellement fondée sur le risque de non utilisation de ces pièces.

Une provision pour dépréciation des stocks de produits finis est constatée si le prix de vente est inférieur au prix de revient ce qui ramène la valeur du stock à la valeur de vente probable.

Note 7 – Clients et comptes rattachés

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire des créances est inférieure à leur valeur comptable brute.

La gestion du risque financier relatif aux créances clients et comptes rattachés est présentée en note 27.

En milliers d'euros	Brut 31/08/2014	Provisions 31/08/2014	Net 31/08/2014	Net 31/08/2013
Clients et comptes rattachés	130 220	(4 977)	125 243	94 872
Total	130 220	(4 977)	125 243	94 872

Note 8 – Autres créances

En milliers d'euros	31/08/2014	31/08/2013
Avances et acomptes sur commandes	7 992	8 466
Créance sur instruments financiers <i>note 16</i>	192	242
Créances fiscales et sociales diverses	22 413	20 815
Créance d'impôt	9 672	2 968
Autres créances	3 752	2 443
Charges constatées d'avance	4 223	4 868
AUTRES CREANCES	48 244	39 802

Les autres créances sont principalement constituées de créances fiscales et sociales.

Note 9 - Trésorerie et équivalent de trésorerie

En milliers d'euros	31/08/2014	31/08/2013
Valeurs mobilières de placement et intérêts courus	12 745	13 084
Disponibilités à l'actif	25 412	32 448
TRESORERIE et EQUIVALENT TRESORERIE	38 157	45 532

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent la trésorerie en banque, la caisse et les dépôts à court terme ayant une échéance initiale de moins de trois mois.

Les valeurs mobilières de placement sont des placements à court terme, très liquides, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

La trésorerie nette se décompose comme suit :

En milliers d'euros	31/08/2014	31/08/2013
Valeurs mobilières de placement et intérêts courus	12 745	13 084
Disponibilités à l'actif	25 412	32 448
Concours bancaires et intérêts courus <i>Note 14</i>	(29 337)	(10 844)
Dettes financières auprès des établissements de crédit <i>Note 14</i>	(59 301)	(22 364)
Autres dettes financières diverses <i>Note 14</i>	(2 654)	(2 404)
TRESORERIE NETTE	(53 135)	9 920

La variation de l'endettement financier net a été la suivante :

En milliers d'euros	31/08/2013	Variation	Variation de périmètre	variation de change	31/08/2014
Trésorerie brute	45 532	(7 697)	0	322	38 157
Soldes débiteurs et concours bancaires courants	(10 844)	(18 014)	(470)	(9)	(29 337)
Trésorerie nette	34 688	(25 711)	(470)	313	8 820
Endettement financier brut	(24 768)	(36 985)	0	(202)	(61 955)
Endettement financier net	9 920	(62 696)	(470)	111	(53 135)

Note 10 – Actifs et passifs destinés à la vente

Les actifs destinés à la vente au 31 août 2014 correspondent essentiellement à des actifs immobiliers. Ceux-ci sont valorisés à leur valeur nette comptable car la valeur de réalisation sera supérieure à cette valeur nette comptable.

Ils intègrent également les actifs et passifs de la société JJ TRANS, de l'activité Habitat qui sortira du périmètre du groupe au cours de l'exercice prochain. Les actifs et passifs correspondant s'élèvent respectivement à 1 235 milliers d'euros et 559 milliers d'euros.

Note 11 - Capitaux propres

11.1. Capital social

Le capital social, entièrement libéré, se compose de 82 789 840 actions de 0,10 €.

Le nombre d'actions propres en circulation a évolué de la manière suivante :

	Nombre	Valorisation en milliers d'euros
Actions au 31/08/2013	1 529 208	13 193
Acquisitions	574 656	7 119
Cessions	(603 456)	(7 393)
Actions au 31/08/2014	1 500 408	12 918

11.2. Plans d'attribution d'options d'achat d'actions

Il n'y a pas eu de mouvements sur les options d'achat d'actions au cours de l'exercice.

Les mouvements de l'exercice s'analysent comme suit :

en nombre d'options	Options d'achat
Options en début d'exercice	71 200
Options exercées durant l'exercice	-
Options échues non exercées	-
Options à la fin de l'exercice	71 200

Les options d'achats d'actions accordées aux salariés sont évaluées à leur juste valeur constatée dans le compte de résultat, sur la ligne frais de personnel (note 19) sur la période d'acquisition des droits d'exercice pour les salariés. La juste valeur est déterminée en utilisant le modèle de valorisation Black & Scholes, sur la base d'hypothèses déterminées par un actuair.

Les options d'achat émises et attribuées, et pouvant être levées au 31 août 2014 ont les caractéristiques suivantes :

Prix d'exercice en euros	Nombre d'options	Durée de vie résiduelle (en nombre d'années)
août-06 12,56	71 200	2
Total des options d'achat d'actions	71 200	

Aucune condition de performance n'est attachée à l'exercice de ces options. La période d'exercice est de 6 ans à l'expiration du délai d'indisponibilité de 4 ans.

11.3. Plans d'attribution d'actions gratuites

Les mouvements de l'exercice s'analysent comme suit :

en nombre d'actions	Actions gratuites
Actions en début d'exercice	1 264 700
Actions émises durant la période	-
Actions autorisées durant la période	-
Actions abandonnées durant la période	-
Actions attribuées durant la période	212 000
Actions en fin de période	1 264 700

Parmi les actions gratuites restantes au 31 août 2014, 386 600 sont soumises à des conditions de performance.

Les actions attribuées durant la période, soit 212 000 actions, sont à acquérir sur le marché par Beneteau SA.

11.4. Stratégie de gestion du capital

Composition du capital au 31 août 2014:

	31/08/2014		31/08/2013	
	Actions	Droits de vote	Actions	Droits de vote
BERI 21	44 981 489	89 962 978	44 981 489	89 962 978
Autocontrôle	1 500 408	0	1 529 208	0
Public	36 307 943	39 001 895	36 279 143	39 036 261
Actionnariat salarié	0	0	0	0
TOTAL	82 789 840	128 964 873	82 789 840	128 999 239

BERI 21 a droit de vote double, comme tout actionnaire au nominatif depuis au moins 2 ans.

- La SA BERI 21 détient 54,33% du capital et 69,76% des droits de vote
- 1,81% du capital est détenu en autocontrôle, sans droit de vote
- Le reste du capital est détenu par le public. Conformément aux statuts, tout actionnaire détenant plus de 2,5% du capital doit informer la société. Au 31 août 2014, trois actionnaires autre que BERI 21 détiennent plus de 2,5% du capital, dont le fonds Franklin Ressources Inc à 12,4446%.

Le Directoire précise que 524 093 actions, soit 0,633 % du capital, sont détenues par les salariés et anciens salariés dans le cadre du FCPE BENETEAU ACTION, en application de l'Article L.225-102 du Code de commerce.

Il n'existe pas d'actions préférentielles.

Politique de distribution des dividendes

La politique de distribution des dividendes du groupe consiste à rémunérer l'actionnaire sur la base des résultats de l'exercice passé, tout en préservant les capacités d'investissements du groupe par ses fonds propres.

Politique d'attribution d'options

La politique du groupe consiste en l'attribution d'options d'achat d'actions ou d'actions gratuites dans la limite du nombre maximal d'actions provenant du plan de rachat d'actions de la société. Ces attributions s'effectuent auprès des dirigeants et mandataires sociaux mais également auprès d'une plus large population des effectifs du groupe.

Politique de gestion des actions propres

Tous les 18 mois au maximum, un nouveau programme de rachat d'actions propres est défini et est soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale. Le programme en cours actuellement a été approuvé par l'Assemblée Générale du 31 janvier 2014.

Note 12 - Provisions

En milliers d'euros	31/08/2013	Dot.	Reprise prov. utilisées	Reprise prov. non utilisées	Var. périmètre	Autre (*)	31/08/2014
Provisions non courantes	3 376	1 608	(807)	(995)	150	(0)	3 332
Provisions pour garanties	17 363	4 939	(5 477)	(1 167)	5 782	241	21 682
Autres provisions courantes	579	548	(588)	0	236	7	783
Provisions pour risque de change	30	9	(29)	0	0	0	10
Total provisions	21 348	7 104	(6 900)	(2 162)	6 168	247	25 806

(*)dont variation de change (194 milliers d'euros) et virement au poste de autres créances (53 milliers d'euros)

Les provisions ont été revues au 31 août 2014 en fonction des éléments à disposition à la date de l'arrêté comptable. Les reprises sans objet correspondent essentiellement à la mise à jour de risques techniques en fonction des données historiques réelles.

Les provisions non courantes sont essentiellement constituées des provisions pour litiges et procès en cours.

Les provisions pour garanties couvrent les coûts intervenant durant la période de garantie des produits commercialisés par le groupe. Elles sont calculées sur la base d'une approche statistique permettant de déterminer un ratio de coûts de garantie par rapport au chiffre d'affaires. Ce ratio est calculé sur la base des données historiques observées. La provision statistique peut être complétée dans certaines circonstances par des provisions sérielles.

Il n'existe pas d'autre procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont la société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 12 derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité des sociétés du groupe.

Note 13 – Avantages au personnel

Il existe quatre régimes de retraite différents au sein du groupe selon le pays d'appartenance des filiales : Pologne, États-Unis, Italie et France. Ce sont tous des régimes à contribution définie.

En milliers d'euros	31/08/2014	31/08/2013
Indemnités de départ à la retraite	20 590	14 832
Médailles du travail	1 609	1 258
Total	22 199	16 090

Indemnités de départ en retraite

En milliers d'euros	31/08/2014	31/08/2013
---------------------	------------	------------

Actifs financiers de couverture

Valeur en début d'exercice	4 729	4 383
Rendement	616	346
Versements complémentaires		
Prestations payées		
Valeur fin d'exercice	5 345	4 729

Provisions renseignées au bilan

Valeur actuarielle des engagements à couvrir par des actifs financiers (dette actuarielle)	25 935	19 561
Valeur des actifs financiers	(5 345)	(4 729)
Valeur actuarielle des engagements non couverts		
Gains et pertes actuariels non reconnus		
Provisions au bilan	20 590	14 832

Composantes de la charge annuelle

Coût des services rendus	1 670	1 106
Charges d'intérêts sur la dette actuarielle	747	795
Rendement attendu des actifs	(616)	(329)
Gains et pertes actuariels reconnus par le résultat		
Charge de l'exercice	1 801	1 572

Variation des provisions au bilan

Début d'exercice	14 832	13 349
Variation de périmètre	450	0
Décaissements	(699)	(89)
Charge de l'exercice	1 801	1 572
Gains et pertes actuariels reconnus par les réserves	4 206	0
Provision à la clôture	20 590	14 832

Principales hypothèses actuarielles

Taux d'actualisation	2,3%	3,5%
Taux d'augmentation moyen des salaires (avec inflation)	2%	2%
Age départ en retraite		
Cadre né avant 1952	60 ans	60 ans
Cadre né après 1952	65 ans	65 ans
Non cadre né avant 1952	60 ans	60 ans
Non cadre né après 1952	65 ans	65 ans

Une variation de 1 point du taux actuariel aurait une incidence de (-)3 428 milliers d'euros sur la provision pour indemnité de départ à la retraite.

Médailles du travail

En milliers d'euros	31/08/2014	31/08/2013
Début d'exercice	1 258	1 208
Variation de périmètre	-	-
Décaissements	-	(40)
Charge de l'exercice	26	90
Gains et pertes actuariels reconnus par les réserves	325	-
Provision à la clôture	1 609	1 258

Le calcul de la provision pour médailles du travail est effectué par un actuairé selon les mêmes critères que la provision pour indemnités de départ à la retraite.

Le taux actuariel retenu s'élève à 2,3% au 31 août 2014 contre 3,5% au 31 août 2013.

Note 14 – Dettes financières

La présente note fournit des informations sur les dettes financières du groupe. L'exposition du groupe au risque de taux d'intérêt, risque de change et de liquidité sont présentées en note 27.

En milliers d'euros	31/08/2014	31/08/2013
Concours bancaires créditeurs	29 337	10 844
Emprunts et dettes financières auprès des établissements de crédit	47 196	11 584
Emprunts et dettes financières diverses	2 038	2 341
Dettes financières à court terme	49 234	13 925
Emprunts et dettes financières auprès des établissements de crédit	12 105	10 780
Emprunts et dettes financières diverses	616	63
Dettes financières à long terme	12 721	10 843
Dettes Financières	91 292	35 612

Les termes et conditions des emprunts auprès des établissements de crédit en cours sont les suivants :

En milliers d'euros	devise	taux d'intérêt nominal	Année d'échéance	Valeur nominale	31/08/2014	
					Valeur comptable à court terme	Valeur comptable à long terme
Ligne de tirage court terme	USD	Libor US + 0,7%	2014	41 705	41 705	0
Prêt bancaire garanti	EUR	Euribor +0,8%	2025	3 054	189	2 866
Prêt bancaire garanti	EUR	Euribor 360*35%	2021	10 780	1 540	9 240
Ligne de tirage court terme	BRL	CDI +0,3%	2014	3 762	3 762	0

Note 15 – Autres dettes et créditeurs

En milliers d'euros	31/08/2014	31/08/2013
Dettes fournisseurs d'exploitation	80 148	67 164
Avances et acomptes reçus sur commandes	15 957	19 628
Dettes fiscales et sociales	70 700	69 973
Autres dettes d'exploitation	22 234	16 001
Dettes sur instruments financiers	1 262	0
Dettes sur immobilisations	6 485	7 389
Produits constatés d'avance	1 414	1 426
Autres dettes	118 052	114 417
Dette d'impôt exigible	3 643	948

Note 16 - Instruments financiers

Pour les instruments dérivés qui ne répondent pas à la définition de la comptabilité de couverture, les pertes et gains représentatifs de la variation de valeur de marché à la date de clôture sont enregistrés en résultat, dans la ligne « autres charges financières ».

Au 31 août 2014, le portefeuille d'instruments financiers est le suivant :

Nature	Volume	Date d'échéance	Juste Valeur (en k€)	Couverture au sens IFRS	Impact brut sur le résultat (en k€)	Impact brut sur les réserves (en k€)
VAT\$	5 180 k\$	Octobre 2014	1	Oui	(1)	2
AAT\$	23 000 k\$	Entre oct 2014 et août 2015	638	Oui	(34)	672
VAT PLN	116 693 kpln	entre sept 2014 et août 2015	192	Oui	250	(58)
Vente terme accumulateur \$	218 416 k\$	Entre nov 2014 et août 2015	(1 900)	Non	(1 813)	(87)

Note 17 – Engagements

En milliers d'euros	31/08/2014		
	réciproques	donnés	reçus
Cautions	0	3 004	2 658
Garanties	58 569 (1)	48 590 (2)	2 879
Garanties entreprises liées	39 362 (1)	0	0
Total Groupe	97 931	51 594	5 537

(1) Pour 97 931 milliers d'euros : engagements liés aux contrats de financement des produits,

(2) Pour 47 619 milliers d'euros : garanties bancaires,

Pour 971 milliers d'euros : engagements liés aux locations mobilières.

Note 18 - Information sectorielle**18.1- Secteurs opérationnels**Exercice 2013/2014

En milliers d'euros	Bateaux	Habitat	Éléments de réconciliation	Total
Produits des activités ordinaires	650 168	158 286	0	808 454
Amortissements des actifs sectoriels	51 526	4 798	0	56 324
Résultat opérationnel courant	11 897	(202)	0	11 695
Actifs sectoriels	914 937	226 332	(295 124)	846 145
Passifs sectoriels	539 658	97 166	(295 124)	341 700
Investissements corporels et incorporels	58 423	5 540		63 963

Exercice 2013/2014 – périmètre constant (*)

En milliers d'euros	Bateaux	Habitat	Éléments de réconciliation	Total
Produits des activités ordinaires	634 942	158 286		793 228
Amortissements des actifs sectoriels	51 068	4 798		55 866
Résultat opérationnel courant	13 861	(206)		13 655
Actifs sectoriels	850 853	226 332	(290 568)	786 617
Passifs sectoriels	515 247	97 166	(290 568)	321 845
Investissements corporels et incorporels	58 048	5 540		63 588

(*) hors Rec Boat Holdings LLC acquis en juin 2014

Exercice 2012/2013

En milliers d'euros	Bateaux	Habitat	Éléments de réconciliation	Total
Produits des activités ordinaires	624 405	190 953		815 358
Amortissements des actifs sectoriels	50 739	5 407		56 146
Résultat opérationnel	(1 295)	2 323		1 028
Actifs sectoriels	776 400	213 941	(239 754)	750 587
Passifs sectoriels	399 261	96 071	(239 754)	255 578
Investissements corporels et incorporels	59 392	4 697		64 089

Exercice 2012/2013 – périmètre constant (*)

En milliers d'euros	Bateaux	Habitat	Eléments de réconciliation	Total
Produits des activités ordinaires	624 405	176 352		800 757
Amortissements des actifs sectoriels	50 739	4 991		55 730
Résultat opérationnel	(1 295)	2 594		1 299
Actifs sectoriels	776 400	206 533	(237 005)	745 928
Passifs sectoriels	399 261	87 416	(237 005)	249 672
Investissements corporels et incorporels	59 392	4 644		64 036

(*) hors fonds de commerce Vacances Krusoe, cédé en septembre 2013

18.2- Information géographiqueExercice 2013/2014 – en milliers d'euros

Activité	Zone	Produits des activités ordinaires	Produits des activités ordinaires (*)	Actifs sectoriels	Investissements Corporels et incorporels
Bateaux	France	119 441	119 239	529 735	53 276
	Reste de l'Europe	254 436	253 516	244 415	4 089
	Amérique du Nord	155 972	143 599	129 326	1 002
	Amérique du Sud	22 254	22 176	11 246	41
	Asie	52 995	52 205	215	15
	Reste du Monde	45 070	44 207	0	0
	Bateaux		650 168	634 942	914 937
Habitat	France	137 240	137 240	202 026	5 325
	Europe	21 046	21 046	24 306	215
	Reste du Monde	0	0	0	0
	Habitat	158 286	158 286	226 332	5 540
	Eléments de réconciliation	0	0	(295 124)	
TOTAL		808 454	793 228	846 145	63 963

(*) à périmètre constant – hors Rec Boat Holdings LLC acquis en juin 2014

Exercice 2012/2013 – en milliers d'euros

Activité	Zone	Produits des activités ordinaires	Produits des activités ordinaires (*)	Actifs sectoriels	Investissements Corporels et incorporels
Bateaux	France	124 056	124 056	570 413	48 970
	Reste de l'Europe	252 437	252 437	150 763	6 295
	Amérique du Nord	107 972	107 972	38 412	677
	Amérique du Sud	36 455	36 455	16 698	3 448
	Asie	50 735	50 735	114	2
	Reste du Monde	52 750	52 750	0	0
	Bateaux		624 405	624 405	776 400
Habitat	France	166 373	153 512	200 648	4 609
	Europe	23 636	21 896	13 293	88
	Reste du Monde	944	944	0	0
	Habitat	190 953	176 352	213 941	4 697
	Eléments de réconciliation	0	0	(239 754)	
TOTAL		815 358	800 757	750 587	64 089

(*) à périmètre constant - hors fonds de commerce Vacances Krusoe, cédé en septembre 2013

Note 19 - Personnel

Les charges de personnel sont réparti de la façon suivante :

en milliers d'euros	2013/2014	2013/2014 à périmètre constant	2012/2013
Salaires et traitements	150 756	148 473	151 840
Charges sociales	59 771	59 222	62 981
Personnel extérieur	17 194	17 058	14 251
Avantages au personnel donnant lieu à provision	1 128	1 128	1 533
Rémunérations en actions (IFRS 2)	2 175	2 175	2 002
Participation et intéressement	1 846	1 847	1 852
Frais de personnel	232 870	229 903	234 459

Au 31 août 2014, le groupe Bénéteau compte au total 6 390 salariés (hors intérim) à travers le monde répartis ainsi :

	au 31 août 2014	2013/2014 à périmètre constant	au 31 août 2013
France	3 911	3 911	3 998
Autre Europe	756	756	752
USA – Brésil - Asie	720	244	226
Bateaux	5 387	4 911	4 976
France	963	963	1 029
Autre Europe	39	39	30
Habitat	1 002	1 002	1 059
TOTAL	6 389	5 913	6 035

Répartition par catégorie (hors intérim) :

	au 31 août 2014	2013/2014 à périmètre constant	au 31 août 2013
Ouvriers	4 658	4 343	4 470
Employés / Techniciens / Agents de maîtrise	1 273	1 135	1 155
Cadres et Assimilés	458	435	410
Effectif hors intérim	6 389	5 913	6 035

L'effectif moyen (y compris l'intérim) est réparti de la façon suivante par activité :

	2013/2014	2013/2014 à périmètre constant	2012/2013
Bateaux	5 794	5 283	5 248
Habitat	1 103	1 103	1 193
Effectif moyen total	6 897	6 386	6 441

L'activité saisonnière du groupe le conduit à avoir recours au personnel intérimaire.

En moyenne, 487 intérimaires ont travaillé au sein du groupe (385 pour l'activité Bateaux et 102 pour l'activité Habitat) contre 335 l'exercice passé.

Ventilation de l'effectif moyen par catégorie (dont intérim)	2013/2014	2013/2014 à périmètre constant	2012/2013
Cadres	444	424	411
Agents de maîtrise	271	254	282
Employés	986	869	889
Ouvriers	5 196	4 839	4 859
Effectif total	6 897	6 386	6 441

Note 20 – Charges externes

en milliers d'euros	2013/2014	2013/2014 à périmètre constant	2012/2013
Consommables, sous-traitance, maintenance	32 337	31 094	33 283
Marketing, publicité	13 181	12 502	13 531
Honoraires, commissions, études et recherches, assurance	16 140	15 777	17 211
Location	7 359	7 334	7 974
Autres	20 449	20 004	22 880
Charges externes	89 466	86 711	94 879

Les engagements du groupe de paiement minimum futur au titre de la location s'élèvent à 970 milliers d'euros, dont 313 milliers d'euros à moins d'1 an et 657 milliers d'euros avec une échéance comprise entre 1 et 5 ans.

Note 21 - Autres produits et charges opérationnels courants

en milliers d'euros	2013/2014	2012/2013
Provisions devenues sans objet	2 160	576
Plus-values nettes sur cession des actifs immobilisés	947	525
Produit net sur les créances devenues irrécouvrables		
Divers produits	306	242
Autres produits opérationnels courants	3 413	1 343

en milliers d'euros	2013/2014	2012/2013
Brevet, droits d'auteur, jetons de présence	(1 254)	(1 221)
Moins-values nettes sur cession des actifs immobilisés	0	0
Charges nettes sur les créances devenues irrécouvrables	(503)	(892)
Indemnités commerciales	(970)	0
Divers	(1 329)	(182)
Autres charges opérationnelles courantes	(4 056)	(2 295)

Des provisions constituées dans le cadre de litiges techniques ont été mises à jour en fonction des nouveaux éléments à disposition. Cette mise à jour conduit à la diminution du risque résiduel. Les divers produits intègrent notamment des indemnités perçues dans le cadre de la résolution de litiges.

Note 22 - Autres produits et charges opérationnels

en milliers d'euros	2013/2014	2012/2013
Frais acquisition Rec Boat Holdings LLC	(984)	
Plan de redéploiement – Habitat de Loisirs	(1 569)	0
Autres charges opérationnelles	(2 553)	0
Autres produits opérationnels	0	0

Note 23 – Résultat financier

en milliers d'euros	2013/2014	2013/2014 à périmètre constant	2012/2013
Produits d'intérêts générés par la trésorerie et les équivalents de trésorerie	311	295	202
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	311	295	202
Intérêts et charges assimilées	(2 750)	(2 745)	(2 153)
Variation de juste valeur sur instruments détenus à des fins de transaction	0	0	(324)
Coût de l'endettement financier brut	(2 750)	(2 745)	(2 477)
Coût de l'endettement financier net	(2 439)	(2 450)	(2 275)
Différence négative de change (nette)	0	0	(466)
Variation de juste valeur des instruments financiers (IAS32-39) (*)	(1 586)	(1 586)	(180)
Autres charges financières	(1 586)	(1 586)	(646)
Différence positive de change (nette)	3 345	3 345	(466)
Variation de juste valeur des instruments financiers (IAS32-39) (*)	0	0	0
Autres intérêts et produits assimilés	277	277	286
Autres produits financiers	3 622	3 622	286
Résultat financier	(403)	(414)	(2 635)

(*) Il s'agit de dérivés non qualifiés de couverture et de la part inefficace des variations de valeurs d'instruments qualifiés de couverture.

Note 24 – Impôt sur les résultats et impôts différés**24.1- Charge d'impôt**

La ventilation de la charge d'impôt est la suivante :

en milliers d'euros	2013/2014	2012/2013
Impôts exigibles	4 494	1 844
Impôts différés	(2 089)	(1 208)
Charge d'impôt sur les résultats	2 405	636

Le rapprochement entre la charge d'impôt théorique et la charge d'impôt comptabilisée se décompose comme suit :

en milliers d'euros	2013/2014	2012/2013
Impôt théorique sur le résultat consolidé calculé au taux de 38% (hors société mise en équivalence)	3 313	(580)
Incidence des crédits d'impôts	(3 108)	(1 539)
Incidence des pertes fiscales	672	2 159
Impact des autres différences permanentes	835	1 496
Impact des redressements fiscaux	25	
Incidence des variations de taux d'imposition	668	(900)
Impôt au compte de résultat	2 405	636

Le montant cumulé des pertes non activées s'élève à 6 652 milliers d'euros.

24.2- Impôts différés

Le détail des actifs et passifs d'impôts différés à la fin de l'exercice est le suivant :

en milliers d'euros	2013/2014	2012/2013
Immobilisations incorporelles	363	0
Stocks	765	1 253
Avantages du personnel	6 371	4 711
Instruments financiers	823	385
Autres	212	112
Différences temporelles	11 795	6 759
Compensation	(11 527)	(8 362)
Total des impôts différés actif	8 802	4 858
Immobilisations corporelles	0	0
Amortissements dérogatoires	7 513	6 784
Activation du crédit bail	0	97
Autres	4 014	1 481
Compensation	(11 527)	(8 362)
Total des impôts différés passif	0	0
Actif net d'impôts différés	8 802	4 858

La variation des actifs nets d'impôts différés se décompose comme suit :

en milliers d'euros	2013/2014	2012/2013
Au 1er septembre	4 858	2 880
Variation de périmètre	363	0
Normes IAS 32&39	(108)	140
Ecart de conversion	57	(180)
Produit (charge) d'impôts différés	2 089	1 208
Virement de compte à compte (*)	(2)	1 353
Autres impôts enregistrés en capitaux propres	1 545	(543)
Au 31 août	8 802	4 858

(*) vers actif destiné à la vente pour 2 keuros

Note 25 - Résultat par action

en milliers d'euros	2013/2014	2012/2013
Résultat net part du groupe (en milliers d'euros)	9 193	735
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	82 789 870	82 789 870
Résultat net par action (en euros)	0,11	0,01
Nombre moyen pondéré d'actions après effet dilutif	84 155 770	84 373 360
Résultat net par action (en euros)	0,11	0,01

Note 26 – Informations concernant les parties liées

Les transactions avec les parties liées concernent :

- les opérations avec les sociétés ou les administrateurs des sociétés qui exercent des fonctions de direction et de contrôle de l'activité au sein du groupe Bénéteau, incluant notamment les opérations effectuées avec la société BERI 21, actionnaire majoritaire du groupe.

Cette société réalise des études pour la conception des bâtiments industriels du groupe et à ce titre facture les sociétés du groupe. Elle facture également des prestations d'assistance juridique, d'assistance et de conseil en matière d'organisation et d'investissement, et de conseil en matière stratégique. Par ailleurs, le groupe loue une partie de ses bureaux à BERI 21.

- la rémunération et les avantages assimilés accordés aux membres des organes d'administration et de direction du groupe Bénéteau.

- les opérations avec les co-entreprises SGB Finance et Habitat d'avenir.

26.1 - Transactions avec les parties liées

en milliers d'euros	2013/2014	2012/2013
Ventes de biens et services	43	35
Achats de biens et services	886	959
Créances	6	5
Dettes	221	201

26.2 - Avantages octroyés aux dirigeants

L'ensemble des rémunérations et avantages assimilés accordés aux membres des organes d'administration et de direction du groupe comptabilisés en charge s'établissent comme suit :

en milliers d'euros	2013/2014	2012/2013
Avantages à court terme	1704	1 432
Autres avantages à long terme	19	7
Jetons de présence	314	272
Paiement en actions (1)	1 199	1 077
Total	3 236	2 788

(1) montant déterminé conformément à la norme IFRS2 « paiement en actions » et selon les modalités décrites en note 3.12 et 19

26.3 – Transactions avec les co-entreprises

Les transactions avec les co-entreprises SGB Finance (détenue à 49%) et Habitat d'avenir (détenue à 50%) ont été les suivantes :

en milliers d'euros	2013/2014	2012/2013
Ventes de biens et services	26 399	27 802
Achats de biens et services	1 326	1 408
Frais financiers	200	196
Créances	1 278	223
Dettes	324	657

Note 27 – Gestion du risque financier**27.1. Classement des instruments financiers par catégorie de comptabilisation**Au 31/08/2014

en milliers d'euros	Valeur comptable au 31/08/2014	Juste valeur au 31/08/2014	Actif financier à la juste valeur par le compte de résultat	Prêts et créances	Actifs / Passifs financiers disponibles à la vente	Passifs au coût amorti
Autres titres de participation	22	22			22	
Prêts et cautions	159	159		159		
Créances clients	125 243	125 243		125 243		
Autres créances	38 572	38 572	192	38 380	0	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	38 157	38 157	38 157			
Dettes financières	(91 292)	(91 292)				(91 292)
Autres dettes	0	0	0		0	
Sous total	110 861	110 861	38 349	163 782	22	(91 292)

Au 31/08/2013

en milliers d'euros	Valeur comptable au 31/08/2013	Juste valeur au 31/08/2013	Actif financier à la juste valeur par le compte de résultat	Prêts et créances	Actifs / Passifs financiers disponibles à la vente	Passifs au coût amorti
Autres titres de participation	22	22			22	
Prêts et cautions	172	172		172		
Créances clients	94 872	94 872		94 872		
Autres créances	36 834	36 834	242	36 592		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	45 532	45 532	45 532			
Dettes financières	(35 612)	(35 612)				(35 612)
Autres dettes	0	0				
Sous total	141 820	141 820	45 774	131 636	22	(35 612)

27.2. Classement des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur en fonction des niveaux de juste valeur

Au 31/08/2014

En milliers d'euros	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Titres disponibles à la vente	0	0	22	22
Instruments de couverture	0	192	0	192
Autres actifs financiers évalués à la juste valeur par le résultat	0	0	38 157	38 157
Actifs financiers	0	192	38 179	38 371
Instruments de couverture	0	0	0	0
Autres passifs financiers évalués à la juste valeur par le résultat	0	0	(91 292)	(91 292)
Passifs financiers	0	0	(91 292)	(91 292)

Au 31/08/2013

En milliers d'euros	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Titres disponibles à la vente	0	0	22	22
Instruments de couverture	0	242	0	242
Autres actifs financiers évalués à la juste valeur par le résultat	0	0	45 532	45 532
Actifs financiers	0	242	45 554	45 796
Instruments de couverture	0	0	0	0
Autres passifs financiers évalués à la juste valeur par le résultat	0	(81)	(35 531)	(35 612)
Passifs financiers	0	(81)	(35 531)	(35 612)

27.3. Classement des instruments financiers par catégorie de risque

Au 31/08/2014

En milliers d'euros	Valeur comptable au 31/08/2014	Risque de crédit (en juste valeur)	Risque de liquidité (en juste valeur)	Risque de taux (en juste valeur)	Risque de change (en juste valeur)
Prêts et cautions	159	159			
Créances clients	125 243	125 243			
Autres créances	38 572	38 380			192
Disponibilités	25 412	25 412			
SICAV et autres placements	12 745	12 745			
Autres emprunts	(61 955)		(61 955)		
Concours bancaires	(29 337)		(29 337)		
Total	110 839	201 939	(91 292)	0	192

Au 31/08/2013

En milliers d'euros	Valeur comptable au 31/08/2013	Risque de crédit (en juste valeur)	Risque de liquidité (en juste valeur)	Risque de taux (en juste valeur)	Risque de change (en juste valeur)
Prêts et cautions	172	172			
Créances clients	94 872	94 872			
Autres créances	36 834	36 592			242
Disponibilités	32 448	32 448			
SICAV et autres placements	13 084	13 084			
Autres emprunts	(24 768)		(24 768)		
Concours bancaires	(10 844)		(10 844)		
Total	141 798	177 168	(35 612)	0	242

Le groupe a effectué une revue spécifique de son risque de liquidité et considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir.

27.4- Risque de créditClassement des créances commerciales en échues et non échuesAu 31/08/2014

	Brut	dont export	Dépréciation	Net
Non échues	43 102	30 049	0	43 102
Echues	87 119	65 110	(4 977)	82 141
Créances commerciales	130 220	95 159	(4 977)	125 243

Au 31 août 2014, les 82 141 milliers d'euros de créances nettes échues concernent principalement :

- au sein de l'activité Bateaux (67 744 milliers d'euros), les bateaux mis à disposition des clients et non encore enlevés, selon la règle adoptée par le groupe de reconnaissance du chiffre d'affaires à la mise à disposition;

- au sein de l'activité Habitat (14 397 milliers d'euros), les retards de règlement des clients par rapport au délai théorique de paiement, dont le risque de crédit est appréhendé par le groupe.

L'âge des créances échues hors clients douteux est réparti de la façon suivante :

en milliers d'euros	Echues depuis plus de 90 Jrs	Echues entre 30 et 90 jours	Echues depuis moins de 30 jours	Total
Bateaux	9 113	6 638	52 086	67 837
Habitat	3 875	5 713	3 925	13 513
TOTAL	12 988	12 351	56 010	81 349

En date du 30 novembre 2014, la situation des créances restant impayées est la suivante :

en milliers d'euros	Echues depuis plus de 90 Jrs	Echues entre 30 et 90 jours	Echues depuis moins de 30 jours	Total
Bateaux	6 310	3 794	16 884	26 988
Habitat	2 313	1 454	257	4 024
TOTAL	8 622	5 249	17 141	31 012

Variation des dépréciations sur créances commerciales

En milliers d'euros	31/08/2014	31/08/2013
Solde au 1er septembre	5 086	4 128
Perte de valeur comptabilisée	(109)	958
variation de périmètre		
Solde au 31 août	4 977	5 086

Pourcentage de créances échues sur créances mobilisables

en milliers d'euros	31/08/2014	31/08/2013
Créances commerciales en valeur brute	130 220	99 958
Provisions pour créances douteuses	(4 977)	(5 086)
Créances commerciales en valeur nette	125 243	94 872
Créances nettes échues au 31 août	82 141	52 600
dont créances export	63 688	35 815
% créances échues sur créances mobilisables	65,6%	55,4%

27.5- Risque de change

L'exposition du groupe au risque de change est la suivante :

	31/08/2014		31/08/2013	
	KUSD	KPLN	KUSD	KPLN
Créances commerciales	74 090	607	37 943	768
Dettes fournisseurs	(13 346)	(6 060)	(5 590)	(5 309)
Exposition bilancielle brute	60 744	(5 453)	32 353	(4 541)
Volume prévisionnel à la vente	154 141	0	107 929	0
Volume prévisionnel à l'achat	(40 221)	(124 046)	(25 910)	(133 753)
Exposition prévisionnelle brute	113 920	(124 046)	82 019	(133 753)
Contrats de change à terme	(200 596)	118 079	10 356	136 426
Exposition nette	(25 932)	(11 420)	124 728	(1 868)

Note 28 – Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires facturés par les commissaires aux comptes au titre du contrôle légal des comptes et au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes ont été les suivants :

en milliers d'euros et en pourcentage	ATLANTIQUE REVISION CONSEIL				KPMG Audit			
	31/08/2014		31/08/2013		31/08/2014		31/08/2013	
	K€	%	K€	%	K€	%	K€	%
Commissariat aux comptes, certification des comptes, examen des comptes sociaux et consolidés	203	100%	203	100%	222	47%	217	68%
- société mère	41	20%	38	19%	50	11%	48	15%
- filiales	162	80%	165	81%	172	37%	169	53%
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du Commissaire aux comptes (*)	0	0%	0	0%	246 (*)	0%	102 (**)	0%
Sous-total	203	100%	203	100%	468	100%	319	100%
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement								
Sous-total	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
Total des honoraires	203		203		468		319	

(*) Mission d'assistance pour l'acquisition de Rec Boat Holdings LLC et contrôle légal des informations sociales, environnementales et sociétales.

(**) Mission d'assistance pour des projets d'acquisition et contrôle légal des informations sociales, environnementales et sociétales.

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 août 2014

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 août 2014, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Bénéteau S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- **Goodwill**

La société procède systématiquement, à chaque clôture, à des tests de perte de valeur des goodwills selon les modalités décrites dans la note 3.5.1. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests ainsi que les prévisions du flux de trésorerie et hypothèses utilisées et nous avons vérifié que l'annexe donne une information appropriée.

- **Provisions**

Les provisions inscrites au bilan et les principes et méthodes de comptabilisation de ces provisions sont détaillés dans les notes 12 et 3.15. Dans le cadre de notre appréciation des estimations retenues pour l'arrêté des comptes et sur la base des informations disponibles lors de nos travaux, nous avons revu les approches utilisées par le groupe et nous nous sommes assurés du caractère raisonnable des hypothèses.

- **Valorisation des stocks**

Les notes 3B et 3.10 exposent la méthode de valorisation et de dépréciation des stocks ainsi que l'incidence d'un changement d'estimation sur la valorisation des stocks de produits finis et d'encours. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous nous sommes assurés du bien-fondé de ce changement d'estimation et de la présentation qui en est faite.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

Vérification spécifique


Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Les commissaires aux comptes

Nantes, le 18 décembre 2014


KPMG Audit
Département de KPMG S.A.



Franck Noël
Associé

La Roche-sur-Yon, le 18 décembre 2014

Atlantique Révision Conseil



Jérôme Boutolleau
Associé

Rapport du commissaire aux comptes, désigné organisme tiers indépendant, sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées figurant dans le rapport de gestion

Exercice clos le 31 août 2014

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaire aux comptes de la société Bénéteau désigné organisme tiers indépendant, accrédité par le COFRAC sous le numéro 3-1049¹, nous vous présentons notre rapport sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées relatives à l'exercice clos le 31 août 2014 présentées dans le rapport de gestion (ci-après les « Informations RSE »), en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du code de commerce.

Responsabilité de la société

Il appartient au Conseil de Surveillance d'établir un rapport de gestion comprenant les Informations RSE prévues à l'article R.225-105-1 du code de commerce, préparées conformément au référentiel utilisé par la société (ci-après le « Référentiel »), dont un résumé figure dans le rapport de gestion et est disponible sur demande au siège de la société.

Indépendance et contrôle qualité

Notre indépendance est définie par les textes réglementaires, le code de déontologie de la profession ainsi que les dispositions prévues à l'article L.822-11 du code de commerce. Par ailleurs, nous avons mis en place un système de contrôle qualité qui comprend des politiques et des procédures documentées visant à assurer le respect des règles déontologiques, des normes d'exercice professionnel et des textes légaux et réglementaires applicables.

Responsabilité du commissaire aux comptes

Il nous appartient, sur la base de nos travaux :

- d'attester que les Informations RSE requises sont présentes dans le rapport de gestion ou font l'objet, en cas d'omission, d'une explication en application du troisième alinéa de l'article R.225-105 du code de commerce (Attestation de présence des Informations RSE) ;
- d'exprimer une conclusion d'assurance modérée sur le fait que les Informations RSE, prises dans leur ensemble, sont présentées, dans tous leurs aspects significatifs, de manière sincère conformément au Référentiel (Avis motivé sur la sincérité des Informations RSE).

Nos travaux ont été effectués par une équipe de cinq personnes entre septembre 2014 et décembre 2014 pour une durée d'environ 3 semaines. Nous avons fait appel, pour nous assister dans la réalisation de nos travaux, à nos experts en matière de RSE.

Nous avons conduit les travaux décrits ci-après conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France et à l'arrêté du 13 mai 2013 déterminant les modalités dans lesquelles l'organisme tiers indépendant conduit sa mission et, concernant l'avis motivé de sincérité, à la norme internationale ISAE 3000².

¹ Dont la portée est disponible sur le site www.cofrac.fr

² ISAE 3000 – Assurance engagements other than audits or reviews of historical financial information

1. Attestation de présence des Informations RSE

Nous avons pris connaissance, sur la base d'entretiens avec les responsables des directions concernées, de l'exposé des orientations en matière de développement durable, en fonction des conséquences sociales et environnementales liées à l'activité de la société et de ses engagements sociétaux et, le cas échéant, des actions ou programmes qui en découlent.

Nous avons comparé les Informations RSE présentées dans le rapport de gestion avec la liste prévue par l'article R.225-105-1 du code de commerce.

En cas d'absence de certaines informations consolidées, nous avons vérifié que des explications étaient fournies conformément aux dispositions de l'article R.225-105 alinéa 3 du code de commerce.

Nous avons vérifié que les Informations RSE couvraient le périmètre consolidé, à savoir la société ainsi que ses filiales au sens de l'article L.233-1 et les sociétés qu'elle contrôle au sens de l'article L.233-3 du code de commerce avec les limites précisées dans la note méthodologique présentée au paragraphe « 1. Méthodologie – Périmètre et thèmes » du rapport de gestion.

Sur la base de ces travaux et compte tenu des limites mentionnées ci-dessus, nous attestons de la présence dans le rapport de gestion des Informations RSE requises.

2. Avis motivé sur la sincérité des Informations RSE

Nature et étendue des travaux

Nous avons mené sept entretiens avec les personnes responsables de la préparation des Informations RSE auprès des directions en charge des processus de collecte des informations et, le cas échéant, responsables des procédures de contrôle interne et de gestion des risques, afin :

- d'apprécier le caractère approprié du Référentiel au regard de sa pertinence, son exhaustivité, sa fiabilité, sa neutralité, son caractère compréhensible, en prenant en considération, le cas échéant, les bonnes pratiques du secteur ;
- de vérifier la mise en place d'un processus de collecte, de compilation, de traitement et de contrôle visant à l'exhaustivité et à la cohérence des Informations RSE et prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration des Informations RSE.

Nous avons déterminé la nature et l'étendue de nos tests et contrôles en fonction de la nature et de l'importance des Informations RSE au regard des caractéristiques de la société, des enjeux sociaux et environnementaux de ses activités, de ses orientations en matière de développement durable et des bonnes pratiques sectorielles.

Pour les informations RSE que nous avons considérées les plus importantes, listées dans les tableaux ci-après :

- au niveau de l'entité consolidante et des entités contrôlées, nous avons consulté les sources documentaires et mené des entretiens pour corroborer les informations qualitatives (organisation, politiques, actions), nous avons mis en œuvre des procédures analytiques sur les informations quantitatives et vérifié, sur la base de sondages, les calculs ainsi que la consolidation des données et nous avons vérifié leur cohérence et leur concordance avec les autres informations figurant dans le rapport de gestion ;

- au niveau d'un échantillon représentatif d'entités que nous avons sélectionnées³ en fonction de leur activité, de leur contribution aux indicateurs consolidés, de leur implantation et d'une analyse de risque, nous avons mené des entretiens pour vérifier la correcte application des procédures et mis en œuvre des tests de détail sur la base d'échantillonnages, consistant à vérifier les calculs effectués et à rapprocher les données des pièces justificatives. L'échantillon ainsi sélectionné représente en moyenne 71% des effectifs, entre 65% et 91% des informations quantitatives environnementales et 69% de l'indicateur sociétal.

Indicateurs sociaux	Périmètre de reporting
Effectifs au 31/08/2014	
Nombre d'embauches au cours de l'exercice – CDI & CDD	
Nombre de licenciements au cours de l'exercice	
Nombre total d'heures de formation, par an, par salariés	France
Taux d'absentéisme de nos collaborateurs	
Taux de fréquence des accidents du travail avec arrêt de nos collaborateurs	
Taux de gravité des accidents du travail de nos collaborateurs	
Indicateurs environnementaux	Périmètre de reporting
Nombre de sites certifiés ISO 14001	
Rejets de composés organiques volatils (COV) des sites de productions	
Quantité de déchets industriels générés par type	France
Taux de valorisation/recyclage des déchets non dangereux	
Consommation d'électricité des sites au cours de l'exercice	
Consommation de gaz des sites au cours de l'exercice	
Emissions de CO ₂ liées à la consommation d'énergie des sites	
Consommation d'eau des sites au cours de l'exercice	France hors Cholet, hors CNB
Indicateur sociétal	Périmètre de reporting
Part des dépenses réalisées avec les fournisseurs locaux	France

Informations qualitatives

Thèmes sociaux	<ul style="list-style-type: none"> - Les conditions de santé et de sécurité au travail - Les politiques mises en œuvre en matière de formation - Le bilan des accords collectifs
Thèmes environnementaux	<ul style="list-style-type: none"> - Les moyens consacrés à la prévention des risques environnementaux et des pollutions - Les mesures de prévention, de réduction ou de réparation de rejets dans l'air, l'eau et le sol affectant gravement l'environnement - La consommation d'énergie et les mesures prises pour améliorer l'efficacité énergétique et le recours aux énergies renouvelables
Thèmes sociétaux	<ul style="list-style-type: none"> - Impact territorial, économique et social de l'activité de la société en matière d'emploi et de développement régional - L'importance de la sous-traitance et la prise en compte dans les relations avec les fournisseurs et les sous-traitants de leur responsabilité sociale et environnementale - Les actions de partenariat ou de mécénat

³ SPBI qui regroupe 11 sites en France

Pour les autres informations RSE consolidées, nous avons apprécié leur cohérence par rapport à notre connaissance de la société.

Enfin, nous avons apprécié la pertinence des explications relatives, le cas échéant, à l'absence totale ou partielle de certaines informations.

Nous estimons que les méthodes d'échantillonnage et tailles d'échantillons que nous avons retenues en exerçant notre jugement professionnel nous permettent de formuler une conclusion d'assurance modérée ; une assurance de niveau supérieur aurait nécessité des travaux de vérification plus étendus. Du fait du recours à l'utilisation de techniques d'échantillonnages ainsi que des autres limites inhérentes au fonctionnement de tout système d'information et de contrôle interne, le risque de non-détection d'une anomalie significative dans les Informations RSE ne peut être totalement éliminé.

Conclusion

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause le fait que les Informations RSE, prises dans leur ensemble, sont présentées, de manière sincère, conformément au Référentiel.

Les commissaires aux comptes

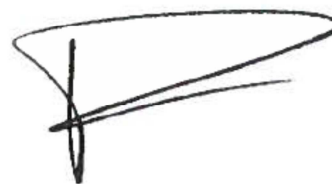
Paris La Défense, le 18 décembre 2014

KPMG S.A.



Anne Garans
Associée

*Département Changement Climatique &
Développement Durable*



Franck Noël
Associé

COMPTES SOCIAUX BENETEAU SA

Bilan au 31 Août 2014

ACTIF

En K€	Notes	Montants	Amortissements	Montants	Montants
		bruts 31/08/2014	et provisions	nets 31/08/2014	nets 31/08/2013
Immobilisations incorporelles	1.2				
Frais de recherche et développement	1.3	766	600	166	0
Concessions, brevets, licences, marques	1.4	1 082	36	1 046	963
Fonds commercial (1)				0	0
Autres immobilisations incorporelles		5 450	3 932	1 518	1 835
Immobilisations incorporelles en cours		7 675		7 675	3 401
Immobilisations corporelles	1.5			0	0
Terrains		392	91	301	310
Constructions		6 543	3 836	2 707	3 026
Inst. techniques, matériels et outils indus		624	530	94	112
Autres immobilisations corporelles		2 614	1 924	690	347
Immobilisations en cours		215		215	312
Avances et acomptes				0	0
Immobilisations financières (2)	1.6			0	0
Participations		97 558	2 500	95 058	95 853
Créances rattachées à des participations		458		458	4 932
Autres titres immobilisés		1 072	0	1 072	1 346
Prêts		10		10	0
Autres immobilisations financières		21		21	21
Actif immobilisé	1.1	124 481	13 449	111 032	112 456
Stocks et en-cours					
Matières premières et autres approvis.				0	0
En cours de production				0	0
Produits intermédiaires et finis				0	0
Avances et acomptes sur commandes		4 486		4 486	4 800
Créances	1.7			0	0
Créances clients et comptes rattachés		3 068	108	2 960	2 739
Autres créances d'exploitation		159 663	2 500	157 163	93 498
Valeurs mobilières de placement	1.8	24 609	0	24 609	24 007
Disponibilités		494		494	20 039
Charges constatées d'avance	1.9	538		538	561
Actif circulant		192 858	2 608	190 250	145 643
Ecart de conversion actif		0			
TOTAL ACTIF		317 339	16 057	301 282	258 100

(1) dont droit au bail

-

(2) dont à moins d'un an

-

PASSIF

En K€	Notes	31/08/2014	31/08/2013
Capital social dont capital versé	2.1	8 279	8 279
Primes d'émission, fusion, apports		27 850	27 850
Réserves			
Réserve légale		871	871
Réserves réglementées			
Autres réserves		179 940	182 882
Report à nouveau		0	0
Résultat de l'exercice		(7 037)	(2 942)
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées		1 762	608
Capitaux propres	2.11	211 665	217 547
Provisions			
Provisions pour risques		0	0
Provisions pour charges		4 523	2 625
Provisions pour risques et charges	2.2	4 523	2 625
Dettes financières (1)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		67 123	4 718
Emprunts et dettes financières divers		4 378	24 523
Avances et acomptes reçus sur commandes		-	-
Dettes d'exploitation (1)			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		2 317	1 911
Dettes fiscales et sociales		929	729
Autres		9 422	5 063
Dettes diverses (1)			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		925	984
Produits constatés d'avance (1)		-	-
Passif circulant	2.3	85 094	37 927
Ecarts de conversion passif			
TOTAL PASSIF		301 282	258 100

(1) dont à moins d'un an

85 094

37 927

(2) dont concours bancaires courants

24 815

60

Compte de Résultat 31/08/2014 (Suite)

En K€	Notes	2013/2014	2012/2013
Produits exceptionnels			
Sur opérations de gestion		95	260
Sur opérations en capital		27	6
Reprises sur provisions et transferts de charges		10	14
Produits exceptionnels		132	280
Charges exceptionnelles			
Sur opérations de gestion		54	251
Sur opérations en capital		27	10
Dotations aux amortissements et provisions		1 166	337
Charges exceptionnelles		1 247	598
Résultat exceptionnel	3.5	(1 115)	(318)
Participation et Intéressement des salariés		0	0
Impôts sur les bénéfices	3.6	(3 484)	(3 828)
RESULTAT NET		(7 037)	(2 942)

ANNEXE AUX COMPTES DE BENETEAU S.A.

La présente annexe fait partie intégrante des comptes annuels de l'exercice ouvert le 1er septembre 2013 et clos le 31 août 2014.

Les éléments d'information qui ne présentent pas un caractère obligatoire ne sont mentionnés que lorsqu'ils ont une importance significative.

Faits caractéristiques de l'exercice

En date du 7 novembre 2013, Bénéteau SA a procédé à un abandon de créance en faveur de sa filiale GBI Holding à hauteur de 4 850 milliers d'euros.

En date du 29 août 2014, Bénéteau SA a procédé à un abandon de créance en faveur de sa filiale BH pour 4 000 milliers d'euros.

Compte tenu des besoins de financement nécessaire de GBI Holding (et de ses filiales Monte Carlo Yachts, Bio Habitat Italia, et IRM Italia) à venir et afin de se conformer à la législation italienne imposant un certain niveau de fonds propres au regard du capital social tout au long de l'exercice comptable, une provision sur compte courant a été constituée à hauteur de 2 500 milliers d'euros, soit à hauteur des abandons de créances qui seront consentis d'ici décembre 2014.

Au 31 juillet 2014, la société SCI Nautilus n'ayant plus d'activité a fait l'objet d'un transfert universel de patrimoine dans les comptes de Bénéteau SA.

Principes, règles, méthodes comptables et présentation des états

Les chiffres fournis dans la présente annexe sont en milliers d'euros sauf indication contraire.

Les comptes de l'exercice clos le 31 août 2014 ont été établis conformément aux principes et méthodes retenus par le Code de Commerce (Art. 123-12 à 123-23), le décret du 29 novembre 1983, ainsi que par le Plan Comptable Général (règlement CRC 99.03).

Les règles comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses fondamentales de continuité de l'exploitation, d'indépendance des exercices et de permanence des méthodes.

1 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF

1.1 Mouvements des immobilisations, amortissements et provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé

• VALEURS BRUTES

en milliers d'euros	Valeur brute des immos 01/09/2013	Variations par transfert de poste à poste	Acquisitions Créations Augmen. des actifs	Cessions Mises hors service Dimin. actifs	Valeur brute des immos 31/08/2014
Frais de recherche et développement	574	192	0	0	766
Concessions, brevets, licences et marques	979	0	4	0	983
Fonds commercial	0	99	0	0	99
Logiciels	5 016	100	334	0	5 450
Immobilisations incorporelles en cours	3 401	(192)	4 465	0	7 675
TOTAL Immobilisations incorporelles	9 970	199	4 803	0	14 973
Terrains et aménagements	392	0	0	0	392
Constructions et aménagements	6 543	0	0	0	6 543
Matériels, installations techniques	597	29	10	(11)	624
Autres immobilisations corporelles	2 054	73	530	(44)	2 614
Immobilisations en cours	312	(301)	204	0	215
Avances et acomptes sur immobilisations	0	0	0	0	0
TOTAL Immobilisations corporelles	9 898	(198)	744	(55)	10 389
Participations	98 353	(1 794)	1 000	0	97 558
Créances rattachées à des participations	4 932	0	0	(4 474)	458
Autres titres immobilisés	1 346	0	7 120	(7 395)	1 072
Prêts	0	0	10	0	10
Autres immobilisations financières	21	0	4	(3)	21
TOTAL Immobilisations financières	104 652	(1 794)	8 134	(11 873)	99 120
TOTAL GENERAL	124 521	(1 794)	13 682	(11 927)	124 481

• AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS

en milliers d'euros	Amort. au 01/09/2013	Augment. Dotations de l'exercice	Diminutions afférentes aux éléments sortis et reprises	Amort. au 31/08/2014
TOTAL Immobilisations incorporelles	3 771	797	0	4 568
Terrains et aménagements	83	9	0	91
Constructions	3 517	319	0	3 836
Matériels, installations techniques	485	56	(11)	530
Autres immobilisations corporelles	1 707	234	(17)	1 924
TOTAL Immobilisations corporelles	5 792	617	(29)	6 380
TOTAL AMORTISSEMENTS	9 563	1 414	(29)	10 949
Provision pour dépréciation actif				
Sur participations	2 500	0	0	2 500
Sur autres titres immobilisés				0
TOTAL PROVISIONS	2 500	0	0	2 500
TOTAL GENERAL	12 063	1 414	(29)	13 449

1.2 Immobilisations incorporelles

Elles s'élèvent au 31 août 2014 à 14 973 K€ contre 9 970 K€ au 31 août 2013.

Les différents éléments composant ce poste sont les suivants :

- des frais de recherche et développement amortis sur 3 ans (cf. note 1.3)
- une marque non amortie et une concession amortie sur 15 ans (cf. note 1.4)
- des logiciels amortis sur 1 an et 5 ans, incluant les coûts de développement liés à la mise en place d'un nouvel ERP pour l'ensemble du Groupe Bénéteau.

1.3 Frais de recherche et développement

Au cours des exercices antérieurs, la société a engagé un projet de recherche et développement en matière de processus de conception, de développement et de fabrication de bateaux, totalement différent.

En raison de la nature même de ce projet, le groupe a décidé d'immobiliser les frais externes (honoraires essentiellement) et internes (main d'œuvre directement liée au projet) et de les porter à l'actif du bilan en frais de recherche et développement.

L'amortissement de ces frais de recherche et développement a débuté au moment de la mise en production et commercialisation des bateaux concernés : soit au 1^{er} septembre 2004.

1.4 Concessions, brevets, licences et marques

La durée de consommation des avantages économiques attendus de la marque n'est pas déterminable. Elle n'a donc pas fait l'objet d'un amortissement.

Elle fera éventuellement l'objet d'une dépréciation si la valeur d'utilité est inférieure à la valeur nette comptable.

La concession est un droit d'usage exclusif à long terme permettant de bénéficier de la pleine jouissance des Fibres Optiques Noires ; elle est amortie sur sa durée d'utilité.

1.5 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont valorisées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production pour la partie produite par l'entreprise. Elles n'ont jamais fait l'objet de réévaluation.

Les amortissements pour dépréciation économique sont calculés de façon linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- aménagements sur terrains	20 ans
- constructions d'exploitation	20 ans
- installations et agencements des constructions	10 à 20 ans
- matériel et outillage	3 à 10 ans
- installations et agencements du matériel	3 à 10 ans
- matériel de transport	3 à 5 ans
- matériel et mobilier de bureau	3 à 10 ans

La société pratique, dans la mesure du possible, des amortissements dégressifs considérés comme dérogatoires pour la fraction excédant l'amortissement économique. La provision ainsi constituée s'élève à 1 762 K€.

1.6 Immobilisations financières

Elles s'élèvent au 31 août 2014 à 99 121 K€ contre 104 651 K€ au 31 août 2013.

La valeur brute des titres de participation est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Une provision pour dépréciation est constituée à due concurrence lorsque la valeur d'utilité de la société filiale est inférieure à la valeur historique :

- pour les filiales industrielles, la valeur d'utilité est définie comme étant l'actualisation des perspectives de résultats futurs de la société filiale.
- pour les filiales purement commerciales, ou pour lesquelles l'appréciation des perspectives d'activité n'est pas pertinente, la valeur d'utilité est appréciée au regard du montant de la quote-part détenue des capitaux propres, après application pour les filiales étrangères du taux de la devise au 31 août.

Le tableau des filiales et participations figure à la rubrique 4.3 de la présente annexe.

Le poste « Autres titres immobilisés » est composé essentiellement d'actions propres (mouvements détaillés sur note 4.6). Sur la base de la moyenne des cours de Bourse du mois d'août 2014, leur valeur s'élève à 1 743 K€ pour une valeur nette au bilan de 1 052 K€ (déterminée sur la base du cours du 31 août 2014).

1.7 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Les créances libellées en monnaie étrangère sont converties au cours de clôture ou converties au taux de couverture si elles font l'objet d'un contrat de couverture de change à terme.

La perte de change latente donne lieu à la constitution d'une provision pour charges à due concurrence.

A la clôture, le poste clients ne comprend aucune créance à plus d'un an et se décompose ainsi :

en K€	31/08/2014	31/08/2013
Comptes clients ordinaires	214	64
Comptes clients entreprises liées	2 725	2 675
Effets à recevoir	-	-
Clients douteux	129	-
Provisions pour dépréciation des comptes clients	(108)	-
TOTAL	2 960	2 739

Les autres créances d'exploitation ne comportent pas de créances à plus d'un an et se décomposent comme suit :

en K€	31/08/2014	31/08/2013
Impôts et taxes	10 108	3 278
Autres créances	66	363
Autres créances entreprises liées *	149 489	94 707
Provision pour dépréciation des créances**	(2 500)	(4 850)
TOTAL	157 163	93 498

* dont compte courant d'intégration fiscale

** dépréciation créance entreprise liée : GBI Holding, à hauteur de l'abandon de créance prévue.

1.8 Valeurs Mobilières de Placement

La valeur d'inventaire des actions propres réservées s'élève à 11 866 milliers d'euros. Evaluées au cours du 31 août 2014, les actions propres réservées s'élèvent à 17 702 milliers d'euros.

Il s'agit d'actions propres réservées (cf. notes 4.4 et 4.5) pour un montant de 10 744 K€ et d'actions propres disponibles pour une valeur brute de 1 122 K€ ayant une valeur d'inventaire de 1 299 K€. Par ailleurs, le portefeuille d'attribution d'actions gratuites fait l'objet d'une provision pour risque (cf note 2.2).

Les autres titres se composent de SICAV pour 2 163 K€, dont la valeur d'inventaire s'élève à 2 164 K€ et de certificats de dépôts à moins de 5 mois pour 10 581 K€.

1.9 Comptes de régularisation et assimilés - Actif

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 538 K€ et sont composées en totalité de charges d'exploitation.

Au 31 août 2013, leur montant était de 561 K€.

Les produits à recevoir s'élèvent à 32 K€ et se décomposent en :

en K€	31/08/2014	31/08/2013
Produits d'exploitation	15	13
Produits d'exploitation - entreprises liées	-	-
Produits financiers	17	12
TOTAL	32	25

2 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF

2.1 Capital social

Il se compose de 82 789 840 actions de 0,10 €, entièrement libérées.

Les informations relatives aux actions propres et aux programmes d'attribution d'actions sont détaillées aux points 4.4, 4.5 et 4.6.

2.11 Capitaux propres

La variation des capitaux propres sur l'exercice est la suivante :

en K€	
Capitaux propres au 01/09/2013	217 547
Amortissements dérogatoires (cf. note 1.5)	1 155
Distribution de dividendes	(-)
Résultat de l'exercice	(7 037)
Montant des capitaux propres au 31/08/2014	211 665

Le résultat net hors incidence des dispositions fiscales dérogatoires s'élève à (-) 5 882 K€ au 31 août 2014.

Les dispositions fiscales entraînent pour notre société une dette future d'impôt d'un montant net de 439 K€, calculée au taux de 38 %.

2.2 Provisions pour risques et charges

En K€	Montant en fin d'exercice 31/08/2013	Augment. dotations de l'exercice	Diminution reprise de provisions utilisées	Diminution reprise de provisions non utilisées	Montant en fin d'exercice 31/08/2014
Provisions pour perte de change	-	-	-	-	-
Provisions pour risques	-	-	-	-	-
Autres provisions pour risques et charges	2 625	2 048	-	(150)	4 523
TOTAL	2 625	2 048	-	(150)	4 523

Au 31 août 2014, Bénéteau SA a comptabilisé :

- une dotation aux provisions pour charge relative aux actions propres réservées pour le plan d'attribution d'actions gratuites à hauteur de 2 046 K€.
- une dotation aux provisions pour médailles du travail à hauteur de 2 K€, dont l'évaluation prend en compte les salariés présents dans l'entreprise à la date du calcul, leur ancienneté, le barème des gratifications en fonction de cette ancienneté, le taux de survie, la rotation et une actualisation financière.

2.3 Dettes

La répartition des dettes, selon leur échéance au 31 août 2014, est détaillée dans le tableau ci-dessous :

en K€	Montant total	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
- à 2 ans maximum à l'origine	67 123	67 123	-	-
- à plus de 2 ans à l'origine	0	0	-	-
Emprunts et dettes financières divers	4 378	4 378	-	-
Dettes financières entreprises liées	8 693	8 693	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés	1 367	1 367	-	-
Fournisseurs entreprises liées	949	949	-	-
Personnel et comptes rattachés	422	422	-	-
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	392	392	-	-
Etats et autres collectivités publiques		0	-	-
- impôts sur les bénéfices	0	0	-	-
- taxes sur la valeur ajoutée	45	45	-	-
- autres impôts, taxes et assimilés	70	70	-	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	926	926	-	-
Dettes sur immobilisations entreprises liées	0	0	-	-
Autres dettes	728	728	-	-
Autres dettes entreprises liées	0	0	-	-
TOTAL	85 094	85 094	-	-

2.4 Charges à payer

Au 31 août 2014 les charges à payer s'élèvent à 1 401 K€ suivant détail ci-après :

en K€	31/08/2014		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	689	-	-
Fournisseurs entreprises liées	-	-	-
Dettes fiscales et sociales	515	-	-
Emprunts et dettes financières diverses	-	218	-
Autres dettes	-	-	-
Autres dettes entreprises liées	-	-	-
TOTAL	1 204	218	-

3 - NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT**3.1 Chiffre d'affaires**

en K€	2013/2014	2012/2013
Ventes en France	11 078	11 709
Ventes à l'étranger	1 600	1 368
TOTAL	12 678	13 077

3.2 Reprises de provisions et transferts de charges d'exploitation

en K€	2013/2014	2012/2013
Reprise sur provisions pour risques et charges	150	56
Transferts de charges	21	28
TOTAL	171	82

3.3 Charges de personnel

Les rémunérations versées aux organes d'administration et de direction s'élèvent à 506 K€, contre 547 K€ l'exercice précédent.

L'effectif moyen est de 23 personnes, composé de 7 employés et 16 cadres.

3.4 Produits et charges financiers

Le résultat financier fait apparaître une charge nette de 5 712 K€.

Il comprend des dividendes reçus des filiales pour un montant de 3 223 K€. Par ailleurs, Bénéteau SA a consenti des abandons de créance à deux de ses filiales, GBI Holding et BH, pour respectivement 4 850 K€ (dont la provision constatée en 2012/2013 a été reprise en 2013/2014) et 4 000 K€.

Une provision pour dépréciation a été constatée sur le compte courant de la filiale GBI Holding à hauteur de 2 500 K€.

Le résultat financier concernant les entreprises liées et intégrant les éléments sus mentionnés, fait apparaître une charge nette de 1 077 K€.

Un mali de confusion a été constaté en résultat financier lors du transfert universel de patrimoine de la SCI Nautilus dans Bénéteau SA à hauteur de 1 112 K€.

3.5 Produits et charges exceptionnels

Le résultat exceptionnel se décompose comme suit :

en K€	2013/2014	2012/2013
Dotation / reprise amortissements dérogatoires	(1 155)	(323)
Plus ou moins-value sur cession d'actif	-	(5)
Reprise de provision pour risque	-	-
Boni / Mali sur rachat d'actions propres	45	10
Dotation aux provisions pour risques et charges	-	-
Dons	(5)	-
TOTAL	(1 115)	(318)

3.6 Impôt et fiscalisation du résultat

Au 31 août 2014, la ventilation de l'impôt entre le résultat courant et le résultat exceptionnel est la suivante :

En K€	Avant impôt	Produit net d'impôt	Après impôt
Résultat courant	(9 406)	2 570	(6 836)
Résultat exceptionnel	(1 114)	914	(200)
TOTAL	(10 521)	3 484	(7 037)

Bénéteau S.A. a opté pour le régime de l'intégration fiscale. La convention conclue à ce titre est conforme à la seconde conception autorisée : elle prévoit que l'économie d'impôt réalisée et liée aux déficits, soit prise en compte immédiatement dans le résultat de la société mère dans la limite du résultat fiscal d'ensemble utilisable.

L'économie d'impôt liée à l'intégration fiscale pour l'exercice 2013/2014 s'élève à 1 573 K€.

4 - AUTRES INFORMATIONS

4.1 Note concernant les entreprises liées

Les montants concernant les entreprises liées sont indiqués à chaque poste correspondant du bilan. Les comptes de Bénéteau S.A. sont inclus, selon la méthode de l'intégration globale, dans les comptes de BERI 21 S.A.

4.2 Engagements donnés

Ils comprennent :

En K€	31/08/2014
Caution :	
- consortium pour construction d'une usine pour une filiale	500
- pour filiale sur subvention R&D par la commune	246
- douane	51
Garanties :	
-engagement bancaire pour les lignes de crédit des filiales	27 996
-engagement bancaire pour remboursement de TVA des filiales italiennes	12 597
Indemnités de départ à la retraite*	418
Ventes à terme en devise	203 864
Achats à terme en devise	(16 732)
TOTAL	228 940

* Les engagements de la société à ce titre sont calculés selon la méthode adoptée dans le groupe tenant compte de l'ensemble des salariés, des dispositions conventionnelles, du taux de survie, de l'évolution des salaires, de la rotation, du rendement financier et des charges sociales. La méthode utilisée est celle des unités de crédit projetées.

Les cautions et garanties données ne concernent pas les dirigeants, les filiales, les participations et les autres entreprises liées.

4.3 Tableau des filiales et participations

En milliers d'euros

Société en milliers d'euros	Capital	Capitaux propres hors résultat du dernier exercice	Quote part de capital détenue en %	Valeurs Compta. des titres détenus		Prêts et avances consentis par la sté et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	C.A hors taxes du dernier exercice écoulé	Bénéfice ou perte (-) du dernier exercice clos	Dividende encaissés par la société au cours de l'exercice
				Brute	Nette					
FILIALES (50% au moins)										
C.N.B	3 488	21 437	100	4 776	4 776	11 237	-	144 771	5 725	1429
S.P.B.I	51 542	235 182	100	40 774	40 774	9 909	-	507 103	(8 095)	-
B.H.	5 000	2 498	100	5 000	2 500	3 224	-	17 283	57	-
IRM	11 038	36 160	100	38 903	38 903	12 381	-	86 569	2 472	995
O'Hara	3 900	19 328	100	4 031	4 031	-	-	63 824	609	798
GBI Holding	1 108	1 112	100	1 108	1 108	62 672	-	-	(27)	-
PARTICIPATIONS (10 à 50%)										
SGB Finance (1)	6 054	39 761	49	2 967	2 967	-	-	-	(1 784)	-

(1) Clôture des comptes : 31/12

4.4 Options d'achat d'actions

Conformément aux autorisations données par les actionnaires en Assemblée Générale, les organes compétents de la société ont décidé d'attribuer, en tenant compte de la division par 5 du nominal :

- le 3 octobre 2001, 450 000 actions à 91 bénéficiaires, au prix d'exercice de 5,96 € l'action.
- le 13 février 2003, 450 000 actions à 99 bénéficiaires, au prix d'exercice de 6,46 € l'action.
- le 30 août 2006, 72 500 actions à 35 bénéficiaires, au prix d'exercice de 12,56 € l'action.

Les premières levées d'options ont eu lieu au cours de l'exercice 2005/2006 pour 220 250 achats d'actions.

Au cours de l'exercice 2006/2007, 171 425 options d'achats d'actions ont été exercées.

Au cours de l'exercice 2007/2008, 108 513 options d'achats d'actions ont été exercées.

Au cours de l'exercice 2008/2009, 6 000 options d'achats d'actions ont été exercées.

Au cours de l'exercice 2009/2010, 32 664 options d'achats d'actions ont été exercées.

Au cours de l'exercice 2010/2011, 88 342 options d'achats d'actions ont été exercées.

Au cours de l'exercice 2011/2012, 61 966 options d'achats d'actions ont été exercées et 27 050 options d'achat d'actions sont arrivées à échéance sans être exercées.

Au cours de l'exercice 2012/2013, 116 700 options d'achats d'actions ont été exercées et 68 390 options d'achat d'actions sont arrivées à échéance sans être exercées.

Les bénéficiaires sont des dirigeants ou salariés des sociétés du groupe Bénéteau.

4.5. Actions gratuites

Conformément aux autorisations données par les actionnaires en Assemblée Générale, les organes compétents de la société ont décidé d'attribuer en tenant compte de la division par 5 du nominal :

- le 30 août 2005, 42 500 actions gratuites.
- le 30 août 2006, 57 500 actions gratuites.
- le 29 août 2007, 148 440 actions gratuites composées notamment de 110 000 dont l'attribution a été abandonnée sur l'exercice 2008/2009, 4 690 actions dont l'attribution a été abandonnée sur l'exercice 2011/2012
- le 3 septembre 2008, 56 000 actions gratuites composées notamment de 6 000 actions dont l'attribution a été abandonnée sur l'exercice 2009/2010 (cf point 4.6.) et de 30 000 actions dont l'attribution a été abandonnée sur l'exercice 2011/2012.
- le 9 mai 2012, 1 264 700 actions gratuites.
- le 29 avril 2014, 212 000 actions gratuites.

Les bénéficiaires sont des dirigeants ou salariés des sociétés du groupe Bénéteau.

Les premières attributions définitives ont été effectuées au cours de l'exercice 2006/2007 pour 42 500 actions.

Au cours de l'exercice 2007/2008, 57 500 actions ont été attribuées.

Au cours de l'exercice 2010/2011, 21 250 actions ont été attribuées.

Au cours de l'exercice 2012/2013, 32 500 actions ont été attribuées.

4.6 Actions propres

La valeur des actions propres au 31 août 2014 déterminée sur la base de la moyenne des cours de bourse d'août 2014 s'élève à 1 743 K€ pour une valeur nette au bilan de 1 052 K€.

	Nombre	Valorisation en milliers d'euros
Actions au 31/08/2013	163 308	1 326
Acquisitions	574 656	7 119
Cessions	(603 456)	(7 393)
Actions au 31/08/2014	134 508	1 052

Cours moyen d'achat de l'exercice : 12,39 €

Cours moyen de vente de l'exercice : 12,33 €

Cours de bourse au 31 août 2014 : 12,96 €

Moyenne des cours de bourse d'août 2014 : 12,84 €

5- TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

<i>En K€</i>	2013/2014	2012/2013
Opérations d'exploitation		
Résultat net de l'exercice	(7 037)	(2 942)
<i>Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'exploitation</i>	4 466	3 246
Amortissements et provisions	4 466	3 242
Plus ou moins values de cession	0	4
Marge brute d'autofinancement	(2 571)	304
Incidence de la variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	(58 587)	16 131
Créances	(63 889)	11 719
Dettes	5 302	4 412
<i>Total 1 - Flux de trésorerie provenant de l'exploitation</i>	<i>(61 158)</i>	<i>16 435</i>
Opérations d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations	(13 681)	(8 418)
Cessions d'immobilisation	13 694	9 846
Dettes sur immobilisations	(58)	984
<i>Total 2 - Flux de trésorerie affecté aux opérations d'investissement</i>	<i>(45)</i>	<i>2 412</i>
Opérations de financement		
Dividendes versés aux actionnaires	0	0
Encaissements provenant de dettes financières	44 346	0
Remboursements de dettes financières	(26 841)	(35 388)
Cession / Transfert (acquisition) d'actions propres	0	(355)
Variation de périmètre		
<i>Total 3 - Flux de trésorerie affecté aux opérations de financement</i>	<i>17 505</i>	<i>(35 743)</i>
VARIATION DE TRESORERIE (1+2+3)	(43 698)	(16 896)
Trésorerie à l'ouverture	43 986	60 882
Trésorerie à la clôture	288	43 986
Dont : Actions propres	11 865	11 723
Autres valeurs mobilières	12 744	12 284
Disponibilités	494	20 039
Comptes bancaires créditeurs	(24 815)	(60)

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2014

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à *l'exercice clos le 31 août 2014*, sur :

- ◆ le contrôle des comptes annuels de la société **Bénéteau S.A.**, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- ◆ la justification de nos appréciations ;
- ◆ les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II – JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- les titres de participation, dont le montant net figurant au bilan au 31 août 2014 s'établit à 95 058 K€, sont évalués à leur coût d'acquisition et dépréciés sur la base de leur valeur d'utilité selon les modalités décrites dans la note 1.6 de l'annexe ;

- les autres créances vis-à-vis d'entreprises liées, dont le montant net figurant au bilan au 31 août 2014 s'élève à 146 989 K€ sont valorisées à leur valeur nominale selon la note 1.7 de l'annexe et sont dépréciées en tenant compte de la situation exposée dans la note « Faits caractéristiques de l'exercice ».

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données sur lesquelles se fondent les valeurs d'utilité des titres de participation et des créances vis-à-vis des entreprises liées, notamment à revoir lorsque cela est applicable l'actualisation des perspectives de rentabilité des activités concernées et de réalisation des objectifs, et à contrôler la cohérence des hypothèses retenues avec les données prévisionnelles. Si l'appréciation des perspectives d'activité ne s'avérait pas pertinente, ces valeurs d'utilité ont été appréciées au regard du montant de la quote-part détenue des capitaux propres.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à LA ROCHE SUR YON et à NANTES, le 18 décembre 2014

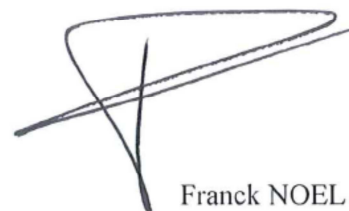
Les Commissaires aux Comptes

ATLANTIQUE REVISION CONSEIL – A.R.C.



Jérôme BOUTOLLEAU
Associé

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.



Franck NOEL
Associé

Attestation du Rapport Financier Annuel 2013-2014

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Yves LYON-CAEN
Président du Conseil de Surveillance

Bruno CATHELINAIS
Président du Directoire